



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Département
Afrique

À l'écoute de l'Afrique

Bulletin semestriel
du Département Afrique

Huitième numéro : mai 2010



UNESCO: LA PASSATION DE TÉMOIN

Volume 1

Préface par Irina Bokova,
Directrice Générale de l'UNESCO

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent, de la part de l'Organisation, aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Publié par l'Organisation des Nations Unies
pour l'éducation, la science et de la culture (UNESCO)
7, place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP, France

© UNESCO 2010
Tous droits réservés

Crédit photographique couverture : Bob Krasner©UNESCO
Création graphique et mise en page : UNESCO/CLD
Imprimé par UNESCO/CLD
Imprimé en France

AFR-2010/WS/1 – CLD 1384.10

Préface

C'est avec un grand plaisir que je préface, pour la première fois, un numéro de la revue semestrielle bilingue *À l'écoute de l'Afrique*, réalisée par le Département Afrique de l'UNESCO.

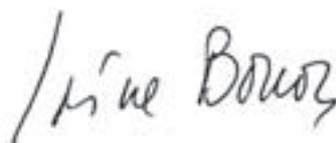
Son contenu souligne en effet la place que j'entends accorder à l'Afrique dans les programmes et les activités de l'Organisation au cours de mon mandat.

Placer les besoins de ce continent à un rang de priorité plus élevé dans tous les programmes de l'Organisation, tel est l'engagement que j'ai pris devant les États membres de l'Organisation lors de mon investiture. De toutes les actions que je compte mener avec détermination en direction de l'Afrique à cet égard, il en est une qui est la clé de beaucoup d'autres : c'est celle de notre Organisation en faveur de l'éducation à tous les niveaux. Cette action s'inscrira dans un projet global et sera soutenue par le développement d'activités scientifiques et technologiques, et par le développement des liens entre l'éducation et la culture, meilleurs moyens pour promouvoir la paix, la tolérance, le respect des droits de l'homme, sans lesquels aucun développement durable ne peut être réalisé.

Toutefois, mon engagement ne pourra pas à lui seul porter des fruits sans une volonté politique forte en faveur d'une coopération sous-régionale, régionale et internationale renforcée. Ainsi, lors de mes récentes visites officielles, j'ai lancé un appel à la promotion d'un engagement soutenu en faveur du développement de l'Afrique. Ma participation au 14^e Sommet de l'Union économique et monétaire ouest africaine – UEMOA- (Bamako, Mali, le 20 février 2010) et à la réunion du Groupe de Haut niveau sur l'Éducation pour tous (Addis-Abeba, Ethiopie 23-25 février 2010) m'a également permis de partager ces convictions et de solliciter l'appui des Chefs d'Etat et de gouvernement d'Afrique à la mise en place d'une coopération accrue en direction de ce continent, par le biais de nouvelles actions concrètes.

Comme je l'ai indiqué lors de mon installation dans les fonctions de Directrice générale de l'UNESCO, je veillerai personnellement à ce que des résultats tangibles soient atteints en Afrique, dans tous les domaines de compétence de l'Organisation.

Je vous invite à présent à découvrir les extraits de mes interventions, ainsi que l'analyse de celles prononcées par les chefs de délégations africaines à la 35^e session de la Conférence générale. Outre son rôle d'information et de visibilité, la présente revue vous permettra, j'en suis persuadée, de mesurer la place de l'Afrique dans la nouvelle vision que j'ai proposée aux États membres, basée notamment sur la solidarité entre les peuples.



Irina Bokova
Directrice générale

Sommaire

Préface de la Directrice générale	3
I. LA DIRECTRICE GÉNÉRALE A LA 35^e SESSION DE LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE ET AU CONSEIL EXÉCUTIF	5
■ Intervention à l'occasion de son installation dans les fonctions de Directrice générale de l'UNESCO	6
■ Intervention à la 183 ^e session du Conseil exécutif	10
■ Intervention à la réunion d'information du Conseil exécutif	13
II. LA DIRECTRICE GÉNÉRALE SUR LE TERRAIN	17
■ Intervention au 14 ^e Sommet de l'Union économique et monétaire Ouest Africaine (Bamako, Mali, 20 février 2010)	18
■ Intervention à la réunion du Groupe de haut niveau sur l'EPT (Addis-Abeba, Ethiopie, 23-25 février 2010)	20
III. L'AFRIQUE A LA 35^e SESSION DE LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE	23
■ Analyse des discours des Chefs d'État africains et Chefs de délégation africaines au débat de politique générale	24
IV. LA 35^e SESSION DE LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE ET L'AFRIQUE	27
A. Le Département Afrique dans le Programme et budget pour 2010-2011	28
B. L'Afrique dans les Programmes de l'UNESCO	32
C. L'Afrique dans les Comités et organes élus par la 35 ^e session de la Conférence générale	39
D. Les autres résolutions de la 35 ^e session de la Conférence générale relatives à l'Afrique	43

I. La Directrice générale à la 35^e session de la Conférence générale et au Conseil exécutif

La 35^e session de la Conférence générale de l'UNESCO qui s'est tenue du 6 au 23 octobre 2009 a été marquée par l'adoption, d'un nouveau programme et budget pour 2010/2011 et surtout par l'élection de Madame Irina Bokova, comme Directrice générale de l'UNESCO.

Première femme à occuper cette haute fonction, Mme Bokova a, lors de son intervention à l'occasion de son installation, exposé sa vision du monde et prôné des relations internationales fondées sur l'équité, l'humanisme et la solidarité, grâce notamment à un développement économique et social durable basé sur le savoir, la science, l'innovation, et la préservation de l'environnement. Elle s'est exprimée également sur la priorité accordée à l'Afrique par l'UNESCO et sur la nouvelle impulsion qu'elle envisage de donner à la coopération avec l'Afrique au cours de son mandat.

Les extraits de ses interventions ci-après, donnent un aperçu très clair de cette nouvelle vision et annoncent les grandes actions que la Directrice générale entend mener à cet égard.

Intervention de Madame Irina Bokova à l'occasion de son installation dans les fonctions de Directrice générale de l'UNESCO¹

« ...Aujourd'hui, devant vous qui m'avez confié la haute fonction de Directrice générale de l'UNESCO, je prends l'engagement de consacrer mes forces à servir les États membres et leurs peuples.



Andrew Wheeler@UNESCO

... Je suis fière d'être la première femme à la tête de l'UNESCO. Succédant à neuf personnalités remarquables, je deviens la dixième élue de cette lignée. Ma volonté est ferme d'assumer les grandes responsabilités qui me sont conférées. Je mènerai avec lucidité notre noble institution.

... Est, Ouest, Nord, Sud : je vais m'employer à édifier d'innombrables passages entre ces parties du monde, désormais toutes inscrites dans la mondialisation. Cette mondialisation face à laquelle nous devons rester vigilants, car si elle émancipe, si elle a aidé des millions de personnes à sortir de la pauvreté et de la misère, elle porte aussi en elle le danger d'uniformiser notre monde de diversités.

... Je souhaite rendre un vibrant hommage à mon prédécesseur, m'associant à tous ceux qui ont hier exprimé leur reconnaissance, lors d'une magnifique cérémonie. M. Matsuura, cher Koïchiro, vous vous êtes investi de façon remarquable dans de nombreuses voies, notamment des voies majeures qui resteront vos accomplissements les plus importants.

Vous avez compris l'urgence d'accompagner l'**Afrique** dans sa marche vers un monde meilleur, et je m'engage à poursuivre votre mission. L'UNESCO s'investira de plus en plus dans cette voie.

... Vous avez mis toute votre énergie à la reconnaissance de la diversité culturelle et du patrimoine immatériel.

Pour tous vos succès, je vous dis très sincèrement toute ma reconnaissance et toute celle de la grande famille de l'UNESCO. Je suis sûre que vous continuerez de mettre votre expérience unique et votre dévouement au service des causes de l'UNESCO et de l'humanité.

... Je sais ce que signifie vivre dans un milieu multi-culturel, multi-religieux et multi-ethnique. Je sais ce que sont le respect et la tolérance. Oui, je sais ce que signifie le respect de l'autre.

... Je m'insurge contre la théorie du clash des civilisations. Je la rejette totalement. D'emblée, il me tient à cœur de préciser ce que j'entends par civilisation, et ce que j'entends par culture. Pour moi, la notion de civilisation est enchâssée dans le principe même de communauté humaine. La même sève parcourt le tronc et les branches de l'arbre-humanité. Quant aux cultures, ce sont les innombrables expressions que peut prendre notre civilisation : toutes les cultures se déversent en un même fleuve, celui de la civilisation humaine. La théorie de la pureté des cultures est un leurre. Sur la longue trame de l'histoire, les cultures se sont toujours mêlées, enrichies, colorées. Il n'existe pas entre les cultures de lignes sismiques qui soient prêtes à générer chocs et conflits.

... J'ai la conviction que nous sommes naturellement liés par notre condition d'êtres humains. Que nous avons tous les mêmes rêves de bonheur et de prospérité.

... L'engagement en faveur de la paix s'édifie jour après jour dans l'esprit des hommes. Il se construit par l'échange et le dialogue. J'ai l'intime conviction que le dialogue entre les cultures est l'exacte réponse au soi-disant « choc des civilisations ». J'irai plus loin en disant : je crois en la force du dialogue – dialogue avec les sociétés civiles, dialogue entre les cultures, dialogue par et avec les médias. Il n'y aura jamais assez de dialogue pour édifier la paix. Et nous sommes ici, à l'UNESCO, dans la maison du dialogue.

... Au fil du temps, nos cultures n'ont cessé de s'enrichir les unes et les autres, par des emprunts, des transferts, des échanges. Les cultures parviennent à passer au-dessus des murailles, à traverser les océans.

... Nous savons que cette diversité des cultures est notre richesse. Elle est aussi notre avenir : car elle est un vecteur de communication très puissant entre les peuples, permettant le dialogue, même lorsque toute autre solution a été épuisée ; et car elle est le pilier sur lequel repose la conservation de nos patrimoines – patrimoines matériel et immatériel, langues, conservation de la nature et développement.

... Pour ces raisons, je propose d'établir un Haut Panel sur la paix et le dialogue entre les cultures. J'inviterai d'éminentes personnalités du monde intellectuel à s'associer à l'UNESCO pour mener plus avant la réflexion sur la culture, la tolérance, la réconciliation et sur l'équilibre au sein de nos propres sociétés et dans le monde entier.

... La diversité culturelle et le dialogue entre les cultures participent à l'émergence d'un nouvel humanisme où le global et le local se réconcilient, et à travers lequel nous réapprenons à construire le monde.

... L'année 2009 aura été marquée par des défis qui affectent l'humanité comme jamais auparavant. La crise est globale : économique, financière, sociale, environnementale. Mais elle est aussi morale et éthique, menaçant la réalisation de l'agenda le plus important du multilatéralisme actuel – les Objectifs du Millénaire pour le développement. Il est urgent d'agir. J'ajoute que la crise touche davantage les pays les plus vulnérables – l'**Afrique** et les petits États insulaires en développement.

... Nous ne sommes pas égaux face à la crise. Nous ne pouvons pas ignorer la misère, sous toutes ses formes, qu'elle soit proche ou lointaine. Nous ne pouvons pas rayer de notre conscience les souffrances de l'humanité à laquelle nous appartenons tous.

... Je suis convaincue qu'il nous faut une gouvernance globale, fondée sur une éthique universelle, pour faire face à ces défis communs.

... Je propose une nouvelle vision, universelle, ouverte sur toute la communauté humaine, qui embrasse tous les continents. Absolument tous. C'est ce que j'ai nommé « le nouvel humanisme ». Aujourd'hui, l'être humain accompli est celui qui reconnaît la coexistence et l'égalité avec des êtres même lointains, il est celui qui recherche un *modus vivendi* avec les autres. La modernité et l'actualité vont emmener plus loin l'humanisme : désormais, les citoyens du monde sauront s'enquérir de l'autre et le respecter, ils admettront qu'ils ne sont pas seuls à décider ; ils rechercheront l'accord, le consensus.

... Pour moi, l'humanisme est une aspiration à la paix, à la démocratie, à la justice et aux droits de l'homme. Pour moi, l'humanisme est une aspiration à la tolérance, au savoir et à la diversité des cultures. Il s'enracine dans l'éthique et dans la responsabilité sociale et économique. Il s'incarne dans l'assistance aux plus vulnérables. Il est au cœur de l'engagement dans la lutte contre les grands défis communs, notamment le respect de l'environnement.

... Respect des droits fondamentaux, respect pour la dignité de chaque être humain, respect des diversités, une humanité solidaire et responsable : tel est mon message. Tel est aussi le message de l'UNESCO, dont le rôle est de donner un nouvel élan à la solidarité, de rassembler et d'éveiller les consciences.

... La crise nous oblige à repositionner l'UNESCO autour de sa mission et de son mandat.

De fait, elle montre que, plus que jamais, les idéaux de l'UNESCO forment le socle du progrès social et du développement humain durable.

Dans ces circonstances, et pour promouvoir ces idéaux, nous devons multiplier les contacts avec les leaders d'opinion et les décideurs qui, dans tous les secteurs d'activité, aux niveaux international, régional et national, façonnent l'économie mondiale.

... Il n'est pas concevable qu'en ces temps où l'on repense la gouvernance de notre monde, les tâches que nous assigne l'Acte constitutif ne trouvent pas leur juste place dans le cadre international, y compris dans le contexte du G-8 et du G-20.

... Il faut que l'UNESCO développe sa sphère d'influence et sa force de persuasion.

... Je m'emploierai activement à construire ces alliances et partenariats stratégiques avec de tels groupes, publics et privés, ainsi qu'avec les institutions internationales et intergouvernementales capables de renforcer l'action de l'UNESCO face aux défis auxquels l'humanité est confrontée.

... L'UNESCO doit être ambitieuse sur le plan intellectuel, stratégique dans ses choix, prospective dans sa réflexion et constamment inspirée par l'idée que la coopération internationale a d'incontestables effets positifs.

... J'ai la ferme conviction que l'UNESCO a deux priorités absolues qui se recourent. Ces priorités méritent toute notre attention : l'égalité entre les sexes et l'**Afrique**.

... Les effets conjugués des crises multiples mettent en péril les progrès en développement chèrement acquis durant des décennies, à la fois en Afrique et en termes d'égalité entre les sexes. Notre engagement en faveur de ces deux priorités doit donc se traduire d'urgence par des avancées qualitatives.

... Je veux voir nos énergies et nos ressources se concentrer sur deux missions fondamentales.

... J'attends de l'Organisation qu'elle mobilise l'opinion publique sur ces questions, et qu'elle appelle les acteurs publics à assumer davantage leurs responsabilités en matière de développement.

... J'entends faire en sorte que l'UNESCO recentre ses programmes sur les thèmes spécifiques ayant un réel impact sur l'égalité des sexes et en faveur de l'**Afrique**, notamment les petits États insulaires en développement (PEID).

... Je veillerai à ce que nous fassions avancer ces causes en déployant l'éventail complet des savoir-faire de l'UNESCO, sa capacité de mobilisation, ses réseaux et ses partenariats, aux niveaux international, régional et national. Je suis profondément déterminée à faire en sorte que l'**Afrique** soit réellement considérée comme une priorité globale de l'Organisation.

... Je compte donc vivement poursuivre notre collaboration avec l'Union africaine, ainsi qu'avec d'autres organisations, mécanismes et initiatives régionaux, y compris les institutions financières régionales et mondiales.

... Nous devons renforcer nos initiatives dans cette région, notamment celles qui visent à soutenir les enseignants, l'éducation de qualité et l'accès de tous à l'éducation relative au VIH et au SIDA.

... Dans toutes les régions, et tout particulièrement en Afrique subsaharienne, l'éducation et l'apprentissage tout au long de la vie sont des moyens essentiels de doter les apprenants des compétences nécessaires pour vaincre la pauvreté, édifier des sociétés du savoir et promouvoir un développement et des modes de vie durables.

... Aujourd'hui, en particulier depuis la crise, et notamment en **Afrique**, nous devons mettre davantage l'accent sur les investissements fondés sur le savoir, mais aussi dans les autres régions. Nous devons articuler plus encore l'éducation au monde du travail, en particulier grâce à la formation des enseignants et au perfectionnement professionnel, à l'enseignement et à la formation techniques et professionnels, à l'enseignement supérieur, ainsi qu'à l'enseignement des

sciences, la recherche, la technologie, l'innovation et grâce aux politiques scientifiques.

... Dans tous ces domaines, je veillerai à ce que nous obtenions des résultats tangibles.

... UNESCO could launch an international campaign for increased budget allocations to programming for secondary education for girls in all regions, and in sub-Saharan ... L'UNESCO pourrait lancer dans toutes les régions une campagne internationale pour renforcer les budgets alloués aux programmes d'accès des filles à l'enseignement secondaire. En **Afrique subsaharienne**, en Asie du Sud et en Océanie, l'UNESCO pourrait mener campagne en faveur de l'enseignement supérieur.

... L'UNESCO a mis sur pied trois grandes initiatives – l'Initiative pour la formation des enseignants en **Afrique subsaharienne** (TTISSA), l'Initiative mondiale sur l'éducation et le VIH & SIDA (EDUSIDA) et l'Initiative pour l'alphabétisation : Savoir pour pouvoir (LIFE) – auxquelles s'ajoutent la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable (DEDD), la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation (DNUA) et la nouvelle stratégie pour l'Enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP).

... Tout est en place... L'Organisation doit maintenant développer et promouvoir avec force une vision plus cohérente et globale de l'éducation, qui intègre les multiples dimensions d'une éducation de qualité, formelle et non formelle, se poursuivant depuis le cycle primaire jusqu'aux niveaux supérieurs, tout au long de la vie, sans oublier l'enseignement et la formation techniques et professionnels, et elle doit faire de même avec les autres initiatives qu'elle a élaborées.

... Parallèlement, l'UNESCO doit accompagner les États membres dans les efforts qu'ils déploient pour atteindre les buts et les objectifs de l'EPT, en s'appuyant sur la coopération Sud-Sud et Nord- Sud-Sud, ainsi que sur l'échange fécond de bonnes pratiques entre pays.

... Je n'aurai de cesse de plaider en faveur de l'augmentation des ressources destinées à l'éducation, aux côtés des États membres, auxquels il incombe de soutenir l'éducation.

... C'est avec la même détermination, et aux niveaux les plus élevés des gouvernements et de la gouvernance mondiale, que je défendrai un accroissement de la part de l'aide publique au développement consacrée à l'éducation.

... Mon engagement pour la science est total. Ma conviction est qu'en science, l'UNESCO doit devenir une agence leader, comme c'est le cas pour l'éducation. J'ai l'intention de créer un Haut Panel scientifique sous mon autorité, composé de personnalités éminentes, comme des lauréats de prix Nobel et d'autres prix scientifiques, pour réfléchir au rôle de l'UNESCO face aux grandes questions scientifiques de notre temps.

... Comme l'a dit l'environnementaliste Wangari Maathai, première femme africaine ayant reçu le prix Nobel de la paix :

« Il ne peut y avoir de paix sans développement équitable ; et il ne peut y avoir de développement équitable sans une gestion durable de l'environnement, dans un espace de démocratie et de paix ».

... Dans cette perspective holistique, l'UNESCO doit accompagner plus encore les États membres dans le renforcement de leurs politiques nationales en matière de science, de technologie et d'innovation.

... La science est la réponse à de nombreux défis auxquels l'UNESCO doit faire face de toute urgence : biodiversité, climat, atténuation des catastrophes, gestion des ressources naturelles, gestion de l'eau, développement durable et pandémies. Pour ce faire, nous devons entre autres nous appuyer sur le Réseau de réserves de biosphère, en tant que sites de démonstration de modes de développement durable et de sites de surveillance des effets du changement climatique.

... La contribution de l'UNESCO au processus de réforme des Nations Unies sera pour moi une priorité.

... C'est ensemble que nous aiderons efficacement les États membres à réaliser leurs priorités en matière de développement, et à atteindre les objectifs de développement adoptés au niveau international.

... Mon objectif sera de renforcer la cohérence de notre programme, au-delà du système traditionnel de développement des Nations Unies, en concluant de nouveaux partenariats et de nouvelles alliances, et en étudiant des moyens novateurs de mobiliser des ressources à une plus large échelle pour appuyer les priorités stratégiques de l'UNESCO.» ■

Madame Bokova à la 183^e session du Conseil exécutif¹

La vision d'un monde plus solidaire et humain, prônée de la Directrice générale a été également soulignée lors de son intervention à la 183^e session du Conseil exécutif, qui s'est tenue le 23 novembre 2009. Madame Bokova y a aussi réaffirmé l'appui que l'UNESCO sous son mandat, accordera à l'Afrique, grâce notamment au renforcement des contacts étroits et constants qui existent avec l'Union africaine et par le développement d'actions multilatérales.

« ... Par nos compétences en éducation, culture, sciences naturelles, sciences sociales et humaines, communication et information, articulées avec nos deux priorités - égalité des genres et **Afrique** - nous nous situons à une position unique dans le domaine multilatéral, qui est :

- d'aider à mettre davantage la globalisation au service de l'humanité et du développement durable, et à atteindre les objectifs de développement reconnus sur le plan international ;
- de faire la différence au niveau international, et particulièrement au niveau national, par le biais d'activités efficaces et de grande qualité dans nos domaines de compétence ;
- d'affiner notre rôle unique dans le système multilatéral, en tant qu'organisation qui promeut et facilite le dialogue entre les décideurs, les scientifiques, le monde académique, les intellectuels, les membres de la société civile, les journalistes, les leaders spirituels et bien d'autres ;
- de continuer à contribuer pleinement à la réforme des Nations Unies.

... Notre force, se trouve dans notre légitimité (avec 193 États membres et Membres associés, nous avons presque atteint l'universalité), et dans notre capacité à répondre de manière interdisciplinaire aux grands défis de notre temps. Cela nous donne la possibilité d'œuvrer différemment et d'apporter une contribution constructive dans la recherche d'une voie pour sortir des multiples crises que connaît notre monde - crise économique, sociale et financière, humanitaire et éthique, mais aussi climatique, alimentaire et énergétique.

... L'**Afrique** et l'égalité des genres sont les deux priorités intégrées de l'Organisation, comme l'établit notre Stratégie à moyen terme, et je dois dire avec beaucoup de conviction, pour 2008- 2013 (le 34 C/4). Je serai ferme dans mon engagement à promouvoir ces priorités et à poursuivre des actions concrètes et axées sur les résultats en faveur de ces deux priorités - dans nos cinq grands programmes.

... En ce qui concerne la priorité **Afrique**, je vais chercher à nouer une interaction et des contacts étroits et constants avec l'Union africaine, avec les leaders et les partenaires africains, afin de veiller à ce que nos actions concrètes s'articulent plus efficacement avec leurs objectifs, dans tous les secteurs du programme.

... Il est également fondamental de donner un rôle plus actif à l'UNESCO et de nous repositionner, en réaffirmant le leadership qui est le nôtre depuis plusieurs décennies dans le dialogue entre les cultures, qui constitue un fondement de la culture de la paix. A sa dernière session, la Conférence générale a réaffirmé le rôle central de la culture de la paix.

J'ai proposé d'établir un Haut Panel sur la paix et le dialogue entre les cultures. Il sera composé de personnalités éminentes, et aura pour mission de se joindre à l'UNESCO pour mener plus loin le débat sur la culture, la tolérance, la réconciliation et un plus grand respect pour la diversité dans nos sociétés et dans le monde entier. Le pluralisme est la condition préalable à la compréhension mutuelle, et les peuples doivent faire preuve de solidarité dans notre vaste monde.

... Notre premier défi, qui en réalité est primordial, est de poursuivre notre travail pour promouvoir l'éducation, qui est la priorité des priorités de l'UNESCO.

... La Commission Éducation de la Conférence générale a vigoureusement approuvé le programme de l'éducation du 35 C/5 qui met l'accent sur notre action dans les pays qui en ont le plus grand besoin, et sur l'alphabetisation, les enseignants, les qualifications et la planification - qui, tous, sont des piliers essentiels pour bâtir l'Éducation pour tous.

... Le prochain Rapport mondial de suivi de l'Éducation pour tous que je vais lancer aux côtés du Secrétaire général des Nations Unies, M. Ban Ki-moon, à New York, le 19 janvier 2010 portera sur les moyens d'atteindre les groupes marginalisés, avec un accent important mis sur le financement et les ressources pour l'Éducation pour tous. Cela nous donnera l'occasion de mettre toute la lumière sur l'urgence d'atteindre les personnes marginalisées et d'augmenter le financement pour l'éducation, à la suite de la crise économique.

... En **sciences exactes et naturelles**, Il ne fait aucun doute pour moi que l'UNESCO a quelque chose de spécial à y offrir. Il nous faut rester les premiers et offrir aux États membres les services et le soutien de qualité qu'ils attendent à juste titre de nous.

... Notre capacité à contribuer aux efforts des États membres pour affronter le changement

climatique et ses conséquences, les atténuer et s'y adapter déterminera notre rôle futur dans de nombreux domaines scientifiques.

... J'ai également annoncé dans mon discours d'investiture mon intention de créer un Haut Panel scientifique chargé de donner son avis sur le rôle de l'UNESCO quant aux grandes questions et à la politique scientifiques de notre temps. Recourir aux conseils d'experts scientifiques de premier plan et d'éminents maîtres à penser devrait permettre à l'UNESCO d'axer nos efforts sur la science et de nous aider à contribuer à éliminer la pauvreté, à assurer un développement durable et, en priorité, à répondre aux besoins de l'**Afrique**.

... D'un côté, les **sciences sociales et humaines** sont le pivot de l'éthique de la science et de la technologie, en particulier de la bioéthique. De l'autre, l'évolution rapide de nos sociétés pose la question de savoir comment répondre à ces nouveaux et pressants défis. Les travaux de MOST seront cruciaux pour aider à renforcer les liens entre recherche et politique sur de nombreuses questions en sciences sociales et pour donner des conseils aux décideurs de toutes les régions.

... Dans le domaine de la **culture**, l'UNESCO est sans pareille au sein du système des Nations Unies. La publication récente du rapport mondial de l'UNESCO intitulé « Investir dans la diversité culturelle et le dialogue interculturel » a une fois encore montré à quel point nous pouvons contribuer au débat intellectuel entre les États membres et la communauté mondiale ainsi qu'à l'élaboration des politiques.



Patrick Lagès@UNESCO

La culture et le développement sont de plus en plus reconnus comme un domaine aux enjeux décisifs, y compris les précieux travaux des industries créatives auxquels nous devons accorder une plus grande attention dans nos délibérations.

... L'UNESCO a un rôle particulier, que nous devons conserver et renforcer, à jouer dans la consolidation de la paix et la réconciliation. Nous devons continuer à édifier des ponts (comme l'UNESCO l'a fait à Mostar), pour unir des hommes et des femmes qui ont été séparés par des différences ethniques, religieuses ou culturelles et à recourir pour cela à l'éducation, aux sciences, à la culture, à la communication et à l'information. Promouvoir la compréhension mutuelle, la tolérance et une culture de la paix devraient être le fil conducteur de toutes nos initiatives.

... L'édification de **sociétés du savoir inclusives** est un défi persistant qui impose à l'ensemble des secteurs de programme d'y contribuer largement en traitant, comme ils le font, les divers aspects du savoir : accès à la connaissance, production de connaissances, partage et diffusion des connaissances.

... Comme je m'y suis engagée vis-à-vis de vous tous lors d'une campagne qui a précédé mon élection, je serai une Directrice générale à l'écoute des États membres, de tous les États membres, les grands et les moins grands, les États prospères autant que ceux qui luttent encore sur la voie du développement.

... Ma priorité absolue est incontestablement la même que la vôtre : faire de l'UNESCO une Organisation efficace et respectée faisant énergiquement entendre sa voix sur la scène internationale ainsi que dans les pays. Nous serons présents là où les besoins sont les plus importants - en **Afrique**, dans les petits États insulaires en développement et dans les pays en situation de post-conflit - mais également là où il existe de grandes disparités éducatives ; où la biodiversité, les cultures et les langues sont en péril ; et où la liberté d'expression est restreinte. » ■



Michel Ravassard©UNESCO

Intervention de la Directrice générale à la réunion d'information du Conseil exécutif¹

Pour rendre tangible la priorité qu'elle entend accorder à l'Afrique, la Directrice générale a décidé la mise en place d'une équipe spéciale sur la **Priorité Afrique**, dont le but est d'en améliorer l'impact, l'efficacité et la visibilité. Cette équipe spéciale sera également chargée de trouver des moyens susceptibles de mobiliser des ressources en faveur de l'Afrique.

« ... Concernant Haïti... Je suis fier du rôle majeur joué par l'UNESCO dans le domaine de l'éducation depuis la catastrophe. Comme vous le savez, le Ministre de l'éducation et son cabinet travaillent dans les locaux de l'UNESCO. Cette semaine, le groupe sur l'éducation dans les situations d'urgence, qui regroupe 12 organisations, s'est réuni au Bureau de l'UNESCO. Nous sommes au cœur de l'action éducative et comptons bien diriger les interventions dans le domaine de la culture. Des initiatives sont en cours de préparation pour la phase qui suit immédiatement celle des secours d'urgence.

La priorité absolue reste la mobilisation de financements extérieurs pour l'Appel éclair. Nos besoins s'élèvent actuellement à 1,9 million de dollars pour trois projets : la reprise d'urgence des services éducatifs ; un appui d'urgence aux autorités nationales chargées de l'éducation et un appui psychosocial passant par une formation des enseignants assurée par l'UNESCO.

L'UNESCO se concentre par ailleurs sur la dimension culturelle de la reconstruction. Actuellement, nous disposons d'une mission en Haïti qui coopère très étroitement avec les autorités haïtiennes pour évaluer les dégâts subis par le patrimoine matériel et immatériel du pays.

... L'objectif majeur de l'Année 2010 est de démontrer les effets bénéfiques de la diversité culturelle, en reconnaissant l'importance des transferts et des échanges incessants entre les cultures. Le Rapport mondial de l'UNESCO *Investir dans la diversité culturelle et le dialogue interculturel*, publié en octobre 2009, est consacré à ce thème qu'il décline sous de multiples approches, en cela ouvrant de nouvelles pistes.

... J'ai mobilisé tous les secteurs de programme, y compris les bureaux hors Siège, afin d'assurer une mise en œuvre à la fois interdisciplinaire et mondiale de l'Année. C'est à l'occasion du lancement de l'Année internationale du rapprochement des cultures que se tiendra la première réunion du Haut Panel sur la paix et le dialogue entre les cultures, qui aura pour mission principale de faire résonner le message de l'UNESCO dans le monde, et de m'aider à formuler des recommandations permettant d'orienter l'action de l'UNESCO en faveur de la paix et du dialogue entre les cultures.

1. Paris, 4 février 2010

C/5 et grandes lignes de la politique de réforme



... Dans le processus de l'examen des plans de travail par les services centraux, nous nous sommes surtout attachés à vérifier que l'**Afrique** et l'égalité entre les sexes – nos priorités transversales – étaient bien intégrées à toutes les activités sous la forme d'interventions pertinentes et de qualité. Nous devons faire des progrès réels en ce qui concerne l'**Afrique**, les filles et les femmes dans tous les domaines de la vie.

... De même, pour répondre à la préoccupation exprimée par le Bangladesh, j'accorde une importance particulière à la nécessité de renforcer l'appui aux petits États insulaires en développement et aux pays les moins avancés.

... La seconde piste pour obtenir des idées nouvelles et des propositions concrètes qui serviront de base à d'éventuels changements de structure, ce sont les quatre équipes spéciales que j'ai créées et qui fonctionnent depuis le 15 janvier. Je les préside personnellement avec l'aide de coordonnateurs.

... L'une se penche sur l'optimisation du fonctionnement de l'UNESCO. Elle s'occupe des activités hors Siège, de la débureaucratization de nos procédures, de l'amélioration des méthodes de gestion et des politiques en matière de ressources humaines. Deux équipes spéciales se consacrent à nos domaines prioritaires, à savoir l'**Afrique** et l'égalité entre les sexes, le but étant dans chaque cas d'améliorer l'impact, l'efficacité et la visibilité. Enfin, une équipe spéciale recherchera de nouvelles idées de partenariats et les moyens de mobiliser des ressources extrabudgétaires, cruciales pour concrétiser nos ambitions.

... Le *Rapport mondial de suivi sur l'éducation pour tous* brosse un tableau global et comparatif des progrès réalisés. D'après les derniers chiffres, obtenus à partir de données concernant 128 pays, 66 pays – six de plus qu'en 2006 – ont atteint les quatre objectifs de l'éducation pour tous les plus aisément quantifiables ou sont sur le point d'y parvenir. 36 pays sont à mi-chemin et 30 autres, dont une majorité en **Afrique subsaharienne**, sont encore très éloignés de la réalisation des objectifs de l'Éducation pour tous.

... L'alphabétisation au service du développement sera le thème de la prochaine Réunion ministérielle d'examen de l'E-9, qui

se tiendra au Nigéria en juin prochain. Cette réunion devrait déboucher sur une réelle volonté de renforcer les programmes d'alphabétisation par des actions de suivi concrètes et une coopération accrue, et j'entends participer à ce débat.

... L'UNESCO a décidé d'ouvrir, à Ouagadougou, une antenne à laquelle sera affecté un administrateur national spécialiste de l'éducation. Le profil de ce poste est actuellement à l'étude avec le Gouvernement du Burkina Faso et pourrait comprendre des compétences spécifiques en matière d'alphabétisation. L'UNESCO est prête à appuyer le Burkina Faso dans tous ses efforts visant à accélérer les progrès dans le domaine de l'alphabétisation, une nécessité pour l'autonomisation des femmes et la réduction de l'extrême pauvreté.

... Les centres et instituts de l'UNESCO apportent une importante contribution à nos programmes. L'UNESCO n'est pas en mesure de financer les activités des centres de catégorie 2 sur les fonds du budget ordinaire mais, conformément à une stratégie adoptée à la dernière session de la Conférence générale, l'Organisation peut sous-traiter par contrat à des instituts et centres de catégorie 2 la mise en œuvre d'activités de programme.

... L'érosion de la biodiversité est un enjeu mondial aussi grand que le changement climatique. Des matériels d'enseignement et d'apprentissage sur la biodiversité seront largement distribués, par l'intermédiaire du Réseau des écoles associées et des Clubs UNESCO.

... Encourager le savoir et la recherche scientifiques, telle est en partie de la vocation du Campus virtuel africain, composante essentielle des activités que nous menons pour mettre en œuvre le Plan d'action consolidé de l'Union africaine pour la science et la technologie. Le Campus virtuel africain créé avec des fonds extrabudgétaires, a permis la mise en place de centres d'apprentissage en ligne dans quatre pays **d'Afrique de l'Ouest**. Bien que le manque de crédits rende son développement difficile, nous tenons à maintenir le volet renforcement des capacités du projet. En attendant, le Secteur des sciences a soumis à la Commission européenne et à la Banque africaine de développement des propositions de projet concernant le financement de l'extension du Campus. Je m'efforcerai de ne pas en rester là lorsque je me rendrai à la Commission européenne le 17 février et je n'épargnerai aucun effort pour souligner l'intérêt de ce projet et sa contribution au développement scientifique de l'**Afrique**.

... Depuis sa création en 2007, l'UNESCO a apporté un soutien constant à la mise en œuvre et au financement des activités du Forum des intellectuels de la Corne de l'**Afrique**. Pour l'exercice en cours, la somme de 190 400 dollars a été allouée, pour

assurer le fonctionnement du Forum. L'UNESCO a, par ailleurs, multiplié les contacts en vue de mobiliser des fonds additionnels.

J'ai le plaisir de vous informer que l'UNESCO a pu attirer l'attention de l'Union européenne qui montre un très grand intérêt pour les activités du Forum, et qui dispose de fonds importants à allouer à la Corne de l'**Afrique**.

... Concernant le Centre régional de recherche et de documentation sur les femmes, le genre et la construction de la paix dans la région des Grands Lacs, j'ai le plaisir de vous informer que le Centre, basé à Kinshasa, en République démocratique du Congo, dispose d'ores et déjà de locaux et d'un minimum de personnel mis à disposition de façon transitoire. Un budget pour son fonctionnement a également été proposé par le pays hôte. Nous finalisons les consultations lancées auprès des 14 États membres de la région des Grands Lacs pour finaliser la proposition concernant le lancement et le statut du Centre. Cette proposition sera soumise au Conseil exécutif lors de sa 184^e session.

... De plus en plus, nos activités font intervenir différents secteurs, principale raison pour laquelle les plates-formes intersectorielles ont été créées. Le système des plates-formes s'est avéré utile et je ferai de mon mieux pour le développer davantage. Il offre un mécanisme qui nous permet d'agir de manière plus efficace et cohérente.

... Nous avons entrepris d'analyser sous un angle critique l'efficacité des 12 plates-formes créées au cours de l'exercice 2008-2009. Cette analyse a conclu que si ces plates-formes permettaient d'encourager le dialogue et les échanges fructueux d'idées entre collègues, elles ne permettaient pas d'obtenir véritablement un bon niveau d'adhésion et de résultats.

Dans ces conditions, j'étudierai plusieurs options. Une des options consiste à réduire le nombre total de plates-formes thématiques, et à se concentrer de façon sélective sur les trois ou quatre qui sont susceptibles de servir au mieux nos priorités. Une autre option est de conserver les 12 plates-formes mais de reformuler leurs plans de travail en définissant un nombre limité d'objectifs de haut niveau.

... Je suis convaincue que renforcer la coopération Sud-Sud est indispensable pour faire progresser le droit à l'éducation. L'UNESCO a pris des mesures pour accroître la visibilité du Fonds de coopération Sud-Sud dans le domaine de l'éducation. » ■



Michel Ravassard@UNESCO

II. La Directrice générale sur le terrain

Trois mois seulement après sa prise de fonctions à la tête de l'Organisation, la Directrice générale de l'UNESCO est allée à l'écoute de l'Afrique. En tant qu'Invitée spéciale, Madame Bokova a pris part au 14^e Sommet de l'Union économique et monétaire ouest africaine, qui s'est tenu à Bamako, Mali, le 20 février 2010, en présence de L.E.MM. les Présidents du Bénin, du Burkina Faso, de la Guinée Bissau, du Mali, du Sénégal, du Togo et du Représentant du Président de la Côte d'Ivoire.

Madame Bokova a également effectué une visite officielle à Addis-Abeba, en marge de sa participation à la 9^e réunion de haut niveau sur l'éducation pour Tous – EPT (22 - 25 février 2010).

Ces visites, traduisent la ferme volonté de la Directrice générale d'accorder une attention particulière à ce continent, en y consacrant plus d'énergies et de ressources au cours de son mandat. Les extraits des interventions ci-après, prononcées par la Directrice générale au cours de ces occasions confirment les engagements pris par Madame Bokova en faveur de l'Afrique.

Modibo Demou ©UNESCO



Rencontre entre la Directrice générale et le Président du Mali



La Directrice générale en compagnie du Président de la Commission de l'UEMOA

Modibo Demou ©UNESCO



La Directrice générale avec le Président de la Commission de l'Union Africaine

Madame Bokova au Sommet de l'Union économique et monétaire ouest africaine¹

« ... C'est ma toute première visite en Afrique sub-saharienne depuis que les États Membres- c'est-à-dire vous ! -m'avez élue Directrice générale de l'UNESCO. Mon émotion est à la mesure de l'importance que j'attache à ce séjour. Je souhaite en effet vous faire partager mes convictions et mon adhésion totale aux idéaux de cette « maison du dialogue » qu'est l'UNESCO. J'insisterai en particulier sur l'éducation, la science et la culture, qui représentent pour moi les clefs du développement.

Accueil de la Directrice générale par les Clubs UNESCO à Bamako



Rencontre entre la Directrice générale et le Président du Mali

... Ce plaidoyer en faveur de l'éducation, de la science et de la culture, je le ferai tous les jours si c'est nécessaire, et plus particulièrement à la fin de cette année, aux Nations Unies, à New York, au cours du sommet sur les Objectifs du Millénaire. Comptez sur moi.

... Aujourd'hui, mon grand défi – notre grand défi – est de faire d'une conjoncture internationale défavorable une occasion d'aller vigoureusement de l'avant.

... Face au danger du repli identitaire, face à la marginalisation des communautés les plus vulnérables, face à l'idée répandue et tenace que la seule réponse aux problèmes contemporains est d'ordre économique, nous avons la possibilité de mettre en avant un « nouvel humanisme ». Ce qui rendra tout cela possible, c'est l'éducation.

... Beaucoup de progrès ont été réalisés. Des étapes décisives ont été franchies pour permettre l'accès de tous à une éducation de qualité. Ces succès, nous les devons à des politiques volontaristes et à des mesures courageuses qui ont permis de placer l'éducation en tête des priorités. Je pense notamment à la décision d'instaurer la gratuité de l'enseignement au Bénin et au Togo – entre autres. Je pense aussi aux augmentations significatives de la part du budget de l'État consacrée à l'éducation. Plus de 30% au Mali et au Sénégal ! C'est un remarquable investissement pour l'avenir, mais ce n'était pas une décision facile.

... En matière d'éducation, vous avez toujours un rôle fondamental à jouer. Non seulement en faisant de ce secteur une priorité de votre politique, mais aussi en appuyant fermement ces priorités au niveau international. Je pense...aux Objectifs du Millénaire.

... N'en doutez pas, l'UNESCO entend plus que jamais encourager et accompagner les efforts de ses États Membres pour promouvoir l'éducation de l'école primaire à l'université. C'est d'ailleurs dans cette optique que je co-présiderai dès lundi une réunion du Groupe de haut niveau sur l'Éducation

1. Bamako, Mali, 20 février 2010

pour Tous (EPT) à Addis Abeba. Je serai aux côtés de M. Jean Ping, Président de la Commission de l'Union africaine et de Son Excellence M. Meles Zenawi, Premier Ministre de l'Éthiopie. Cette réunion insistera une nouvelle fois sur l'importance de traduire en actes concrets les engagements de la communauté internationale en faveur de l'éducation.

... Nous nous félicitons du partenariat engagé avec votre Organisation sous-régionale dans le domaine de la formation et de l'enseignement supérieur. Sur ce point, j'ai bien noté le souhait exprimé par l'UEMOA, en octobre 2009, de développer la coopération entre nos institutions. Notamment en soutenant les réformes visant à harmoniser l'enseignement supérieur et à garantir la qualité et l'équivalence des diplômes.

... Avec ces objectifs : faciliter la mobilité académique, évaluer les Centres d'excellence, créer un réseau structuré d'enseignement supérieur et enfin élaborer des politiques communes dans la sous-région. Notre souci est l'amélioration constante des systèmes éducatifs.

... Dans le même ordre d'idées, l'UNESCO salue et encourage l'initiative de Son Excellence M. le Président Wade et de la Commission de l'Union africaine pour développer une université panafricaine. À terme, cette université pourrait être le fer de lance d'une meilleure intégration régionale promue grâce au savoir, à la recherche et au partage des connaissances.

... Je pense que le développement d'un enseignement supérieur de qualité est l'unique moyen de nourrir une recherche scientifique de haut niveau et d'encourager les nécessaires innovations technologiques. La science et l'innovation doivent être placées au cœur du débat sur l'action internationale en faveur du développement. Ce sera une priorité de mon mandat.

... Comme pour la culture, j'insisterai auprès de tous nos partenaires pour que le rôle de la science dans le développement soit mieux reconnu.

... L'**Afrique** est confrontée au triste problème de la fuite des cerveaux. Les meilleurs, au sein de vos forces vives, partent parfois travailler en Europe ou aux États-Unis. Notre programme, baptisé « Brain Gain Initiative » consiste à offrir aux chercheurs africains un meilleur accès aux réseaux scientifiques et informatiques mondiaux. Il devrait leur permettre de collaborer avec des experts du monde entier, d'accéder aux dernières applications web et aux bases de données les plus récentes, tout en restant en **Afrique**.

... La culture ne figure pas parmi les objectifs du Millénaire pour le Développement. Ce nonobstant, j'entends bien relancer le débat sur les liens fondamentaux entre culture et développement.

... Les différents festivals qui ont lieu dans vos capitales respectives en l'honneur de la danse, du cinéma, du théâtre, de la photographie, des arts plastiques ou de l'artisanat font de votre espace régional une superbe vitrine où le lien entre la culture, les arts vivants et le développement apparaît comme une évidence.

... Toutes les industries culturelles ont un rôle à jouer pour permettre un avenir meilleur, car la culture est essentielle pour assurer la cohésion du tissu social. Elles illustrent toute la richesse que l'**Afrique** peut apporter au monde. Elles sont la garantie du dynamisme des forces créatrices.

... Le dialogue entre les cultures est la réponse qu'il faut opposer à toutes les intolérances. C'est le message qui doit passer en cette Année Internationale du Rapprochement des Cultures.

... La culture est l'outil qui permettra l'édification d'une société harmonieuse, fondée sur la connaissance d'autrui, la tolérance, la compréhension mutuelle, le respect des droits et de la dignité humaine. L'UNESCO apprécie ainsi à sa juste valeur la contribution de l'Académie des langues africaines – l'ACALAN – pour la promotion des langues nationales dans l'enseignement. La diversité des cultures est notre plus importante richesse.

... Vous le savez, l'**Afrique** est une priorité de l'UNESCO. Au cours de mon mandat à la tête de cette organisation, je compte fermement redynamiser notre action en ce sens. J'ai d'ores et déjà créé un « groupe de travail » qui s'appuie sur l'expertise du Secrétariat afin qu'il m'apporte des idées nouvelles pour améliorer l'impact, la visibilité et l'efficacité de notre collaboration avec les pays du continent africain. J'attends une évaluation de la situation existante ainsi que des propositions pour que la « **Priorité Afrique** » apparaisse plus clairement dans nos activités.

... Je compte trouver des moyens pour répondre plus efficacement aux demandes présentées par les pays africains et l'Union africaine. Notamment en ce qui concerne les pays qui ont vécu un conflit ou une catastrophe naturelle. Notre objectif est d'optimiser au maximum nos méthodes.

... Les communautés économiques sont des piliers indispensables pour le processus d'intégration régionale. Elles représentent, pour l'UNESCO, des partenaires privilégiées. Elles relaient en effet auprès de l'Organisation les priorités des États qui les composent. Elles permettent de développer des actions communes, d'impulser de nouvelles activités, de procéder à des évaluations et, quand c'est nécessaire, à des ajustements. Les défis multiples auxquels le monde en général et l'Afrique en particulier sont confrontés rendent indispensables cette flexibilité et cette solidarité. » ■

Mme Irina Bokova, à l'occasion de l'ouverture de la neuvième réunion du Groupe de haut niveau sur l'Éducation pour tous (Addis-Abeba, 23-25 février 2010)

... L'éducation constitue ma principale priorité et le restera. Je suis déterminée à réaffirmer le leadership de l'UNESCO sur la scène internationale et à influencer l'agenda mondial dans ce domaine.

T. Animashawun ©UNESCO



Audience de la Directrice générale avec le Premier Ministre de la République d'Éthiopie



Audience de la Directrice générale avec le Président de la République d'Éthiopie

« ... Permettez-moi de rappeler que les deux thèmes de cette conférence, « L'impact de la crise financière sur l'éducation » et « Marginalisation et inclusion dans l'éducation », sont extrêmement importants. Je me concentrerai sur eux, mais je souhaite aussi saisir cette occasion pour vous faire part de ma vision d'ensemble des domaines prioritaires qui requièrent une attention urgente si nous voulons atteindre les objectifs de l'EPT et les Objectifs du Millénaire liés à l'éducation dans les cinq années à venir.

... L'éducation constitue ma principale priorité et le restera. Je suis déterminée à réaffirmer le leadership de l'UNESCO sur la scène internationale et à influencer l'agenda mondial dans ce domaine.

... Nous nous rencontrons 10 ans après le Forum mondial sur l'éducation de Dakar, durant lequel ont été énoncés six objectifs essentiels devant être atteints au plus tard en 2015. Indéniablement, des progrès ont été accomplis depuis. Jamais autant d'enfants n'ont été inscrits dans le cycle primaire de l'éducation formelle. Les progrès vers la réalisation des Objectifs du Millénaire liés à l'éducation sont réels grâce aux efforts, et parfois aux sacrifices, consentis par les pays eux-mêmes avec l'appui de leurs partenaires internationaux pour le développement. Néanmoins, comme l'a démontré le Rapport mondial de suivi sur l'EPT, le monde n'est pas en position d'atteindre les objectifs fixés pour 2015, loin de là.

... Nous nous rencontrons en outre à un moment charnière, près de six mois avant la tenue du Sommet de haut niveau sur les OMD, prévue en septembre 2010. Le fruit de nos délibérations contribuera de façon essentielle aux préparatifs de ce Sommet.

... Dans de nombreux pays, l'accès s'est notablement amélioré. S'agissant toutefois de certains aspects essentiels de l'EPT, nous avons pris du retard. On estime que 72 millions d'enfants, dont 54 % de filles, ne sont toujours pas scolarisés, et que 759 millions de jeunes et d'adultes, dont les deux tiers sont des femmes, sont dépourvus de connaissances de base en lecture et en écriture. De plus, des travaux de recherche récents soulignent que l'accès reste inéquitable en raison du cumul de divers facteurs, comme la pauvreté, la disparité entre les sexes, le handicap, l'existence d'un conflit, le fait de vivre en milieu rural ou dans des taudis urbains, l'appartenance à une minorité ethnique ou linguistique, ou encore les catastrophes naturelles, comme celle qui est récemment survenue en Haïti.

... Partant, il est nécessaire de redynamiser l'aide apportée aux États membres pour qu'ils remédient à ces inégalités persistantes qui ne pourront être surmontées qu'au moyen de démarches ambitieuses et inclusives. Et nous en sommes tous

d'accord, je n'en doute pas : le respect de l'équité constitue un défi pour tous les pays. C'est pourquoi j'appelle tous les partenaires de l'EPT à promouvoir des politiques qui soient le reflet de cet objectif d'ensemble d'équité et d'inclusion dans l'éducation.

... Au cours des cinq prochaines années, des efforts concertés devront être déployés au titre de cet objectif global de qualité dans la poursuite de l'EPT. Cependant, de nombreux pays ne disposent pas des outils pratiques nécessaires pour être systématiquement en mesure de diagnostiquer les problèmes liés à la qualité dans leur système éducatif et de mettre au point des interventions ciblées pour y remédier. L'UNESCO est prête à jouer un rôle de chef de file à cet égard, en collaboration avec d'autres partenaires de l'EPT.

... Je suis heureuse d'annoncer que je lancerai une initiative phare consistant à aborder la question du changement climatique sous l'angle de l'éducation, dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable (2005-2014), dont l'UNESCO conduit la mise en œuvre.

... L'UNESCO a organisé ces 18 derniers mois une série de débats et de concertations sur l'éducation pour l'inclusion (à Genève), sur l'enseignement supérieur (à Paris), sur l'éducation au service du développement durable (à Bonn) et sur l'apprentissage et l'alphabétisation des adultes (à Belém). En outre, la Conférence mondiale sur l'éducation et la protection de la petite enfance aura lieu en septembre 2010 à Moscou. Tout au long de ces consultations, l'idée que les progrès dans ces domaines sont essentiels pour qu'il soit possible d'atteindre les six objectifs énoncés à Dakar a suscité jusqu'à présent un consensus remarquable. Leurs conclusions nourrissent déjà les stratégies et les programmes de travail des secteurs à l'UNESCO.

... On entend souvent dire que l'Initiative pour la mise en œuvre accélérée est une déception. La récente évaluation à mi-parcours de cet instrument financier a révélé quelques lacunes inquiétantes. De ce fait, les auteurs de cette évaluation préconisent des réformes : il faudrait en particulier élargir le champ d'action du partenariat placé sous l'autorité des gouvernements, qui auraient la maîtrise du processus, aux fins du renforcement des capacités nationales en matière d'élaboration de politiques, de planification et de mise en œuvre dans le domaine de l'éducation, mais aussi de l'instauration d'un cadre de suivi et d'évaluation axé sur les résultats plus exigeants. Lors d'une réunion récente avec des collègues de la Banque mondiale, j'ai fait savoir qu'à l'UNESCO, nous procédions actuellement à notre propre évaluation de ce processus et que nous prendrions ces recommandations très au sérieux. Nous ferons aussi des propositions afin de nous impliquer

plus activement dans son exécution. Je suis personnellement convaincue que l'UNESCO peut apporter beaucoup à l'IMOA en donnant davantage de moyens aux gouvernements pour élaborer et exécuter leurs programmes éducatifs.

... La réalisation des objectifs de l'EPT exige que chaque pays fasse preuve de leadership, d'engagement et se les approprie. Il incombe donc à chacun de déterminer son propre itinéraire pour y parvenir. Une aide extérieure doit être apportée dans cette entreprise, en particulier pour l'élaboration de politiques appropriées, la recherche d'un équilibre entre elles et le renforcement des capacités nationales à cette fin. L'UNESCO est disposée à prêter son concours, notamment par l'intermédiaire de son Institut international pour la planification de l'éducation (IIPPE), de son Institut de statistique (ISU), de son Bureau international d'éducation (BIE) et de son Institut pour l'apprentissage tout au long de la vie (UIL).

... Avec le Ministre de l'éducation éthiopien, j'ai posé la première pierre du nouveau bâtiment qui abritera l'Institut international de l'UNESCO pour le renforcement des capacités en Afrique. C'est le symbole d'un engagement résolu envers le renforcement des capacités en Afrique, tant de la part de l'UNESCO que de celle du Gouvernement éthiopien.

... Depuis que j'ai pris mes fonctions, je plaide pour une intensification de l'appui concret apporté à l'éducation dans le cadre des initiatives internationales de développement. J'ai défendu cette position devant le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, le Directeur du Fonds monétaire international, Dominique Strauss-Kahn, l'Administratrice du PNUD, Helen Clark, la Secrétaire d'État des États-Unis, Hillary Rodham Clinton, et devant de nombreux Chefs d'État, notamment à Bamako il y a quelques jours.

... Le mois dernier, je me trouvais à New York pour le lancement de l'édition 2010 du Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous en présence du Secrétaire général de l'ONU. J'ai l'intention d'adresser ce message aux membres du G20, ainsi qu'aux participants à la réunion de haut niveau sur les OMD qui se tiendra dans le courant de cette année. Je suis également heureuse de vous faire savoir que le Secrétaire général a accédé à ma demande de voir l'EPT et l'éducation inscrites de façon plus régulière à l'ordre du jour du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination (CCS).

... Nous devons aussi en prendre acte, une meilleure coordination est nécessaire aux niveaux international, régional et national, pour que l'ensemble des partenaires de l'EPT agissent de manière solidaire et cohérente.

... À cet égard, l'évaluation de l'expérience pilote d'application de la réforme du système des Nations Unies au niveau des pays nous donnera des éléments d'information précieux pour l'avenir. Indépendamment du résultat, je suis convaincue que les agences et les institutions financières internationales devraient s'attacher véritablement à améliorer la cohérence du système au niveau des pays. L'UNESCO est résolue à prendre ses responsabilités dans ce processus.

... Il est significatif que nous nous rencontrions en Afrique, région prioritaire pour l'UNESCO et pour le système des Nations Unies. Voilà 10 ans, les six objectifs en matière d'éducation étaient adoptés à Dakar (Sénégal). L'Afrique y a souscrit avec passion. À l'échelle du continent, on dénombre aujourd'hui dans les écoles primaires 42 millions d'enfants de plus qu'en 2000. La situation des filles à ce titre s'est grandement améliorée et les taux d'alphabétisation des adultes ont doublé, voire triplé dans certains cas. Ici, en Éthiopie, des progrès considérables ont été enregistrés ces dernières années et j'aimerais féliciter le Gouvernement éthiopien pour son engagement à cet égard.

... Partout sur le continent, des gouvernements ont montré l'exemple en supprimant les droits de scolarité, en construisant des classes, en formant et en retenant des enseignants, en rendant possible l'enseignement dans la langue maternelle et en sensibilisant les responsables locaux et religieux à la valeur de l'éducation.

... Elles sont en grande partie le fruit d'une ferme volonté politique et de bons choix sur l'action à mener. Elles nous ont ouvert la voie du succès. La communauté internationale doit les appuyer. » ■

III. L'Afrique à la 35^e session de la Conférence générale

Analyse des discours des Chefs d'État africains et Chefs de délégation africaines au débat de politique générale¹

Dans le cadre des séances plénières de la Conférence générale qui se sont tenues du 7 au 10 octobre 2009, 164 États membres (sur 193) et 2 Membres associés (sur 6) ont pris part au débat de politique générale.

Cette conférence générale a été rehaussée par la présence de **quatre Présidents de la République en qualité d'Invités spéciaux** ; il s'agit de S. Exc. Monsieur Ismaïl Omar Guelleh, Président de la République de Djibouti, S.E. Maître Abdoulaye Wade, Président de la République du Sénégal, S. Exc. Monsieur James Alix Michel, Président de la République des Seychelles, et S. Exc. Dr. Amani Abeid Karume, Président de Zanzibar.

Au total 37 pays d'Afrique subsaharienne (sur 45) ont été représentés et ont pris la parole.

D'une manière générale, les Chefs de délégation africaines ont exprimé leur appréciation positive à la politique et aux réformes menées par le précédent Directeur général au cours de son mandat, qui a permis de renforcer les actions, la visibilité et l'efficacité de l'UNESCO dans les États membres d'Afrique. Les Chefs de délégation africaine ont accueilli très favorablement l'élection de Mme Bokova comme Directrice générale de l'UNESCO et ont exprimé leur soutien aux actions qu'elle envisage de mener, notamment en faveur du respect des valeurs prônées par l'UNESCO et en vue d'une solidarité internationale plus forte. Les Chefs de délégation africaines ont invité la nouvelle Directrice générale à poursuivre et à amplifier les réformes en cours au sein de l'Organisation, notamment en termes de décentralisation, de partage de l'expertise et de rééquilibrage des moyens de l'administration vers les programmes.

La vaste majorité des Chefs de délégation africaine a confirmé son soutien aux orientations de la Stratégie à moyen terme pour 2008-2013 ainsi qu'aux grandes lignes du Projet de programme et de budget pour le biennium 2010-2011 soumis à l'approbation de la 35^e session de la Conférence générale. Les Chefs de délégation d'Afrique ont lancé un appel à l'UNESCO et à la communauté internationale en faveur du renforcement de la solidarité entre les nations, pour faire face à la crise économique, financière, alimentaire et environnementale

de grande ampleur qui est intervenue au cours du biennium 2008-2009, et qui a davantage fragilisé les pays d'Afrique, en particulier dans les secteurs sociaux.

Les États membres d'Afrique ont réaffirmé avec force leur soutien aux deux priorités globales de l'Organisation que sont l'**Afrique et l'égalité de genre**. La quasi-totalité des délégations africaines, mais aussi des délégations d'autres régions, ont déclaré leur appui à la plate-forme Priorité Afrique, au maintien et au renforcement de la coopération avec les organisations régionales et sous-régionales africaines dans tous les domaines de compétence de l'Organisation.

Certains États Africains ont plaidé en faveur du renforcement de la prise en compte des besoins et défis à relever par les petits États insulaires en développement et de ceux de la jeunesse africaine : les premiers sont en effet confrontés à une plus grande vulnérabilité aux défis et menaces du changement climatique et aux catastrophes environnementales ; la jeunesse africaine quant à elle, étant confrontée au problème du chômage.

Les délégations africaines ont soutenu les propositions des différents secteurs de programme :

Ainsi, dans le domaine de l'**éducation**, les participants africains ont mis un accent particulier sur l'éducation à tous les niveaux (notamment l'alphabétisation, la formation des enseignants, l'enseignement technique et professionnel, l'éducation préventive concernant le VIH/SIDA).

Au regard de la conjoncture actuelle, plusieurs pays ont demandé le renforcement de l'appui à l'éducation en Afrique et plaidé en faveur d'une préservation des fonds alloués à l'aide publique au développement, même dans le contexte de la crise financière. Les initiatives mises en place à l'appui de l'EPT, comme TTISSA, LIFE, EDUSIDA, EDD, etc., ont bénéficié d'un appui et d'un soutien vigoureux de la part des États membre d'Afrique. Des préoccupations particulières ont été exprimées au sujet de l'enseignement supérieur et du problème de l'exode des compétences. Le rôle de l'éducation en tant que vecteur de valeurs telles que la tolérance a été mentionné à plusieurs reprises par les délégations africaines.

Une vaste majorité des Chefs de délégation africaines a réaffirmé l'engagement de leur pays à tout mettre en œuvre pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement dans les domaines de compétence de l'UNESCO, et notamment l'Éducation pour tous à l'horizon 2015.

1. Les extraits des discours des Chefs de délégation africaines sont disponibles dans le Volume 2 de la présente revue.

En ce qui concerne les **sciences naturelles et exactes**, les participants ont salué la mise en place de campus virtuels en Afrique dans de nombreux pays et invité l'Organisation à étendre cette initiative à d'autres pays. Le renforcement des programmes et des infrastructures scientifiques et techniques, la promotion de la science, ont été encouragés, notamment en vue de la mise en œuvre du Plan d'action consolidé de l'Union africaine pour la science et la technologie. Les États membres d'Afrique ont appelé à renforcer les activités de l'Organisation relatives à la préservation de l'environnement, des écosystèmes et au changement climatique.

Dans le domaine des **sciences sociales et humaines**, la lutte pour l'élimination de la pauvreté, placée au cœur du mandat de l'UNESCO a été saluée, pour permettre l'édification de sociétés humaines mettant au premier plan les droits de l'homme, la dignité et l'égalité des chances. La plupart des États africains ont mis l'accent sur l'investissement dans le sport, comme élément de cohésion sociale. Les participants africains ont exprimé leur appréciation au programme MOST et aux activités de l'UNESCO visant la promotion d'une culture de la paix et des droits de l'Homme en Afrique.

Dans le domaine de **la culture**, les États membres d'Afrique ont souligné les actions positives menées par l'UNESCO en direction de l'Afrique en matière de conservation, de promotion et de sauvegarde du patrimoine culturel matériel et immatériel.

L'importance du dialogue interculturel et interconfessionnel a été rappelée à de nombreuses reprises, et plusieurs États africains ont appelé à un engagement vigoureux de l'UNESCO dans l'Année internationale pour le rapprochement des cultures en 2010.

La dimension transversale de la culture dans l'ensemble des domaines de compétence de l'UNESCO a également été rappelée. La majorité des États africains a souligné le lien entre l'éducation et la culture ainsi que le rôle que l'Organisation doit continuer de jouer à cet égard, en vue de renforcer la cohésion sociale, la coopération et le respect mutuel. L'appui de l'UNESCO au développement des industries culturelles, à la création des centres de catégorie 2 dans le domaine de la culture en Afrique, à la promotion du tourisme culturel et des lieux de mémoire a été demandé par la plupart des Chefs de délégation africaines.

Dans le domaine de la **communication et de l'information**, les Chefs de délégation africaine ont rappelé l'attachement de leurs pays à la liberté d'expression, à la liberté de la presse, au pluralisme des médias, et à la libre circulation des idées et de l'information. Ils ont salué les activités visant la formation des journalistes africains, ont appelé l'Organisation à lutter contre le fossé numérique et à jouer un rôle important en matière de transfert de technologies de l'information et de la communication (TIC) et de connaissances. L'importance du Programme international pour le développement de la communication (PIDC) pour l'Afrique a été rappelée par la quasi-totalité de délégués africains. ■

Les États membres d'Afrique se sont félicités des actions de l'UNESCO dans les situations de post-conflit ou de post-désastre en Afrique et ont plaidé en faveur de leur renforcement, en collaboration avec les autres agences et programmes des Nations Unies. Les pays lusophones du continent ont appuyé la proposition du Brésil en ce qui concerne l'utilisation du portugais comme langue officielle à l'UNESCO.

IV. La 35^e session de la Conférence générale et l'Afrique

La 35^e session de la Conférence générale a approuvé le budget consacré au Département Afrique ainsi que le rôle central que devrait continuer de jouer ce Département, en tant que structure de coordination et de suivi pour toutes les questions afférentes à l'Afrique. Au cours de cette session, marquée par le renouvellement des membres du Conseil exécutif et des Comités et Organes, la Conférence générale a également approuvé les programmes sectoriels pour l'Afrique.

A. Le Département Afrique dans le programme et budget pour 2010-2011

Les textes qui suivent, extraits des résolutions des Actes de la conférence générale mettent en relief le rôle et les missions du Département Afrique ainsi que le mécanisme de coopération intersectorielle offert par la plateforme priorité Afrique.

La coordination et le suivi de l'action en faveur de l'Afrique : le Département Afrique

Le Département Afrique (AFR) est le point de convergence pour toutes les questions afférentes à l'Afrique et est chargé de conseiller le Directeur général en la matière. Il a des responsabilités en tant que service central et également en ce qui concerne le programme. Ses missions principales sont les suivantes :

- œuvrer au renforcement de la coopération entre l'Organisation et ses États membres d'Afrique individuellement ou collectivement au travers de l'UA et des CER ;
- veiller à la prise en compte, dans les domaines de compétence de l'Organisation, des priorités de l'UA/ NEPAD, y compris les besoins en rapport avec les OMD ;
- suivre la mise en œuvre du programme en faveur de l'Afrique ainsi que les progrès vers la réalisation des objectifs à moyen terme définis pour l'Afrique par l'intermédiaire d'un mécanisme distinct de coordination et de suivi ;
- aider les pays en sortie de crise et en situation de reconstruction à la suite d'un conflit ou d'un désastre à satisfaire leurs besoins dans les domaines de compétence de l'UNESCO à travers notamment le Programme d'éducation d'urgence et de reconstruction (PEER) ;
- assurer la coordination intersectorielle des initiatives relatives à des questions ou thèmes transversaux concernant l'Afrique et ses sous-régions par l'intermédiaire de la plateforme intersectorielle Priorité Afrique.

Dans son rôle d'impulsion, de coordination et de suivi de l'action en faveur de l'Afrique, le Département promouvra une approche intersectorielle et interdisciplinaire qui s'appuiera sur les exigences de l'intégration régionale énoncées par l'Union africaine, y compris à travers son programme, le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), et ses organisations sous-régionales. La mobilisation de la contribution de l'UNESCO à la mise en œuvre des plans d'action sectoriels de l'UA/ NEPAD en éducation, culture, sciences et technologie, environnement, et ses cadres d'action pour les jeunes et les femmes retiendra

tout particulièrement l'attention. Le Département veillera en outre à la prise en compte, dans les interventions de l'UNESCO, des recommandations du Comité UNESCO pour le NEPAD et de celles du Forum des organisations régionales et sous-régionales africaines pour le soutien de la coopération entre l'UNESCO et le NEPAD (FOSRASUN).

Le Département accompagnera le développement et appuiera la mise en œuvre des programmes en faveur de l'Afrique visant au renforcement des capacités institutionnelles et au développement des ressources humaines et des compétences. À cet égard, une attention particulière sera consacrée au renforcement de la collaboration intersectorielle et de la coordination interinstitutionnelle (avec la Commission de l'UA, les Communautés économiques régionales (CER), les Organisations d'intégration régionales (OIR), etc.).

L'égalité des sexes étant au cœur de la réalisation des OMD, le renforcement des capacités des femmes dans tous les domaines d'intervention de l'UNESCO sera en outre favorisé. De plus, le Département promouvra et soutiendra aux niveaux sous-régional et régional le développement de réseaux et de pôles d'excellence à travers des institutions spécialisées telles que l'Institut international de l'UNESCO pour le renforcement des capacités en Afrique (IIRCA) – un institut de catégorie 1 –, le Centre international pour l'éducation des filles et des femmes en Afrique (CIEFFA) et des autres centres/instituts sous l'égide de l'UNESCO (catégorie 2), l'École du patrimoine africain (EPA) et l'Académie africaine des langues (ACALAN) contribuant également ainsi au processus d'intégration régionale. À ce titre, le Département encouragera aussi le soutien systématique aux initiatives et manifestations régionales (FESPACO, FESMAN, FESPAD, FESPAM, FIMA, FITHEB, MASA, SIAO, etc.) comme facteurs d'intégration.

Une attention particulière sera accordée pour le renforcement des capacités des organisations régionales et des institutions spécialisées africaines chargées de la coordination de la mise en œuvre aux niveaux continental et régional des programmes de l'UA/NEPAD.

Le Département représentera l'Organisation au sein du Mécanisme régional de coordination des Nations Unies pour soutenir la mise en œuvre du programme de l'UA/NEPAD et accordera une attention particulière à la coordination des groupes thématiques dont l'UNESCO a la responsabilité, cela dans le cadre de l'initiative de l'ONU « Unis dans l'action ».

Le Département facilitera également la participation de l'UNESCO aux exercices de programmation conjointe sur le terrain avec

les équipes des Nations Unies et les autres partenaires de développement internationaux, en tant que de besoin.

Le soutien international étant crucial pour la réalisation des objectifs de l'UA/NEPAD même si la responsabilité première en revient aux États membres d'Afrique, le Département favorisera et plaidera en outre pour une implication accrue des acteurs multilatéraux, bilatéraux et privés dans toutes les interventions de l'Organisation en Afrique. L'utilisation des cadres de coopération et de partenariat mis en place par les États africains avec l'Asie, l'Amérique latine et l'Union européenne sera encouragée, de même qu'une participation plus large des représentants de la société civile et des ONG dans les partenariats existants ou à mettre en place. Le Département soutiendra également les efforts destinés à fortifier les relations de l'Afrique avec sa diaspora, notamment ceux visant à accroître la contribution scientifique, intellectuelle et artistique de la diaspora africaine au développement du continent.

En ce qui concerne le soutien de l'Organisation aux pays africains en sortie de crise et en situation de reconstruction à la suite d'un conflit ou d'un désastre, le Département coordonnera les initiatives de l'Organisation et les travaux des équipes spéciales établies par le Directeur général et assurera le suivi de leurs recommandations. Il participera en particulier aux travaux de la Plate-forme intersectorielle pour le soutien aux pays en situation de post-conflit et de post-catastrophe et veillera à la prise en compte des besoins spécifiques du continent. Il coordonnera l'évaluation des situations et supervisera la réponse de l'Organisation en assurant la conformité avec le cadre d'action de l'UA pour la reconstruction et le développement post-conflit et les décisions pertinentes de l'UA et de son Conseil de paix et de sécurité (CPS). Dans un souci de cohérence et de complémentarité des interventions des différents acteurs sur le terrain, le Département veillera en outre à la coordination de l'action de l'UNESCO avec celles d'autres institutions du système des Nations Unies. Le Programme PEER se verra doté de moyens renforcés afin de lui permettre de mieux répondre aux besoins croissants sur le continent en matière d'éducation d'urgence, ceci en liaison étroite avec le Bureau régional pour l'éducation en Afrique (BREDIA).

Outre son rôle de chef de file et de coordination de la Plate-forme intersectorielle Priorité Afrique, le Département s'assurera de la prise en compte de la priorité à accorder à l'Afrique dans les différentes plates-formes intersectorielles.

Enfin, le Département s'attachera, avec l'ensemble du Secrétariat au Siège et hors Siège, à conférer une plus grande visibilité aux activités de l'Organisation en faveur de l'Afrique, y compris auprès du grand public.

La Plateforme Priorité Afrique : Coordination et suivi du Plan d'action en faveur de l'Afrique

La Plate-forme intersectorielle Priorité Afrique a vocation régionale. Elle est destinée à jouer un rôle important d'impulsion en faveur du processus d'intégration régionale et sous-régionale africaine et du soutien aux activités contribuant à l'intégration régionale, dans les domaines de compétence de l'Organisation. L'exercice biennal 2008-2009 a permis de mettre en place et d'adapter progressivement les stratégies, structures, méthodes de travail, ainsi que le champ d'application et les activités de la plateforme.

Entrée dans sa phase opérationnelle en 2010-2011, la plate-forme aura pour objectifs : (i) de donner, comme cadre de référence à son action les décisions et textes directeurs de l'Union africaine et des communautés économiques régionales en matière de promotion de l'intégration régionale dans les différents domaines de compétence de l'UNESCO, notamment : le plan d'action de la deuxième Décennie africaine de l'éducation, le Plan d'action consolidé des sciences et technologies, le Plan d'action sur les industries culturelles, et les décisions concernant les liens entre l'éducation et la culture, la paix et la sécurité et l'environnement ; et (ii) de créer les conditions d'une mise en œuvre optimale des engagements pris, au regard de chacun de ces textes/décisions, par l'Organisation auprès des instances africaines.

À cette fin, elle veillera à la mobilisation tant en termes de programme que de budget, des secteurs de programme et des partenaires extérieurs, ainsi qu'à l'implication des instances compétentes africaines, en faveur d'activités hautement porteuses en termes de conception et d'édification durable de l'intégration régionale. La plateforme Priorité Afrique devra ainsi jouer un rôle de soutien aux activités existantes, d'impulsion aux nouvelles activités et d'identification de projets susceptibles d'être entrepris par les secteurs de programme. Le Conseil exécutif lui-même, dans sa décision 179 EX/16 (II et III), à cet égard a assigné à la plate-forme un rôle dans le suivi des décisions sur l'extension du plateau continental et sur l'École régionale postuniversitaire d'aménagement et de gestion intégrés des forêts et territoires tropicaux (ERAIFT).

C'est ainsi que la plateforme :

- dans le domaine de l'**éducation**, attachera une importance particulière à la deuxième Décennie africaine de l'éducation, avec un triple objectif : (i) former mieux et plus d'enseignants, (ii) réduire le nombre d'analphabètes et, (iii) renforcer/créer des réseaux de pôles d'excellence/chaires UNESCO, particulièrement dans des domaines stratégiques pour le développement de l'Afrique ;
- dans le domaine de la **culture**, contribuera à la 2^e phase de l'Histoire générale de l'Afrique ainsi qu'à la traduction de nouvelles orientations de la Route de l'esclave à travers respectivement, l'élaboration de manuels scolaires, de matériels didactiques, d'un atlas et de cartographies illustrant les apports de l'Afrique à la civilisation de l'humanité. Elle veillera, dans le même ordre d'idées, à la promotion des potentialités que recèlent les industries culturelles et créatives en termes de convergences et d'intégration sociale et économique ;
- dans le domaine des **sciences**, encouragera la mobilisation et la participation des instances et parties prenantes africaines, celle des partenaires extérieurs et des bureaux hors Siège du continent, à la mise en œuvre des trois projets phares suivants : (i) le renforcement des capacités en politique scientifique, dans le but de permettre à un maximum d'États africains de disposer d'un cadre stratégique pour son développement scientifique et des expertises locales nécessaires à sa mise en œuvre ; (ii) l'enseignement des sciences et de l'ingénierie, avec pour objectif de faire émerger sur le continent, une masse critique de spécialistes nécessaire à son décollage scientifique ; et (iii) le réseau de campus virtuels destiné à pallier l'insuffisance d'enseignants dans les disciplines scientifiques, au moyen de l'enseignement à distance à travers le maillage du continent en centres virtuels ;
- en matière d'**environnement**, participera (i) aux processus de renforcement institutionnel, pédagogique et géographique de l'ERAIFT, (ii) de mise en place et de développement de réseaux interuniversitaires d'enseignement et de fourniture de services en expertise côtière, et d'appui aux requêtes en ce qui concerne l'extension du plateau continental africain ;
- en matière de **consolidation de la paix et de gestion préventive**, appuiera notamment le Forum pour un avenir de paix dans la Corne de l'Afrique, à travers des activités de recherche et la mise en place de dispositifs de gestion préventive de la paix.

Programme et Budget approuvés pour 2010-2011

La Conférence générale

1. **Autorise** le Directeur général:

(a) à mettre en œuvre, en assurant la cohérence et la complémentarité des initiatives en faveur de l'Afrique par l'intermédiaire d'un mécanisme de coordination et de suivi, le plan d'action visant à :

- (i) renforcer les relations avec les États membres d'Afrique, notamment par l'intermédiaire de leurs délégations permanentes et de leurs commissions nationales ainsi que des instances appropriées de l'Union africaine (UA), en vue de répondre à leurs besoins prioritaires ;
- (ii) appuyer le développement et suivre la mise en œuvre des stratégies visant à renforcer la coopération avec les États membres d'Afrique, en vue notamment de la réalisation des engagements de l'Éducation pour tous (EPT) et autres engagements régionaux ainsi que des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) intéressant les différents domaines de compétence de l'Organisation ;
- (iii) veiller à la prise en compte, dans les processus de planification et de programmation de l'Organisation, des priorités définies par l'UA et en particulier par son programme le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) qui constitue, pour l'ensemble du système des Nations Unies, le cadre de coopération privilégié avec l'UA ;
- (iv) contribuer activement au processus d'intégration sous-régionale et régionale dans les domaines de compétence de l'UNESCO ;
- (v) promouvoir la coopération et le partenariat avec les États membres d'Afrique, et mobiliser les mécanismes multilatéraux et bilatéraux d'aide au développement ainsi que le secteur privé ;
- (vi) animer et coordonner l'action de l'UNESCO en Afrique en faveur des pays en sortie de crise et en situation de reconstruction à la suite d'un conflit ou d'une catastrophe, notamment par le renforcement de l'action du Programme d'éducation d'urgence et de reconstruction (PEER) ;

(vii) faire office de point de convergence pour toutes les questions relatives à l'Afrique et assurer la visibilité de l'action de l'UNESCO en Afrique ;

(b) à allouer à cette fin un montant de 1 044 400 dollars pour les coûts d'activité et de 3 631 900 dollars pour les coûts de personnel ;

2. **Prie** le Directeur général de faire rapport périodiquement aux organes directeurs, dans les documents statutaires, sur la réalisation des résultats escomptés suivants :

- développement des relations avec les États membres africains renforcé, par l'intermédiaire, en particulier, de leurs délégations permanentes, de leurs commissions nationales, des groupements d'États membre africains constitués à l'UNESCO, à l'ONU et à l'Union africaine (UA), des commissions mixtes avec la commission de l'UA, les communautés économiques régionales (CER) et les organisations d'intégration régionales (OIR) ;
- priorités de développement des États membres africains intéressant les différents domaines de compétence de l'Organisation, et en particulier les plans d'action sectoriels de l'UA/NEPAD, reflétées dans la programmation de l'UNESCO ainsi que dans la programmation conjointe par pays du système des Nations Unies ;
- création et mise en œuvre de nouveaux partenariats avec des organismes multilatéraux et bilatéraux, ainsi qu'avec le secteur privé ;
- assistance fournie à la réalisation d'actions communes avec les partenaires des Nations Unies, et en particulier le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), les organisations régionales africaines dans tous les pays africains en sortie de crise, sur leur demande, notamment dans le cadre du Programme d'éducation d'urgence et de reconstruction (PEER) ;
- action coordonnée et interaction et communication améliorées entre le Siège de l'UNESCO, les bureaux hors Siège d'Afrique et les commissions nationales africaines ;
- visibilité accrue de l'action de l'Organisation pour l'Afrique.

3. **Prie en outre** le Directeur général de faire rapport régulièrement dans les mêmes documents statutaires sur les mesures prises pour assurer une utilisation optimale des ressources dans la mise en œuvre des activités de programme, en incluant les voyages, les services contractuels et les publications. ■

B. L'Afrique dans les Programmes de l'UNESCO

La conférence générale a approuvé que l'Afrique restera dans son ensemble, au cours du biennium 2010-2011, une priorité majeure pour l'Organisation, qui s'emploiera à faire face aux besoins du continent dans ses cinq domaines de compétence. Les encadrés ci-après, montrent comment cette priorité sera mise en œuvre par les secteurs de programme.

Éducation



Glenna Gordon©UNESCO

En 2010-2011, l'UNESCO augmentera de façon significative son soutien à l'éducation en Afrique. Environ un tiers du budget du Programme ordinaire consacré aux activités sera décentralisé vers cette région, démontrant ainsi clairement son statut prioritaire. Pour donner un vigoureux coup de relance à la réalisation des objectifs de l'EPT et des OMD relatifs à l'éducation dans les pays africains qui en ont le plus besoin, l'UNESCO concentrera ses ressources pour le continent sur 12 pays « cibles » (sur un total de 20 à l'échelle mondiale). Globalement, ces pays « cibles » recevront 3,6 millions de dollars des États-Unis au titre du Programme ordinaire ainsi qu'un montant estimé à 10 millions de dollars au titre de sources extrabudgétaires. Des mesures seront prises pour renforcer les capacités en personnel dans les bureaux chargés d'apporter leur soutien aux 12 pays « cibles ».

En dehors de ce soutien financier et humain accru, les programmes biennaux de l'UNESCO en matière d'éducation ont été conçus de manière à concentrer l'aide sur les défis auxquels l'Afrique est confrontée. Les travaux entrepris par les bureaux hors Siège de l'Organisation en Afrique sous la coordination du Bureau régional pour l'éducation en Afrique (BREDA) seront donc complétés par les activités à l'échelle mondiale, les orientations d'ensemble et l'appui technique apportés

par le Siège ainsi que par des contributions importantes des six Instituts pour l'éducation et de l'Institut de statistique de l'UNESCO dans leurs domaines respectifs de compétence. Sous la coordination du BREDA, l'IIRCA renforcé jouera un rôle clé dans la mise en œuvre de l'Initiative pour la formation des enseignants en Afrique subsaharienne (TTISSA). De plus, la coopération Sud-Sud sera un moyen essentiel pour renforcer les capacités et mobiliser des ressources.

Simultanément, l'UNESCO continuera d'accompagner les États membres africains dans la mise en œuvre du Plan d'action pour la deuxième Décennie de l'éducation pour l'Afrique (2006-2015). Elle aura à cette fin recours à ses partenariats avec la Commission de l'Union africaine, les Communautés économiques régionales (CER) et les partenaires du développement, pour favoriser un dialogue et des recommandations fondées sur des données factuelles. Grâce à sa coopération avec l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA), la Banque africaine de développement, la Banque mondiale et d'autres organismes partenaires du développement, notamment des organisations de la société civile, l'UNESCO continuera de soutenir et de coordonner la coopération aux niveaux régional et sous-régional afin de réaliser les priorités des pays et de répondre aux programmes de développement à l'échelle mondiale et régionale.

Dans la mesure où elle est l'un des principaux acteurs stratégiques qui s'emploient à traiter les priorités et les besoins de la région en matière d'éducation énoncés dans le Plan d'action pour la deuxième Décennie, l'UNESCO se concentrera sur l'analyse et la planification sectorielles, notamment le développement de systèmes d'information sur la gestion de l'éducation (EMIS) ; le Programme pour l'éducation de base en Afrique ; et la politique de perfectionnement des enseignants par le biais de l'Initiative TTISSA. La région aura d'autres priorités, dont l'Initiative pour l'alphabetisation : savoir pour pouvoir (LIFE), l'enseignement et la formation technologiques et professionnels, l'éducation au VIH et au SIDA et l'enseignement supérieur.

Sciences exactes et naturelles

Les mesures prévues dans le cadre du grand programme II pour l'Afrique s'articuleront sur trois axes stratégiques : créer un environnement de nature à favoriser l'essor des sciences et des technologies ; renforcer les ressources humaines dans le domaine des sciences, de l'ingénierie et des technologies ; et favoriser l'application des connaissances scientifiques pour s'attaquer au problème de la pauvreté et de la dégradation de l'environnement. À ces fins, toutes les mesures qui seront prises dans la région comporteront des activités d'assistance technique pour formuler des politiques ou revoir les politiques existantes ainsi que des activités de renforcement des ressources humaines. L'action engagée au titre de ce grand programme prendra en compte, sur le plan stratégique, les priorités régionales collectives de même que les problèmes nationaux. À l'échelle régionale, le recensement des priorités a été orienté par plusieurs documents, y compris le Plan d'action consolidé de l'Union africaine (UA) dans le domaine de la science et de la technologie et le Plan d'action environnemental de l'UA. Les mesures prises dans le cadre du Plan d'action de l'UNESCO visant à aider l'UA à mettre en œuvre le Plan d'action consolidé seront centrées sur les domaines phares sélectionnés, à savoir : les politiques scientifiques, l'enseignement des sciences et la poursuite du développement du Campus virtuel africain. À l'échelle nationale, l'UNESCO a recensé les priorités nationales à partir de documents de planification et d'élaboration des politiques tels que les Plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) et les Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté.

S'agissant de la politique en matière de sciences, de technologies et d'innovation, l'UNESCO continuera d'aider les États membres africains à formuler des politiques nationales ou à revoir les politiques existantes sur la base de données factuelles en mettant à profit les connaissances autochtones et traditionnelles, l'objectif étant de les intégrer dans les politiques nationales au service du développement durable. Cette entreprise a été initiée en 2008-2009 avec l'appui fourni



à près de 20 pays africains et se poursuivra en 2010-2011 avec pour objectif la fourniture d'avis concernant les politiques en matière de sciences, de technologies et d'innovation à tous les pays de l'Afrique subsaharienne d'ici la fin de la période de la Stratégie à moyen terme. En reconnaissance de la contribution apportée par l'UNESCO l'année passée à la mise en œuvre du Plan d'action consolidé, l'Organisation a été nommée membre du Comité directeur du Conseil ministériel africain sur la science et la technologie (CMAST), organe chargé de définir le programme scientifique et technologique de l'UA dans le cadre du Plan d'action consolidé. L'UNESCO est également le chef de file du Groupe des Nations Unies pour la science et la technologie, groupe inter-institutions constitué en 2003 pour coordonner l'action des 13 organismes des Nations Unies œuvrant en Afrique. Ces partenariats stratégiques donnent à l'UNESCO davantage d'autorité et d'influence pour fournir des avis concernant les politiques en matière de sciences, de technologies et d'innovation.

Les travaux de recherche et la publication prévus sur le savoir médical ethnobotanique et traditionnel des femmes dans les îles des Mascareignes offrent un exemple de l'intérêt accordé au savoir autochtone dans son rapport avec le développement durable, la conservation de la diversité biologique et la préparation aux catastrophes.

Par le biais du Programme international relatif aux sciences fondamentales (PISF) et dans le cadre de l'enseignement scientifique et de la diffusion d'informations scientifiques, les capacités régionales et nationales nécessaires à la base de données scientifiques relatives au VIH et au SIDA et à des domaines connexes prioritaires pour l'Afrique seront renforcées. Il est prévu d'entreprendre un grand programme de soutien au développement des sciences fondamentales et de la biotechnologie en Afrique, par la mise en place de formations et de réseaux régionaux utilisant principalement des centres situés sur le continent. L'un des principaux obstacles à l'enseignement scientifique et technique est la pénurie d'enseignants qualifiés. Le Campus virtuel africain en science et technologie de l'UNESCO vise à lever cet obstacle et à répondre aux besoins des pays en dispensant la formation pédagogique nécessaire aux professeurs de sciences grâce au téléenseignement et à des programmes d'enseignement scientifique actualisés, en coopération avec des partenaires reconnus dans le domaine de l'enseignement ouvert et à distance.

L'accent sera mis sur le renforcement des capacités nationales et la promotion des meilleures pratiques et politiques en vue de favoriser l'utilisation à grande échelle des énergies durables et renouvelables sur le continent. La priorité sera

accordée au renforcement des capacités et au développement de la coopération dans le cadre de la mise en œuvre du volet africain du Programme mondial d'éducation et de formation en matière d'énergies renouvelables. Dans le domaine des énergies renouvelables et alternatives, un appui sera également apporté à la promotion des politiques, de la gestion et de la conservation pour qu'elles trouvent une traduction dans les plans nationaux de développement et, également, dans le but d'échanger les meilleures pratiques et données d'expériences et de recenser les centres d'excellence qui serviront de catalyseurs dans la région.

Le renforcement des capacités scientifiques en Afrique est l'une des principales priorités des programmes du CIPT et les initiatives en cours prévoient un soutien aux centres affiliés, aux programmes de formation en matière de recherche ainsi qu'à des ateliers, stages et conférences dans le domaine de la physique et des mathématiques. Le CIPT a également organisé une série d'ateliers et de stages dans le domaine des nanosciences et des sciences des matériaux en vue de recenser ou de créer des masses critiques de scientifiques dans ces disciplines dans l'ensemble de l'Afrique subsaharienne. Il continuera d'admettre des étudiants et des chercheurs africains, y compris dans le cadre du programme de diplômes en physique fondamentale qui n'est ouvert qu'aux étudiants de l'Afrique subsaharienne. Il se propose de réaliser trois projets spécifiques associés au Plan d'action consolidé dans le domaine de la science et de la technologie défini par la Commission de l'Union africaine et le NEPAD : (i) créer un réseau panafricain à l'appui de la modélisation du climat pour recenser des groupes d'utilisateurs finals africains et répondre à leurs besoins (par exemple dans le domaine de l'agriculture, des ressources en eau et de la santé), et mettre en place des programmes d'atténuation des effets des catastrophes naturelles en Afrique de l'Est et des systèmes de surveillance de la pollution atmosphérique au Ghana ; (ii) établir un réseau sans fil de pointe en collaboration avec des ingénieurs et des technologues locaux, développer les compétences pour la modélisation des effets du climat et les applications dans le domaine de la physique, accroître les échanges et renforcer la coordination entre les étudiants et les jeunes chercheurs dans le cadre du Réseau africain LAM (African Laser, Atomic, Molecular and Optical Sciences Network), élaborer des programmes fondés sur l'utilisation de petits accélérateurs d'ions ; et (iii) renforcer les capacités scientifiques dans des domaines critiques pour le développement durable en dispensant une formation pratique et en organisant des travaux de recherche dans le domaine des sciences fondamentales et appliquées y compris en matière d'éducation, d'énergies renouvelables, de surveillance et de contrôle de l'environnement, de physique des sols et de physique médicale.

S'agissant de l'eau douce, plusieurs initiatives seront poursuivies pour contribuer à renforcer les capacités de gestion des ressources en eaux transfrontières et celles des comités nationaux africains du PHI et des organisations régionales. Au nombre des priorités de programme figurent notamment l'évaluation de l'état des ressources en eaux souterraines en Afrique. L'utilisation des connaissances scientifiques pour évaluer les effets du changement climatique dans la région sera également appuyée par un certain nombre de projets, comme le projet GRAPHIC du PHI, qui permettra de réaliser une évaluation des effets du changement climatique sur les ressources en eaux souterraines dans différentes zones climatiques du continent et d'élaborer des méthodologies pour les mesures d'adaptation et de mitigation. Une base de données sur les aquifères partagés africains sera mise en place au Centre régional de catégorie 2 pour la gestion des aquifères partagés qui a son siège à Tripoli (Jamahiriya arabe libyenne) et, dans le cadre de l'Initiative sur la gestion des ressources des aquifères transnationaux, une évaluation de ces aquifères sera réalisée en Afrique de l'Est et de l'Ouest ainsi que dans la région de la SADC. Des activités visant à améliorer la gestion des ressources en eau seront entreprises, en particulier dans les zones urbaines. Des études de cas sur les eaux souterraines et la sécurité humaine seront réalisées en vue de renforcer le rôle des eaux souterraines dans les stratégies de mitigation des effets des inondations et de la sécheresse. L'accent sera mis en particulier sur le renforcement de la coopération avec les chaires UNESCO sur les ressources en eau en Afrique. Le G-WADI, le Réseau mondial d'information sur l'eau et le développement dans les zones arides, sera encore renforcé et élargi.

L'UNESCO-IHE contribuera à répondre aux besoins de renforcement des capacités en matière d'eau dans les pays africains, notamment par des travaux de recherche postuniversitaires d'étudiants africains portant sur des problèmes locaux. La stratégie de l'Institut est de créer et de renforcer les capacités autochtones dans le domaine de l'éducation, de la formation et de la recherche relatives à l'eau par le biais de partenariat avec des établissements du continent africain. En 2010-2011, l'UNESCO IHE apportera un appui à deux importants réseaux de connaissances africains: WaterNet, réseau de plus de 30 universités et centres de recherche de l'Afrique australe collaborant sur le thème de la Gestion intégrée des ressources en eau, et le Réseau pour le renforcement des capacités en matière de génie fluvial pour le bassin du Nil, qui bénéficie de la participation active dans le domaine de la recherche et de la formation d'établissements répartis dans les 10 pays riverains du Nil. Par le biais de partenariats bilatéraux, l'UNESCO-IHE s'emploiera également à élaborer et à aider à mettre en œuvre des programmes de maîtrise au Rwanda, en Éthiopie, au Ghana et au Kenya. Dans la région du lac Victoria, il organisera une série

de stages de formation sur la gestion des services publics et sur la gestion des prises d'eau en zone urbaine. Outre ces activités sur le terrain, à Delft, quelque 150 professionnels de l'eau africains s'inscriront à un programme de maîtrise et 10 à un programme de doctorat. Les mesures de renforcement des capacités visant à utiliser les réserves de biosphère en tant que lieux d'apprentissage au service du développement durable en Afrique de l'Ouest seront encore renforcées, et la même chose sera faite dans le bassin du Congo ; parallèlement les liens solides tissés avec l'ERAIFT en tant que centre d'excellence seront maintenus. La coopération Sud-Sud entre l'ERAIFT et ses partenaires dans les zones tropicales de l'Amazonie et de l'Asie sera encouragée à l'appui de l'échange de connaissances en vue de réduire au minimum la perte de la biodiversité, d'atténuer les effets du changement climatique et de s'y adapter et d'améliorer le bien-être de l'humanité dans le cadre des initiatives adoptées à l'échelle du système des Nations Unies, comme le projet REDD-ONU et le projet GRASP PNUE/UNESCO.

Au titre des activités de suivi de l'Année internationale de la planète Terre, l'UNESCO contribuera à la réactivation de l'enseignement des sciences de la Terre par l'harmonisation et l'amélioration des programmes d'enseignement des géosciences dans les universités africaines. Un appui sera également apporté aux réseaux régionaux afin de rompre l'isolement des géoscientifiques et de renforcer les capacités autochtones, l'objectif étant d'améliorer la recherche en géosciences, la surveillance de l'utilisation des terres et du changement d'affectation des terres, la compréhension de la variabilité du climat, la prévention des géorisques et l'exploration des ressources minérales. En outre, en coopération avec le GEO-GEOSS, et en particulier avec le projet SERVIR-Africa, cette nouvelle initiative permettra d'améliorer la collecte et l'intégration des données sur les sciences de la Terre et de faciliter ainsi la planification du développement et l'adaptation au changement climatique. La COI continuera de mettre en œuvre le GOOS-Afrique dans le cadre de sa contribution au Plan d'action consolidé dans le domaine de la science et de la technologie ainsi qu'au Plan d'action sur l'environnement et le changement climatique du NEPAD/JA. Le Réseau de données et d'information océanographiques pour l'Afrique (ODINAFRICA) continuera de promouvoir la gestion durable des ressources marines et côtières et de réduire les risques liés aux océans, en se fondant sur des données scientifiques fiables. Pour ce faire, il est prévu de renforcer le réseau panafricain de centres nationaux de données océanographiques et d'instituts océanographiques apparentés pour en faire un mécanisme majeur à l'appui de l'application des données, informations et produits à la gestion des ressources marines et côtières en Afrique. Par ailleurs, la COI continuera d'examiner les modifications du littoral dues aux changements climatiques en Afrique de l'Ouest et d'évaluer la dimension humaine de ces changements.

Sciences humaines et sociales



Remonjin@UNESCO

Le grand programme III poursuivra ses efforts en faveur de la priorité globale Afrique par le biais d'activités ciblées au niveau de chaque axe d'action. Dans le cadre du programme MOST, l'accent sera mis sur la création de comités nationaux MOST et sur la participation des chaires UNESCO et des réseaux nationaux et régionaux de recherche. Un soutien sera apporté aux États membres africains pour évaluer leurs systèmes nationaux de recherche, en tenant compte en particulier des éventuelles répercussions de la crise actuelle sur l'élimination de la pauvreté et sur le développement durable.

Des forums sous-régionaux des ministres du développement social seront organisés. Une application pilote de l'outil de recherche en ligne MOST à des fins nationales sera mise en place en coopération avec le Conseil de recherches en sciences humaines d'Afrique du Sud. Le Conseil fera également partie des partenaires stratégiques de l'UNESCO pour la publication de la Revue internationale des sciences sociales. Des échanges sur les politiques de recherche seront organisés dans le domaine de l'intégration régionale et des transformations sociales, sur la base des résultats des travaux de recherche ayant bénéficié de l'appui

de l'UNESCO en Afrique de l'Ouest et de l'Est. L'orientation principale du grand programme III concernant la jeunesse en Afrique sera l'autonomisation des jeunes et aura les trois objectifs suivants : la participation des jeunes à l'élaboration des politiques, l'entrepreneuriat et l'intégration régionale grâce à la consolidation des réseaux de jeunes. L'aide en faveur des études et de la documentation sur les femmes se concentrera sur la région des Grands Lacs. Dans le cadre de la Coalition des villes africaines contre le racisme et la discrimination, une importance particulière sera accordée à la lutte contre les préjugés et à la discrimination liés au VIH/SIDA. Dans le domaine de l'éthique des sciences et des technologies, la priorité se traduira par trois grands projets de renforcement des capacités : l'expansion des bases de données 2, 3 et 4 de l'Observatoire mondial d'éthique (GEObs) sera axée sur des pays africains ; la cartographie de l'enseignement de l'éthique en Afrique sera menée à bien, permettant ainsi une meilleure mise en réseau des spécialistes du continent ; on insistera particulièrement sur la création de nouveaux comités de bioéthique et sur la mise en place de mécanismes de coordination, d'autonomisation et de suivi pour les comités au cours de l'exercice.

Culture



DNPC@UNESCO

S'agissant de la priorité globale accordée à l'Afrique, une assistance particulière sera apportée au continent pour renforcer l'application des conventions dans le domaine de la culture, notamment des conventions de 1972, 2003 et 2005. L'accent sera placé sur un certain nombre de domaines prioritaires sous-régionaux afin d'accroître l'impact et la visibilité de l'action engagée. Une attention particulière sera accordée à la promotion des langues et au multilinguisme. Dans le domaine des industries culturelles et créatives, l'aide à la décision et le renforcement des capacités seront appuyées pour favoriser l'émergence de marchés locaux viables et pour améliorer l'accès aux réseaux internationaux, notamment dans le domaine de la musique, de l'artisanat et de l'industrie textile.

En ce qui concerne le dialogue interculturel et la cohésion sociale, de nouveaux efforts seront déployés pour répondre aux besoins du continent et pérenniser sa mémoire collective au regard du passé colonial et du mouvement d'indépendance, en donnant une nouvelle impulsion au projet « La route de l'esclave » et en poursuivant le programme « La mémoire de la libération en Afrique ». Une stratégie spécifique est également envisagée pour les pays africains en situation de post-conflit. Elle portera en

particulier sur la question du trafic illicite et du pillage des biens culturels, sur la réhabilitation des sites naturels et culturels détruits et sur le dialogue en faveur de la réconciliation et de la paix. Des mesures seront également prises pour renforcer l'approche socioculturelle de la prévention et du traitement du VIH/ SIDA par les populations locales, notamment dans le cadre des programmes conjoints menés par le système des Nations Unies.

De nouveaux efforts seront faits à l'appui de l'intégration régionale en vue de renforcer la coopération et les partenariats stratégiques entre l'UNESCO et les organisations africaines régionales et sous-régionales.

L'accent sera mis en particulier sur l'Union africaine et son Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) à travers le sous-groupe de l'Union africaine sur la culture et les sports nouvellement constitué, dans le cadre du mécanisme de consultation régionale des organisations du système des Nations Unies. Dans ce contexte, sont également visées les réunions annuelles de planification de la coopération technique sur la culture avec la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC).

Communication et Information



L'action de l'UNESCO dans le domaine de l'information et de la communication en Afrique se fonde sur les résultats du Sommet mondial sur la société de l'information, les priorités de l'Union africaine et du NEPAD, notamment le Plan d'action régional africain pour l'économie du savoir (PARAES) qui vise à construire une région profitant pleinement des services et des applications des TIC d'ici à 2015, et la feuille de route pour le développement des médias en Afrique, adoptée au Burkina Faso en septembre 2008. Dans ce contexte, on s'emploiera à : (i) promouvoir la liberté d'expression et d'information en encourageant l'élaboration de lois et de cadres réglementaires relatifs aux médias ; (ii) fournir des conseils pour l'élaboration de politiques et stratégies favorisant l'accès à l'information ainsi que le développement des médias et des info-structures ; (iii) contribuer au renforcement des capacités, en particulier au niveau institutionnel.

En ce qui concerne le développement des médias, le programme se concentrera sur trois grands défis : accroître les perspectives pour des médias libres, indépendants et pluralistes servant de tribune au débat démocratique ; encourager la participation des citoyens aux processus de décision et aux initiatives de développement ; et promouvoir l'adoption de normes éthiques et déontologiques pour les journalistes tout en améliorant les capacités des instituts de formation afin de proposer une formation aux médias et un enseignement journalistique de grande qualité.

Relever le premier défi suppose l'existence de médias qui tiennent compte des préoccupations de la population et par le biais desquels les citoyens puissent chercher et partager des informations en vue d'une prise de décision avisée. À cette fin, un soutien sera apporté, en particulier par l'intermédiaire du PIDC, aux initiatives visant à construire un paysage médiatique pluraliste incluant les médias communautaires. S'appuyant sur les résultats du programme des centres multimédia communautaires (CMC) obtenus lors des précédents exercices biennaux en Afrique, principalement au Mali, au Mozambique et au Sénégal, l'Organisation continuera de promouvoir les radios communautaires et les CMC comme catalyseurs pour l'acquisition et l'échange d'informations et de connaissances, pour l'apprentissage, pour la participation intégratrice au développement et pour l'auto-expression. Les efforts destinés à améliorer la qualité de la formation journalistique seront fondés sur les critères d'excellence des institutions de formation établis en 2008 et sur les modèles de programme d'enseignement du journalisme mis au point par l'UNESCO.

Dans le domaine de l'information, l'action se concentrera sur la promotion des applications des TIC afin d'améliorer la qualité et l'impact des processus d'enseignement et d'apprentissage, notamment par le biais de la création d'universités virtuelles, ainsi que sur le développement de l'utilisation des TIC pour faciliter l'accès aux contenus, en particulier dans les langues locales, pour les communautés marginalisées et défavorisées et celles ayant des besoins particuliers.

L'accent sera mis sur l'accès à l'information afin de soutenir le développement durable et l'élimination de la pauvreté. La préservation et la diffusion du patrimoine documentaire africain constitueront un autre domaine d'action prioritaire et feront l'objet de campagnes de sensibilisation dans le cadre du Programme mémoire du monde.

Dans les situations de conflit et de post-conflit, un soutien sera apporté au développement des médias et des info-structures afin de rétablir et de consolider la démocratie, une paix durable et la stabilité. Une attention particulière sera accordée dans ce contexte à la région des Grands Lacs, où l'UNESCO, avec l'Union africaine, poursuivra les efforts pour souligner l'importance des médias dans la promotion de la paix, du dialogue et de la compréhension mutuelle. Ces mesures seront conformes, entre autres, à la « Déclaration de Dar es-Salaam sur la paix, la sécurité, la démocratie et le développement dans la région des Grands Lacs » (2004), au « Protocole sur la gestion de l'information et de la communication » (décembre 2006) et au « Pacte de sécurité, de stabilité et de développement de la région des Grands Lacs » (2006). ■

C. L'Afrique dans les Comités et organes élus par la 35^e session de la Conférence générale

La Conférence générale est appelée, à chaque session ordinaire, à élire des États membres pour siéger au Conseil exécutif et dans les différents comités, commissions et autres organes subsidiaires, conformément à leurs Règlement intérieur ou statuts respectifs.

Au lendemain de cette conférence générale, la représentation africaine au sein du Conseil exécutif et des organes subsidiaires de la conférence générale se présente de la manière suivante :

CONSEIL EXÉCUTIF

Pays africains
élus lors de la 35^e session → *Fin de mandat 2013*

Burkina Faso
Djibouti
Kenya
Ghana
République Démocratique du Congo
Zimbabwe
Congo

Pays africains
élus lors de la 34^e session → *Fin de mandat 2011*

Côte d'Ivoire
Madagascar
Niger
Sénégal
République-Unie de Tanzanie
Zambie

COMITÉS, COMMISSIONS ET AUTRES ORGANES SUBSIDIAIRES

Comité juridique

Pays africains
élus lors de la 35^e session → *Fin de mandat 2013*

Kenya
Nigeria

Pays africains
élus lors de la 34^e session → *Fin de mandat 2011*

Burkina Faso
Kenya
Soudan

Comité du Siègle

Pays africains
élus lors de la 35^e session → *Fin de mandat 2013*

Afrique du Sud
Nigeria
Zambie

Pays africains
élus lors de la 34^e session → *Fin de mandat 2011*

Congo
Côte d'Ivoire
Kenya

Commission de conciliation et de bons offices chargée de rechercher la solution des différends qui naîtraient entre États parties à la Convention concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement

aucun

Conseil du Bureau international d'éducation (BIE)

Pays africains
élus lors de la **35^e session** → *Fin de mandat 2013*

Côte d'Ivoire
Ouganda
République-Unie de Tanzanie

Pays africains
élus lors de la **34^e session** → *Fin de mandat 2011*

Cameroun
Mali
Mozambique

Conseil intergouvernemental du Programme Information pour tous (PIPT)

Pays africains
élus lors de la **35^e session** → *Fin de mandat 2013*

Ethiopie
Madagascar
Mali

Pays africains
élus lors de la **34^e session** → *Fin de mandat 2011*

Côte d'Ivoire
Kenya
Nigeria

Conseil international de coordination du Programme sur l'homme et la biosphère (MAB)

Pays africains
élus lors de la **35^e session** → *Fin de mandat 2013*

Bénin
Ethiopie
Nigeria

Pays africains
élus lors de la **34^e session** → *Fin de mandat 2011*

Madagascar
Mali
Togo
Zimbabwe

Conseil intergouvernemental du Programme hydrologique international (PHI)

Pays africains
élus lors de la **35^e session** → *Fin de mandat 2013*

Nigeria
Ouganda

Pays africains
élus lors de la **34^e session** → *Fin de mandat 2011*

Ghana
Kenya
République-Unie de Tanzanie
Sénégal
Soudan

Comité intergouvernemental pour la promotion du retour de biens culturels à leur pays d'origine ou de leur restitution en cas d'appropriation illégale (PRBC)

Pays africains
élus lors de la **35^e session** → *Fin de mandat 2013*

Nigeria
Sénégal

Pays africains
élus lors de la **34^e session** → *Fin de mandat 2011*

Burkina Faso
Niger
Zimbabwe

Comité exécutif de la Campagne internationale pour la création du musée de la Nubie à Assouan et du musée national de la civilisation égyptienne au Caire

Pays africains
élus lors de la **35^e session** → *Fin de mandat 2013*

Sénégal
Soudan

Pays africains
élus lors de la **34^e session** → *Fin de mandat 2011*

Congo
Djibouti
Soudan

Conseil intergouvernemental du Programme international pour le développement de la communication (PIDC)

Pays africains
élus lors de la **35^e session** → *Fin de mandat 2013*
Ouganda
République-Unie de Tanzanie

Pays africains
élus lors de la **34^e session** → *Fin de mandat 2011*
Bénin
Cameroun
Madagascar
Mali
Namibie
Sénégal
Zambie

Conseil intergouvernemental du programme « Gestion des transformations sociales » (MOST)

Pays africains
élus lors de la **35^e session** → *Fin de mandat 2013*
Cameroun
Ethiopie
Nigéria

Pays africains
élus lors de la **34^e session** → *Fin de mandat 2011*
Angola
Bénin
Côte d'Ivoire
Kenya
Mozambique

Comité intergouvernemental de bioéthique (CIGB)

Pays africains
élus lors de la **35^e session** → *Fin de mandat 2013*
Côte d'Ivoire
Ghana
Kenya
Nigéria
Zambie

Pays africains
élus lors de la **34^e session** → *Fin de mandat 2011*
Madagascar
Maurice
Togo

Comité intergouvernemental pour l'éducation physique et le sport (CIGEPS)

Pays africains
élus lors de la **35^e session** → *Fin de mandat 2013*
Mozambique
Nigéria

Pays africains
élus lors de la **34^e session** → *Fin de mandat 2011*
Kenya

Conseil d'administration de l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU)

Pays africains
élus lors de la **35^e session** → *Fin de mandat 2013*
Kenya

Pays africains
élus lors de la **34^e session** → *Fin de mandat 2011*
Ouganda

Comité intergouvernemental du patrimoine mondial (WHC)

Pays africains
élus lors de la **35^e session** → *Fin de mandat 2013*
Afrique du Sud
Ethiopie

Pays africains
élus lors de la **34^e session** → *Fin de mandat 2011*
Nigeria

Comité intergouvernemental de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel

Pays africains
élus lors de la **35^e session** → *Fin de mandat 2012*
Kenya
Niger
Zimbabwe

Pays africains
élus lors de la **34^e session** → *Fin de mandat 2010*
Gabon
Mali
République Centrafricaine

Commission océanographique intergouvernementale (COI)

Pays africains élus lors de la 25^e session de la COI Assemblée, juin 2009

Afrique du Sud
Côte d'Ivoire
Ghana
Kenya
Madagascar
Maurice
Sénégal

Pays africains actuellement membres de la Commission

Afrique du Sud
Angola
Bénin
Cameroun
Cap Vert
Comores
Congo
Côte d'Ivoire
Djibouti
Erythrée
Ethiopie
Gabon
Gambie
Ghana
Guinée
Guinée Bissau
Kenya
Madagascar
Maurice
Mozambique
Namibie
Nigeria
Sénégal
Seychelles
Sierra Leone
Somalie
Soudan
Togo
République-Unie de Tanzanie ■

D. Autres résolutions de la 35^e session de la Conférence générale

La 35^e session de la conférence générale a également été marquée par l'adoption de résolutions importantes, relatives à l'Afrique. Ainsi, en ce qui concerne **la célébration d'anniversaires**, la conférence générale a approuvé 63 anniversaires présentés par les États membres.

Les quatre anniversaires suivants concernent l'Afrique :

- 50^e anniversaire du début de la carrière intellectuelle du professeur Harris Memel-Foté (1930-2008) (Côte d'Ivoire) ;
- 50^e anniversaire de l'Université de Kisangani (République démocratique du Congo) ;
- 50^e anniversaire de la mort de Patrice Emery Lumumba, figure emblématique du panafricanisme (1925-1961) (République démocratique du Congo) ;
- 100^e anniversaire de la naissance d'Alioune Diop, intellectuel sénégalais (1910-1980) (Sénégal).

Le Département Afrique saisit l'occasion pour encourager les États membres africains à soumettre lors de la prochaine session, selon les critères approuvés par les organes directeurs, des propositions afin d'assurer une meilleure répartition géographique.

Par ailleurs, la 35^e conférence générale a **approuvé la création de trois centres de catégorie 2 en Afrique, placés sous l'égide de l'UNESCO**. Il s'agit :

- du Fonds africain du patrimoine mondial (Afrique du Sud) ;
- du Centre régional pour les arts vivants en Afrique à Bobo-Dioulasso (Burkina Faso) ;
- de l'Institut d'Afrique de l'Ouest pour la recherche internationale sur l'intégration régionale et les transformations sociales (Cap vert). ■



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization

Africa
Department

Listening to Africa

Six-monthly Bulletin
of Africa Department
Eighth Issue: May 2010



UNESCO: PASSING THE BATON

Volume 1

Preface by Irina Bokova,
Director-General of UNESCO

The designations employed and the presentation of material throughout this publication do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of UNESCO concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries.

Published by the United Nations Educational,
Scientific and Cultural Organization (UNESCO)
7, place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP, France

© UNESCO 2010
All rights reserved

Photo credit cover: Bob Krasner©UNESCO
Cover and page layout: UNESCO/CLD
Printed by UNESCO/CLD
Printed in France

AFR-2010/WS/1 – CLD 1384.10

Preface

It is a great pleasure for me to preface, for the first time, an issue of the biannual bilingual journal *Listening to Africa*, which is produced by the UNESCO Africa Department.

Its contents highlight the place I wish Africa to take in the Organization's programmes and activities during my term of office.

Giving the continent's needs a higher priority in all the Organization's programmes: that is the commitment I made before the Member States of UNESCO on the occasion of my investiture. Of all the proactive initiatives I intend to undertake in this connection for the benefit of Africa, there is one which will provide the key to many others: our Organization's action to promote education at all levels. This action will be part of a global project and will be supported by the development of scientific and technological activities, and the establishment of links between education and culture – the most effective tools for promoting peace, tolerance and respect for human rights, without which there can be no sustainable development.

My commitment alone, however, cannot produce results without a strong political will to strengthen subregional, regional and international cooperation. On the occasion of my recent official visits, I called for a firm commitment to African development. My participation in the fourteenth Summit of the West African Economic and Monetary Union (WAEMU) (Bamako, Mali, 20 February 2010) and in the meeting of the High-Level Group on Education for All (Addis Ababa, Ethiopia, 23-25 February 2010) also gave me the opportunity to share these convictions and to request the support of the African Heads of State and Government in strengthening cooperation for the benefit of Africa, through the implementation of specific new initiatives.

As I noted on the occasion of my investiture as Director-General of UNESCO, I shall personally ensure that tangible results are achieved in Africa, in all of the Organization's fields of competence.

I would now like to invite you to discover excerpts of my statements and an analysis of the statements delivered by the heads of African delegations at the 35th session of the General Conference. In addition to providing information and visibility, this journal will, I am sure, enable you to assess the place of Africa in the new vision I have proposed to Member States, based, in particular, on solidarity among peoples.



Irina Bokova
Director-General

Contents

Preface by the Director-General	3
I. THE DIRECTOR-GENERAL AT THE 35TH SESSION OF THE GENERAL CONFERENCE AND AT THE EXECUTIVE BOARD	5
■ Address by Ms Irina Bokova on the occasion of her installation as Director-General of UNESCO	6
■ Ms Irina Bokova at the 183 rd session of the Executive Board	10
■ Speech by the Director-General on the occasion of the Information Meeting of the Executive Board	13
II. THE DIRECTOR-GENERAL IN THE FIELD	17
■ Ms Bokova at the Summit of the West African Economic and Monetary Union (Bamako, Mali, 20 February 2010)	18
■ Ms Irina Bokova, on the occasion of the opening of the Ninth Meeting of the High-Level Group on Education for All (Addis Ababa, 23-25 February 2010)	20
III. AFRICA AT THE 35TH SESSION OF THE GENERAL CONFERENCE	23
■ Analysis of the statements made by the heads of African States and heads of African delegations during the general policy debate	24
IV. THE 35TH SESSION OF THE GENERAL CONFERENCE AND AFRICA	27
A. The Africa Department in the Programme and Budget for 2010-2011	28
B. Africa in UNESCO Programmes	32
C. Africa in the committees and organs elected by the General Conference < at its 35 th session	38
D. Other resolutions of the 35 th session of the General Conference	42

I. The Director-General at the 35th session of the General Conference and at the Executive Board

The 35th session of the UNESCO General Conference, held from 6 to 23 October 2009, was marked by the adoption of the new Programme and Budget for 2010-2011 and, in particular, by the election of Ms Irina Bokova as Director-General of UNESCO.

As the first woman to hold this high position, Ms Bokova outlined her vision of the world in her inaugural address and advocated international relations based on equity, humanism and solidarity, particularly through sustainable economic and social development drawing on knowledge, science, innovation and environmental conservation. She also referred to the priority assigned by UNESCO to Africa and to the fresh impetus she intended to give to cooperation with Africa during her term of office.

The following excerpts of statements by the Director-General provide a clear overview of this new vision and reveal the main activities that the Director-General intends to conduct in that connection.

Address by Ms Irina Bokova on the occasion of her installation as Director-General of UNESCO¹

« ... Today, as I stand before you who have entrusted to me the lofty office of Director-General of UNESCO, I solemnly undertake to devote my efforts to serving Member States and their peoples.



Andrew Wheeler@UNESCO

... I am proud to be the first woman at the helm of UNESCO. Successor to nine outstanding leaders, I take my place as the tenth person elected to this lineage. I am resolutely determined to discharge the great responsibilities that have been assigned to me. I shall lead our noble institution with lucidity.

... East, West, North and South: I shall strive to build countless bridges between these parts of the world, all involved in globalization. Indeed, we must be ever on our guard for while globalization brings freedom and has helped millions of people to break free from poverty and absolute poverty, it also bears the inherent danger of imposing uniformity on our world of diversity.

... I now turn toward my predecessor, Mr Koïchiro Matsuura, to whom I wish to pay glowing tribute, joining all those who, at yesterday's magnificent ceremony, expressed their gratitude to him. Mr Matsuura, dear Koïchiro, you invested your energies most remarkably in many endeavours, particularly those major undertakings that will stand as your most important accomplishments (...).

... You understood the urgent need to stand by Africa in its progress towards a better world, and I commit myself to pursue your mission. UNESCO will invest more and more in this venture.

... Finally, you threw all your energies into ensuring the recognition of cultural diversity and the intangible heritage (...)

... Dear friend, dear Koïchiro, I express my deep gratitude and that of the entire UNESCO family for all that you have accomplished. I am sure that you will continue to draw on your unique experience and on your sense of dedication to serve the causes of UNESCO and humanity.

... I know what it means to live in a multicultural, multireligious and multi-ethnic community. I know what respect and tolerance are. Yes, I know what respect for the other means.

... I stand against the theory of the clash of civilizations. I reject it completely. I wish to state clearly, from the outset, what I understand by civilization and what I understand by culture. To my mind, the concept of civilization is embedded in the very principle of human community. The same sap flows through the trunk and the branches of the tree of humanity. Cultures, for their part, are the countless forms of expression that our civilization can take: all cultures flow into the same river, that of human civilization. The theory of the purity of cultures is an illusion. In the long thread of history, cultures have always mingled, enriched and influenced each other. There are no fault lines between cultures, all ready to trigger shocks and conflicts.

... I believe that we are naturally bound by our status as human beings, that we all have the same dreams of happiness and prosperity.

... The commitment to peace is built day after day in the minds of people. It is built through exchange and dialogue. I believe deep down that dialogue among cultures is the most appropriate response to the so-called "clash of civilizations". I shall go even further by saying that I believe in the power of dialogue – dialogue with civil societies, dialogue among cultures, and dialogue through and with the media. There will never be enough dialogue to build peace, and here at UNESCO, we are in the house of dialogue.

... Over time, our cultures have constantly enriched each other through borrowings, transfers and exchanges. Cultures reach over barriers and across oceans.

... We know that such cultural diversity is what makes us rich. It is also our future, a powerful vector of communication

between peoples that makes dialogue possible when there is no other solution, and the pillar, on which the preservation of our heritage rests, whether it be tangible and intangible heritage, languages, the preservation of nature and development.

... For these reasons, I propose the establishment of a High-level Panel on peace and dialogue among cultures. I shall invite eminent persons from the intellectual world to join UNESCO in furthering the debate on culture, tolerance, reconciliation and balance in our own societies and throughout the world.

... Cultural diversity and dialogue among cultures contribute to the emergence of a new humanism in which the global and local are reconciled and through which we learn anew to build our world.

... The year 2009 has been marked by challenges that have affected humanity in an unprecedented manner. The crisis is worldwide in the economic, financial, social and environmental fields and also in the moral and ethical spheres, threatening the achievement of the most important multilateral agenda in existence today: the Millennium Development Goals. Urgent action is needed. Moreover, the most vulnerable countries – African States and Small Island Developing States – have been the hardest hit by the crisis.

We do not all face the crisis on equal footing. Throughout the world, the standard of living of disadvantaged people grows worse in times of crisis. We cannot ignore suffering, in any form, whether in our immediate surroundings or far away. We cannot obliterate the suffering of a humanity to which we all belong.

... I am convinced of the need for global governance, founded on universal ethics, in order to take up these common challenges.

... I propose a new, universal vision, open to the entire human community and embracing each and every continent. I have dubbed this vision a "new humanism". An accomplished person today is one who acknowledges co-existence and equality with others – even those far away and seeks a *modus vivendi* with others. Modern society and current events will take humanism further. World citizens will henceforth care for and respect the other, they will admit that they may not make decisions alone, and will seek agreement and consensus.

I think that humanism is an aspiration to peace, democracy, justice and human rights; it is an aspiration to tolerance, knowledge and the diversity of cultures. It is rooted in ethics and in social and economic responsibility; it is embodied in

assistance for the most vulnerable. Humanism is central to our commitment to take up major common challenges, including respect for the environment.

Respect for fundamental rights, for the dignity of every individual and for diversity, thus a humanity that is mutually supportive and responsible – this is my message. It is also the message of UNESCO, whose role it is to give fresh impetus to solidarity, to bring people together and awaken their conscience.

... The crisis is compelling us to reposition UNESCO around its mission and mandate.

It is indeed showing that, more than ever, UNESCO's ideals form the bedrock of social progress and sustainable human development.

In these circumstances, and in order to advance our ideals, we should reach out to those opinion leaders and decision-makers, in all sectors of activity, at the international, regional and national levels, that are shaping our global economy.

... It is inconceivable that at a time when the governance of our world is being revisited the tasks entrusted to us in the Constitution will not be given their rightful place in the global framework, including in the context of the G8 and the G20.

UNESCO's sphere of influence and powers of persuasion have to expand.

... I will actively seek to forge such strategic alliances and partnerships with groups such as these from the public and private sectors, as well as with international and intergovernmental institutions that can enhance UNESCO's response to the challenges facing humanity.

... UNESCO must be intellectually ambitious, strategic in its choices, forward-looking in its thinking and for ever driven by the idea that there are clear benefits in international cooperation.

... Furthermore, I am firmly convinced that UNESCO has two overarching and intersecting priorities that deserve our undivided attention: Gender Equality and Africa.

... The compounded effects of the multiple crises are jeopardizing decades of hard won development gains in Africa and in terms of gender equality. Our commitment to these two priorities must therefore urgently translate into qualitative gains.

I want to see our energies and resources concentrate on two key missions.

First, given UNESCO's mandate and ethical authority, I expect our Organization to mobilize public opinion on these issues and raise public accountability for development results.

... Second, I intend to ensure that UNESCO re-focuses its existing programmes on the specific issues that can positively impact on gender equality and Africa, notably small islands developing States (SIDS).

Finally, I will make sure we advance these causes by mobilizing the full range of UNESCO's know-how, convening power, networks and partnerships, at the international, regional and national levels.

I am deeply committed to ensuring that Africa is effectively treated as a global priority for the Organization.

I therefore look forward to continued collaborations with the African Union as well as other regional organizations, mechanisms and initiatives, including the regional and global financial institutions.

We must strengthen our initiatives in this region, notably those supporting teachers, quality education and universal access to HIV/AIDS education.

In all regions, and especially in sub-Saharan Africa, education and lifelong learning are essential to equip learners with the necessary skills to overcome poverty, to build knowledge-based societies and to foster sustainable development and lifestyles.

Today, especially in the wake of the crisis, we need a stronger emphasis on knowledge-based investments in Africa, but also in the other regions, linking education even more to the world of work, in particular through teacher training and professional development, technical and vocational education and training, and higher education, as well as science education, research, technology, innovation and science policies.

On all these matters, I will make sure that we achieve tangible results.

... UNESCO could launch an international campaign for increased budget allocations to programming for secondary education for girls in all regions, and in sub-Saharan Africa, southern Asia and Oceania, a campaign for tertiary education.

... UNESCO developed three core initiatives – the Teacher Training Initiative for Sub-Saharan Africa (TISSA), the HIV/AIDS Education Initiative (EDUCAIDS) and the Literacy Initiative for Empowerment (LIFE) – as well as the Decade for Education for Sustainable Development (DESD), the United Nations Decade for Literacy (UNLD) and the new strategy for technical, vocational education and training (TVET).

All is in place. UNESCO must now develop and forcefully advocate a more coherent and holistic vision of education; a vision that integrates the many dimensions of quality education, in both formal and non-formal settings, from primary to higher levels, throughout life, including technical vocational education and training, as well as the other initiatives it has developed.

UNESCO must in tandem accompany Member States in their efforts to achieve the EFA Goals and targets, building on South-South and North-South-South cooperation and the fruitful exchange of good practices among countries.

I will unremittingly advocate increased funding for education, together with Member States whose responsibility it is to support education.

With equal resolve, and at the highest levels of government and global governance, I will advocate for an increase of the share of Official Development Assistance going to education.

... I am fully committed to science. I am convinced that UNESCO should become a lead agency in science, as it is in education. I intend to establish a High-level Scientific Panel under my authority, composed of eminent persons such as Nobel laureates and winners of other scientific prizes, to reflect on UNESCO's role in today's major scientific issues.

As the environmentalist Wangari Maathai, the first African woman to receive the Nobel Peace Prize has said: *“there can be no peace without equitable development; and there can be no development without sustainable management of the environment in a democratic and peaceful space.”*

In taking this holistic approach, UNESCO must help Member States even more to strengthen national science, technology and innovation policies.

... Science is the solution to the many challenges that UNESCO must take up urgently, namely biodiversity, climate change, disaster mitigation, natural resource management, water management, sustainable development and pandemics. To those ends, we must base our action, *inter alia*, on the World Network of Biosphere Reserves, as these sites are both models of sustainable development and can be used to monitor the effects of climate change.

... UNESCO's contribution to the United Nations reform process will be a priority for me.

... Together we will make a difference in supporting Member States to attain their development priorities and the internationally agreed development goals.

... My objective will be to strengthen programmatic coherence of action beyond the traditional United Nations development system, creating new partnerships and alliances, and exploring possibilities for mobilizing resources, in an innovative way, at a larger scale for UNESCO's strategic priorities». ■

Ms Irina Bokova at the 183rd session of the Executive Board¹

The vision advocated by the Director-General of a more united, humane world was also emphasized in the statement she made at the 183rd session of the Executive Board on 23 November 2009. On that occasion, Ms Bokova also reaffirmed the support which UNESCO would provide to Africa during her term of office, particularly through the strengthening of close and constant contact with the African Union and the development of multilateral initiatives.

« ... With our fields of competence in education, culture, natural science, social and human sciences, communication and information, combined with our two priorities – gender equality and Africa – we are in a unique position in the multilateral arena, in order:

- first, to assist in harnessing globalization more in the service of humanity and sustainable development and in attaining internationally recognized development objectives, in particular the Millennium Development Goals;
- second, to make a difference internationally, and at the national level in particular, through effective high-quality activities in our fields of competence, in which we must play an international leadership role;
- third, to refine our unique role in the multilateral system, as an Organization that promotes and facilitates dialogue among decision-makers, scientists, the academic world, intellectuals, members of civil society, journalists, spiritual leaders and many others; this must have a definite impact on the overriding goal of our Constitution, which is to construct the defences of peace in the minds of men and women;
- fourth, to continue to contribute fully to the reform of the United Nations, in particular at the country level, in order to highlight our capability to meet the Member States' priorities and demands.

Our strength, dear friends, lies in our legitimacy (as there are now 193 Member States and Associate Members, we have nearly attained universality) and in our capacity to respond to the great challenges of our times in an interdisciplinary manner. This makes it possible for us to work in a different way and to make a constructive contribution to the pursuit of a means to overcome the crises that the world faces on so many fronts – economic, social, financial, humanitarian and ethical, in addition to the climate, food and energy crises.

... **Africa** and gender equality are the Organization's two integrated priorities, as provided for in the Medium-Term Strategy, most convincingly I must say, for 2008-2013 (document 34 C/4). I shall be unwaveringly committed to promoting these priorities and to taking concrete results-based action in furtherance of these two priorities – in our five major programmes.

In regard to Priority **Africa**, I shall endeavour to achieve interaction and close and constant contact with the African Union and with African leaders and partners in order to ensure that the specific action we take is linked more effectively, in all programme sectors, to their objectives.

It is also of prime importance for UNESCO to be given a more active role and to redefine its position, while reasserting the leading role that it has played for several decades, in the dialogue among cultures, on which the culture of peace is founded. At its last session, the General Conference reaffirmed the central role of the culture of peace.

... In my address on 23 October 2009, I proposed to establish a high-level panel on peace and dialogue among cultures. It will be composed of eminent persons and will be set the task of joining forces with UNESCO in furthering the debate on culture, tolerance, reconciliation and greater respect for diversity in our societies and throughout the world. Pluralism is the precondition for mutual understanding, and peoples must act in solidarity in our great world.

Our first and foremost challenge is to continue our endeavours to promote **education**, which is the priority of all UNESCO priorities.

... The Education Commission of the General Conference has strongly approved the education programme contained in document 35 C/5, which lays emphasis on our action in the neediest countries and on literacy teaching, teachers, qualifications and planning – which are all key pillars for building education for all.

... The next EFA Global Monitoring Report, which I shall launch jointly with the Secretary-General of the United Nations, Mr Ban Ki-moon, in New York on 19 January 2010, will deal with the ways and means of reaching marginalized groups and will lay special emphasis on EFA funding and resources. It will be an opportunity to highlight the urgent need to reach marginalized people and to increase funding for education in the wake of the economic crisis.

... In the **natural sciences**, (...) there is no doubt for me that UNESCO has something special to offer in these areas. We must stay ahead and provide Member States with the quality services and support they rightly expect from us.

... Our ability to contribute to action by Member States to cope with, mitigate and adapt to climate change and its

consequences will determine our future role in many science fields.

... In the area of sciences, I also announced in my investiture speech that I intend to form a High-Level Scientific Panel to advise on UNESCO's role in today's major scientific issues and in science policy. Drawing on the advice of top-notch and ennobled scientific coriphea should allow UNESCO to place science at the centre of our efforts and help us to contribute to poverty eradication, sustainable development and, as a priority, respond to the needs of Africa.

... The **social and human sciences** are, on the one hand, the hub for the ethics of science and technology, in particular bioethics. On the other hand, the rapid change affecting our societies poses the question of how we respond to these new and pressing challenges.

... The work of MOST will be crucial to help reinforce research-policy linkages on a number of social science issues and to provide advice to policy-makers in all regions.

... In the field of **culture**, UNESCO is second to none in the United Nations system. The recent release of the UNESCO World Report on "Investing in Cultural Diversity and Intercultural



Patrick Lagès@UNESCO

Dialogue” has once again highlighted how much we can contribute to the intellectual discourse among Member States and the world community and policy development.

Culture and development is increasingly recognized as a pivotal field, including the precious work by creative industries to which we should pay more attention in our deliberations.

... UNESCO, as I have already said, has a distinct role to play in peace-building and reconciliation, which we must uphold and strengthen. We must continue to build bridges (as UNESCO has done in Mostar), to unite people that have been separated because of ethnic, religious or cultural differences and to do so through education, the sciences, culture, communication and information. The goal of promoting mutual understanding, tolerance and a culture of peace should be the light that guides us in all of our endeavours.

... The building of inclusive **knowledge societies** is an abiding challenge, necessitating a major contribution by all Programme Sectors addressing as they do various aspects of knowledge: access to knowledge, knowledge generation, knowledge sharing and dissemination.

... In line with the commitment that I made to all of you during my pre-election campaign, I shall be a Director-General who will listen to all Member States, whether big or small, whether prosperous or struggling to achieve development.

... My top priority is undoubtedly yours: to be an effective, respected Organization with a forceful voice on the global stage and in countries. I have heard the concerns of our Member States. They will be guiding principles in my reforms and initiatives. We will be present where the needs are greatest – in **Africa**, Small Island Developing States, post-conflict countries but also where large educational disparities prevail; where biodiversity, cultures and languages are endangered; where freedom of expression is curtailed. »



Michel Ravassard©UNESCO

Speech by the Director-General on the occasion of the Information Meeting of the Executive Board¹

In order to give effect to the priority she intends to give Africa, the Director-General has decided to establish a task force on *Priority Africa*, with a view to improving its impact, effectiveness and visibility. The task force will also be responsible for finding ways of mobilizing resources for Africa.

...Now let me turn to Haiti (...) I am proud of the strong role UNESCO has been playing in education since the disaster struck. As you know, the Minister of Education and his team are working out of the UNESCO premises. This week, the emergency education cluster, bringing together 12 organisations, met at the UNESCO office. We are at the heart of the education response and we intend to lead the response in the field of culture. Initiatives are currently being prepared for the immediate, post-emergency rescue phase.

The top priority remains external fund mobilization for the Flash Appeal. Our requirements now stand at \$1.9 million for three projects: reactivation of emergency schooling; emergency support to national education authorities and psycho-social support through UNESCO Teacher Training.

UNESCO is also focusing on the cultural dimension of reconstruction. We have a mission in Haiti at the moment working very closely with Haitian authorities to assess damage to the country's tangible and intangible heritage.

...You will recall that the major goal of the Year 2010 is to highlight the beneficial impact of cultural diversity, while recognizing the importance of the continuous transfers and exchanges among cultures. The UNESCO World Report, *Investing in Cultural Diversity and Intercultural Dialogue*, published in October 2009, focuses on this theme, which is reflected in many different approaches, thus opening up new lines of enquiry...

... I have mobilized all programme sectors, including field offices, in order to ensure both a worldwide and interdisciplinary implementation of the Year... It will also be on the occasion of the launching of the International Year for the Rapprochement of Cultures that the first meeting of the High-Level Panel on Peace and Dialogue among Cultures will be held.

1. Paris, 4 February 2010

C5 and overall reform intentions



In this process, a leading concern has been to verify that Africa and gender equality - our cross-cutting priorities - are integrated across all activities through relevant, quality interventions. We must make real advances - for Africa and for girls and women in all spheres of life.

... I also attach particular importance to increasing support to Small Island and Developing States, and Least Developed Countries, a concern raised by Bangladesh.

... The second track that will contribute new ideas and practical proposals, in order to inform eventual changes in structure, are the four Task Forces that I set up. These have been running since 15 January. I am personally chairing them with the assistance of coordinators.

... One focuses on optimizing UNESCO's operations. It covers field operations, debureaucratizing our procedures, improving management practices and human resource policies. Two Task Forces are devoted to our priority areas, Africa and Gender Quality. In each case the aim is to increase impact, effectiveness and visibility. The last Task Force will explore new ideas for partnerships and the mobilization of extra-budgetary resources - crucial for achieving our ambitions.

... The Education for All Global Monitoring Report provides a global and comparative picture of progress.

... The latest calculations, which include data for 128 countries, find that 66 countries - six more than in 2006 - have either achieved the four most quantifiable education for all goals or are close to doing so. A further 36 countries, are in an intermediate position while 30 countries, the majority of which are in sub-Saharan Africa, are far from achieving education for all goals.

... Literacy for Development will be the theme of the next E-9 Ministerial Review Meeting in Nigeria this June. I expect this meeting to result in a commitment to scale up literacy programs through concrete follow-up actions and strengthened cooperation and I intend to participate in this debate.

... UNESCO decided to open an antenna office in Ouagadougou that will be staffed by an education national program officer.

The profile of this post is being discussed with the Government of Burkina Faso and could include a specific expertise in literacy. UNESCO stands ready to support Burkina Faso in all its efforts to accelerate progress towards literacy, a key for women's empowerment and reducing extreme poverty.

... UNESCO's Centres and Institutes make a significant contribution to our programmes.

UNESCO is not in a position to fund activities of Category 2 Centres from regular programme funds. But in line with a strategy adopted by the last General Conference, the Organization may contract Category 2 institutes and centres to implement programme activities.

... The erosion of biodiversity is as big a global challenge as climate change... Teaching and learning materials on biodiversity will be widely distributed, both through the Associated Schools Network and UNESCO Clubs.

... Encouraging scientific scholarship and research is partly the vocation of the African Virtual Campus, a key component of our activities to implement the African Union's Consolidated Plan of Action. Cote d'Ivoire has expressed concern about its future. This Virtual Campus, established through extra-budgetary funding, has led to the establishment of e-learning centres in four West African countries. Although further expansion is constrained due to lack of funds, we are committed to continuing the capacity-building aspects of the project. In the meantime, the Science Sector has submitted project proposals to fund the extension of the Campus to the European Commission and the African Development Bank. I will pursue this when I visit the European Commission on 17 February, and make every effort to stress the value of this project and its contribution to Africa's scientific development.

... Since the Forum was established in 2007, UNESCO has provided constant support for the implementation and funding of its activities. The sum of \$190,400 has been allocated for the operation of the Forum during the current financial period. UNESCO has also increased contacts in order to raise additional funds and it encourages all members of the Forum to do likewise.

... I am pleased to inform you that UNESCO has drawn the attention of the European Union, which has shown a great deal of interest in the Forum's activities and has substantial funds for allocation to the Horn of Africa.

... In regard to the Regional Research and Documentation Centre on Women, Gender and Peace Building in the Great Lakes

Region, I am pleased to inform you that the centre, based in Kinshasa, in the Democratic Republic of the Congo, already has premises and a skeleton staff made available on a provisional basis. An operating budget has also been proposed by the host country. The consultation of the 14 States of the Great Lakes Region, held in order to finalize the proposal for the launching and the status of the centre, is drawing to a close. This proposal will be submitted to the Executive Board at its 184th session.

... A growing number of our activities work across sectors and this was the main reason for setting up intersectoral platforms. The platform approach has proven value and I will do my best to enhance it further. They offer a mechanism that is enabling us to work more effectively and coherently.

... We have begun taking a critical look at the effectiveness of the twelve platforms established during the 2008-2009 biennium. It has concluded that while these platforms were successful at encouraging a dialogue and a cross-fertilization of ideas among colleagues, they were not securing effective high-level buy-in and results.

In the circumstances I will consider several options. I will propose that we improve the effectiveness of our work across sectors and in collaboration between Headquarters and field offices and category I and II Centres. One option is to reduce the total number of thematic platforms, selectively focusing on three or four that can most effectively serve our priorities.

... I am convinced that strengthening South-South cooperation is a key to advancing the right to education. UNESCO has taken steps to raise the visibility of the South-South Cooperation Fund in Education. »



Michel Ravassard@UNESCO

II. The Director-General in the Field

Just three months after taking up her duties at the head of the Organization, the Director-General of UNESCO is already listening to Africa. Ms Irina Bokova participated as a special guest in the fourteenth Summit of the West African Economic and Monetary Union (WAEMU), which was held in Bamako, Mali, on 20 February 2010, and was attended by Their Excellencies the Presidents of Benin, Burkina Faso, Guinea-Bissau, Mali, Senegal and Togo, and the representative of the President of Côte d'Ivoire.

Ms Bokova also paid an official visit to Addis Ababa while participating in the Ninth Meeting of the High-Level Group on Education for All (EFA) (23-25 February 2010).

These visits demonstrate the Director-General's firm commitment to placing special emphasis on the African continent, by devoting more energy and resources to it during her term of office. The following excerpts of statements made by the Director-General on these occasions further confirm Ms Bokova's commitments with regard to Africa.



The Director-General and the President of Mali



The Director-General and the President of the WAEMU Commission



The Director-General and the President of the AU Commission

Ms Bokova at the Summit of the West African Economic and Monetary Union¹

“... This is my very first visit to **sub-Saharan Africa** since Member States – meaning you! – elected me as Director-General of UNESCO. My excitement is as great as the importance I attach to this trip. I would like to share with you my convictions and full commitment to the ideals of this “house of dialogue”, UNESCO. I will place particular emphasis on education, science and culture, which in my opinion are key to development.

The Director-General is welcomed by UNESCO Clubs



The Director-General and the President of Mali

... I will advocate in favour of education, science and culture everyday if necessary and particularly at the end of this year, at the United Nations Headquarters in New York, during the Millennium Development Goals Summit. You can count on me.

... Today, my great challenge – our great challenge – is to turn this unfavourable international context into an opportunity to move forward with determination.

... Faced with the danger of identity retrenchment, the marginalization of the most vulnerable communities, and the widespread and persistent idea that the only response to contemporary problems is economic, we have the opportunity to bring to the fore “a new humanism”. What will make all this possible is education.

... Much progress has been made. Milestones have been reached to enable access of all to quality education. We owe this success to proactive policies and bold measures which have made education the top priority. In particular, I have in mind the decision to introduce free education in Benin and Togo, among other countries. I am also referring to the substantial increase in State budgets allocated to education. More than 30% in Mali and Senegal! This is a remarkable investment in the future, but it was not an easy decision.

... In terms of education, you still have a fundamental role to play. Not only by making this sector a priority in your policies, but also by strongly supporting these priorities at the international level. I am referring to ... the Millennium Development Goals.

... Rest assured, UNESCO intends more than ever to encourage and support the efforts of its Member States to promote education from primary school to university. Furthermore, it is to that end that I will co-chair on Monday a meeting of the High-Level Group on Education for All (EFA) in Addis Ababa. I will be alongside Mr Jean Ping, Chairperson of the African Union Commission and His Excellency Mr Meles Zenawi, Prime

1. Bamako, Mali, 20 February 2010

Minister of Ethiopia. This meeting will highlight once more the importance of translating the international community's education commitments into action.

... We are gratified at the partnership undertaken with your subregional organization in the field of training and higher education. In that regard, I have taken note of the West African Economic and Monetary Union's wish, expressed in October 2009, to further cooperation between our institutions. In particular, by supporting reforms aimed at harmonizing higher education and ensuring the quality and equivalence of diplomas.

... With these goals: facilitating academic mobility, assessing centres of excellence, creating a structured higher education network and lastly, drafting common policies in the subregion. Our concern is the constant improvement of education systems.

... In the same vein, UNESCO commends and encourages the initiative of His Excellency President Wade and the African Union Commission to create a pan-African university. Eventually, this university could spearhead better regional integration promoted through knowledge, research and knowledge sharing.

... I believe that the development of quality higher education is the only way to fuel high-level scientific research and encourage the necessary technological innovations. Science and innovation must be placed at the centre of the debate on international development action. This will be a priority during my term of office.

... As for culture, I will also urge all of our partners to accord better recognition of the role of science in development.

... **Africa** is confronted with the sad problem of brain drain. The best among your driving forces sometimes leave to work in Europe or the United States. Our "Brain Gain Initiative" programme consists in providing African researchers with better access to global scientific and computer networks. It should enable them to work with experts the world over and access the latest web applications and the most recent databases, while remaining in **Africa**.

... Culture is not among the Millennium Development Goals. However, I intend to relaunch discussions on the fundamental relationship between culture and development.

... The different festivals held in your respective capitals in honour of dance, cinema, theatre, photography, the visual arts and crafts make your region a superb showcase where the relationship between culture, the living arts and development is evident.

... All cultural industries have a role to play in paving the way to a better future, since culture is essential for ensuring the cohesion of the social fabric. They illustrate all the wealth that **Africa** has to offer the world. They guarantee the vitality of creative forces.

... Intercultural dialogue is the answer to all forms of intolerance. It is the message which must be conveyed during this International Year for the Rapprochement of Cultures.

... Culture is the tool which will enable a harmonious society to be built, based on the knowledge of others, tolerance, mutual understanding, respect of rights and human dignity. UNESCO thus recognises the value of the contribution of the African Academy of Languages – ACALAN – for the promotion of national languages in teaching. Cultural diversity is our greatest treasure.

... As you know, **Africa** is one of UNESCO's priorities. During my term of office at the head of this Organization, I firmly intend to give fresh impetus to our action in this direction. I have already set up a "working group" which is drawing on the expertise of the Secretariat to give me new ideas on how to improve the impact, visibility and effectiveness of our cooperation with countries of the African continent. I am expecting an assessment of the current situation as well as proposals to make "Priority Africa" more visible in our activities.

... I am determined to find ways to respond more effectively to requests made by African countries and the African Union. In particular with regard to countries which have experienced conflict or natural disaster. Our goal is to optimize our methods.

... Economic communities are essential pillars for the regional integration process. They are pre-eminent partners for UNESCO. They relay the priorities of their Member States to the Organization. They contribute to developing common actions, initiating new activities and making assessments and adjustments when necessary. The multiple challenges with which the world in general and **Africa** in particular are confronted make this flexibility and solidarity essential."

Ms Irina Bokova, on the occasion of the opening of the Ninth Meeting of the High-Level Group on Education for All (Addis Ababa, 23-25 February 2010)

... Education is and will remain my top priority. I am determined to reaffirm UNESCO's international leadership and to influence the global agenda in this area.



Meeting with the Prime Minister
of Ethiopia



Meeting with the Head of State
of Ethiopia

"... Let me reiterate that the two themes of this conference are "Impact of the financial and economic crisis on education" and "Marginalization and inclusion in education" are extremely important. While focusing on these themes, I wish to take this opportunity to share with you my broader vision concerning the priority areas where attention is urgently needed to meet the EFA goals and the education-related Millennium Development Goals (MDGs) in the next five years.

... Education is and will remain my top priority. I am determined to reaffirm UNESCO's international leadership and to influence the global agenda in this area.

... We meet ten years after the World Education Forum in Dakar, which set out six key goals to be achieved by 2015. Undeniable progress has since been made. More children are enrolled in formal primary education than at any time before in history. Progress towards the education-related Millennium Development Goals (MDGs) has been real thanks to the efforts, and sometimes the sacrifices, made by the countries themselves with support from the international development partners. Nonetheless, as demonstrated by the EFA Global Monitoring Report, the world remains far from achieving EFA goals by 2015.

... We also meet at a momentous time, nearly six months before the MDG high-level summit which will take place in September 2010. The outcome of our deliberations will provide critical input to this process.

... In many countries access has been substantially improved. However, in critical areas of EFA we are falling behind. It is estimated that there are still 72 million children who are out of school, of whom 54% are girls, and that 759 million youth and adults do not have basic literacy skills, two-thirds of whom are women. Moreover, recent research emphasizes that access is still inequitable due to a range of compounded factors, including poverty, gender, disability, conflict, rural location, urban slums, ethnic and linguistic minorities, and natural disasters such as the one we have recently witnessed in Haiti.

... Hence, a new impetus is needed to support Member States to redress these persistent inequalities which can only be dealt with through broad and inclusive approaches. I trust that we all agree that equity is a challenge for all countries. Therefore I call on all EFA partners to promote policies that will reflect this broad view of equity and inclusion in education.

... In the next five years concerted efforts should be given to this broad quality agenda for EFA. However, many countries lack the practical tools to systematically diagnose quality challenges in their education systems, and to develop targeted interventions.

UNESCO stands ready to lead this effort in collaboration with other EFA partners.

... I am happy to announce that I will launch a flagship initiative to address climate change through education within the framework of the United Nations Decade of Education for Sustainable Development (2005-2014) for which UNESCO is lead agency.

... UNESCO has organized, in the past year-and-a-half, a series of debates and policy dialogues on education for inclusion in Geneva, on higher education in Paris, on education for sustainable development in Bonn and on adult learning and literacy in Belem. The World Conference on Early Childhood Care and Education is scheduled for September 2010 in Moscow. Throughout these consultations, there has been a remarkable degree of consensus that progress in these areas is crucial for reaching the six Dakar goals. The conclusions of these conferences are already being applied to inform the sector strategies and work programmes at UNESCO.

... We have often heard that the Fast-Track Initiative (FTI) is a disappointment. The recent mid-term evaluation of this financial instrument has indicated some troubling deficiencies. Indeed, the evaluation calls for reforms, in particular for engaging the partnership more broadly under government leadership and ownership, for strengthening country capacity in educational policy, planning and implementation, and for a robust results-based monitoring and evaluation framework. In a recent meeting with World Bank colleagues, I made it clear that we at UNESCO are making our own assessment of this process and will take these recommendations very seriously. We will also make proposals to become more actively involved in this process. I am personally convinced that UNESCO can bring much to FTI through the strengthening of governments' capacity to design and implement their education sector programmes.

... The key to reaching EFA goals is national leadership, national commitment, and national ownership. It is therefore the responsibility of countries to determine their own path to achieving the EFA goals. External assistance should support this process, particularly by helping countries to design the right policies, to find the right policy mix for themselves, and to build to that end national capacities. UNESCO stands ready to assist, including through the action of its International Institute for Educational Planning (IIEP), UNESCO Institute for Statistics (UIS), International Bureau of Education (IBE) and UNESCO Institute for Lifelong Learning (UIL).

... The Ethiopian Minister of Education and I laid the corner-stone to the new building of the International Institute for Capacity-Building in Africa. This symbolizes the firm commitment to

capacity-building in Africa, both on the part of UNESCO, and on that of the Ethiopian Government.

... Since taking office, I have advocated greater concrete support to education within international development initiatives. I have made the case for this with the United Nations, Secretary-General Ban Ki-moon, with the head of the International Monetary Fund, Dominique Strauss-Kahn, with UNDP's Administrator Helen Clark, with United States Secretary of State Hillary Rodham Clinton, and with numerous Heads of State, including in Bamako a few days ago.

... Last month in New York, I launched the 2010 Education for All Global Monitoring Report with the United Nations Secretary-General. I intend to take this message to the G-20 summit and to the MDG high-level event later this year. I am also glad to report that the Secretary-General has agreed to my request to place EFA and education more generally on the agenda of the United Nations Chief Executives Board (CEB).

... We should also recognize the necessity of better coordination at international as well as regional and national levels to ensure that the action of all EFA partners is coherent and cohesive.

... In this regard, the assessment of the pilot experience of United Nations reform at country level will provide important insights for the future. Regardless of the outcome, it is my conviction that agencies and international financial institutions ought to participate in earnest in improving system-wide coherence at country level. UNESCO is committed to taking its own responsibilities in this process.

... It is significant that we are meeting in Africa, a priority region for UNESCO and for the United Nations system. Ten years ago, the six education goals were adopted in Dakar, Senegal. Africa has embraced these goals with passion. There are today 42 million more children in primary schools across Africa, compared to 2000. Girls have strongly benefited and adult literacy rates have doubled, even tripled in some cases. Here in Ethiopia, considerable progress has been recorded in recent years and I would like to congratulate the Ethiopian Government for its commitment in this area.

... Across the continent, there are governments that have set the example by abolishing school fees, building classrooms, training and retaining teachers, introducing mother tongue teaching and mobilizing community and religious leaders around the value of education.

... They are largely due to strong political commitment and the right policy choices. They have shown us the path to success. The international community must be present to support them."

III. Africa at the 35th session of the General Conference

Analysis of the statements made by the heads of African States and heads of African delegations during the general policy debate¹

At the plenary meetings of the General Conference, held from 7 to 10 October 2009, 164 (out of 193) Member States and two Associate Members took part in the general policy debate.

This session of the General Conference was honoured by the presence of **four special guests – four Presidents of the Republic**: H.E. Mr Ismaïl Omar Guelleh, President of the Republic of Djibouti, H.E. Mr Abdoulaye Wade, President of the Republic of Senegal, H.E. Mr James Alix Michel, President of the Republic of Seychelles, and H.E. Dr Amani Abeid Karume, President of Zanzibar.

A total of 37 (out of 45) sub-Saharan countries were represented and took the floor.

Generally, the heads of African delegations expressed their appreciation of the policy and reforms undertaken by the former Director-General during his term of office, which enhanced the actions, visibility and effectiveness of UNESCO in African Member States. They warmly welcomed the election of Ms Bokova as Director-General of UNESCO and voiced their support for the actions she intended to spearhead, notably for the respect of values advocated by UNESCO and the reinforcement of international solidarity. They invited the new Director-General to continue and expand the reforms under way within the Organization, particularly in terms of decentralization, sharing of expertise and the readjustment of administrative resources in favour of programmes.

The vast majority of African delegations confirmed their support for the lines of emphasis of the Medium-Term Strategy for 2008-2013 and the main lines of the Draft Programme and Budget for 2010-2011, submitted to the 35th session of the General Conference for approval. The delegation heads appealed to UNESCO and the international community to strengthen solidarity among nations in order to address the large-scale economic, financial, food and environmental crises which arose in the 2008-2009 biennium, further weakening the countries of Africa, particularly their social sectors.

African Member States fervently reiterated their support for the Organization's two global priorities: **Africa** and **gender**

equality. Support was given by virtually all African delegations, but also by delegations from other regions, to the Priority Africa Platform, and to the maintenance and strengthening of cooperation with African regional and subregional organizations in all of UNESCO's fields of competence.

Some African States called for far greater account to be taken of the needs of small island developing States and young people and of the challenges they had to meet, as the former were confronted with greater vulnerability to the challenges and threats of climate change and environmental disaster, and African young people faced the problem of unemployment.

The African delegations supported the proposals of the different programme sectors.

In the field of education, African participants emphasized **education** at all levels (in particular literacy, teacher training, technical and vocational education and HIV/AIDS preventive education).

Given the present context, several countries requested greater support for education in Africa and argued in favour of maintaining public development assistance funds even in spite of the financial crisis. Initiatives developed in support of Education for All (EFA), such as the Teacher Training Initiative for Sub-Saharan Africa (TTISSA), the Literacy Initiative for Empowerment (LIFE), the Global Initiative on Education and HIV & AIDS (EDUCAIDS), Education for Sustainable Development (ESD) and others, received strong endorsement and support from African Member States. Particular concern was voiced with regard to higher education and the brain drain problem. The role of education as a vector of values such as tolerance was repeatedly mentioned by African delegations.

An overwhelming majority of heads of African delegations restated their countries' commitment to do everything in their power to achieve the Millennium Development Goals in UNESCO's fields of competence, and in particular Education for All by 2015.

With regard to **natural sciences**, participants commended the setting up of virtual campuses in many African countries and invited the Organization to extend this initiative to other countries. The enhancement of programmes and scientific and technical infrastructure and the promotion of science were encouraged, in particular with a view to implementing the African Union Consolidated Plan of Action for Science and Technology. The African Member States called for the strengthening of the Organization's activities concerning

1. The excerpts of the statements by heads of African delegations are included in the second volume of this review.

climate change and the preservation of the environment and ecosystems.

In the field of **social and human sciences**, delegations commended the fight to eradicate poverty, the cornerstone of UNESCO's mandate, with a view to building human societies that make human rights, dignity and equal opportunity a top priority. Most African States underlined investment in sport as an element of social cohesion. They also expressed their appreciation for the Management of Social Transformations Programme (MOST) and UNESCO activities promoting the culture of peace and human rights in Africa.

With regard to **culture**, African Member States highlighted the constructive actions conducted by UNESCO in Africa in terms of the preservation, promotion and safeguarding of the tangible and intangible cultural heritage.

The importance of intercultural and interfaith dialogue was repeatedly pointed out, and several African States pleaded for substantive involvement on the part of UNESCO in the International Year for the Rapprochement of Cultures 2010.

The cross-cutting dimension of culture in all of UNESCO's fields of competence was also mentioned. Most African States highlighted the relationship between education and culture as well as the role which the Organization must continue to play in that regard, for the strengthening of social cohesion, cooperation and mutual respect. Most of the heads of African delegations also appealed for UNESCO support for the development of cultural industries, the creation of category 2 centres in the field of culture in Africa and the promotion of cultural tourism and places of memory.

In the field of **communication and information**, heads of African delegations reiterated their countries' commitment to freedom of expression, press freedom, media pluralism, and the free flow of ideas and information. They commended the activities aimed at training African journalists, and called on the Organization to combat the digital divide and to play an important role in the transfer of information and communication technology (ICT) and knowledge. The importance of the International Programme for the Development of Communication (IPDC) for Africa was pointed out by almost all of the African delegates.

African Member States were gratified with UNESCO actions in post-conflict or post-disaster situations in Africa and appealed for them to be enhanced in collaboration with the other United Nations agencies and programmes. Portuguese-speaking countries supported Brazil's proposal concerning the use of Portuguese as an official language of UNESCO.

IV. The 35th Session of the General Conference and Africa

the 35th session of the General Conference approved the budget allocated to the Africa Department as well as the key role which the Department should continue to play as a framework for the coordination and follow-up of all issues concerning Africa. During this session, in which the membership of the Executive Board, committees and organs was renewed, the General Conference also approved the sectoral programmes for Africa.

A. The Africa Department in the Programme and Budget for 2010-2011

The following texts, excerpts of resolutions of the General Conference, highlight the role and missions of the **Africa Department** and the intersectoral cooperation mechanism provided by the Priority Africa Platform.

Coordination and monitoring of action to benefit Africa

Unit responsible: Africa Department (AFR)

The Africa Department (AFR) is the focal point for all questions relating to Africa, and is responsible for advising the Director-General thereon. It has responsibilities both as a central service and with regard to the programme. Its principal missions are to:

- work to strengthen cooperation between the Organization and its African Member States, both individually and jointly, through the African Union (AU) and the Regional Economic Communities (RECs);
- ensure that the AU and the New Partnership for Africa's Development (NEPAD) priorities, including MDG-related needs, are taken into account in the Organization's fields of competence;
- monitor the implementation of the Africa programme and progress made in achieving the medium term objectives identified for Africa through a distinct coordinating and monitoring mechanism;
- help countries in post-crisis and post-conflict or post-disaster reconstruction situations to meet their needs in UNESCO's fields of competence, in particular through the Programme of Education for Emergencies and Reconstruction (PEER);
- ensure intersectoral coordination of initiatives relating to cross-cutting issues and themes concerning Africa, and its subregions through the intersectoral platform Priority Africa.

In its efforts to promote, coordinate and monitor action for Africa, the Department will promote an intersectoral and interdisciplinary approach that will draw on the exigencies of regional integration articulated by the African Union, including through its programme, the New Partnership for Africa's Development (NEPAD) and subregional organizations. Special attention will be given to mobilizing UNESCO's contribution to the implementation of AU/NEPAD sectoral action plans on education, culture, science and technology, environment, and its frameworks of action for youth and women. The Department will also see to it that the recommendations of the UNESCO Committee for NEPAD and of the Forum of the Regional and Sub-Regional African Organisations in support of cooperation

between UNESCO and NEPAD (FOSRASUN) are taken into account in UNESCO's activities.

The Department will support the development and implementation of programmes to benefit Africa aimed at building institutional capacities and developing human resources and skills. In this regard, special attention will be paid to strengthening intersectoral cooperation and inter-agency coordination (with the Commission of the African Union, the Regional Economic Communities (RECs), the Regional Integration Organizations (RIOs) and so on).

As gender equality is central to the achievement of the Millennium Development Goals, the building of women's capacities in all of UNESCO's fields of action will also be promoted. Furthermore, the Department will promote and support the development of networks and centres of excellence subregionally and regionally through specialized institutions such as the UNESCO International Institute for Capacity-Building in Africa (IICBA) – a category 1 institute, the International Centre for Girls' and Women's Education in Africa (CIEFFA) and other centres/institutes under UNESCO auspices (category 2), the School of African Heritage (EPA) and the African Academy of Languages (ACALAN), thus contributing to regional integration. To this end, the Department will also promote systematic support for regional initiatives and events (FESPACO, FESMAN, FESPAM, FESPAD, FESPA, FIMA, FITHEB, MASA, SIAO and others) as factors of integration. Special attention will be paid to building the capacities of regional organizations and specialized African agencies responsible for coordinating AU/NEPAD programmes at continental and regional levels.

The Department will represent the Organization within the United Nations Regional Coordination Mechanism in order to support the implementation of the AU/NEPAD programme and will pay particular attention to the coordination of thematic groups for which UNESCO has responsibility, within the framework of the United Nations "Delivering as One" initiative.

The Department will also facilitate UNESCO's participation in joint programming exercises in the field with United Nations teams and other international development partners, if need be.

As international support is crucial to the achievement of AU/NEPAD objectives, even though primary responsibility rests with African Member States, the Department will also foster and advocate greater involvement by multilateral, bilateral and private stakeholders in all of the Organization's activities in Africa. Use of the cooperation and partnership frameworks established by African States with Asia, Latin America and the European Union will be encouraged, as will

broader participation by civil society and non-governmental organizations (NGOs) in existing or future partnerships. The Department will also support efforts to strengthen Africa's relations with its Diaspora, in particular, efforts to strengthen the Diaspora's scientific, intellectual and artistic contribution to the development of the continent.

In regard to the Organization's support for African countries in post-crisis and post-conflict or post disaster situations, the Department will coordinate the Organization's initiatives and the work of task forces established by the Director-General and will follow up their recommendations. It will participate in the work of the intersectoral platform for support to countries in post-conflict and post-disaster situations and ensure that the specific needs of the continent are taken into account. It will coordinate situation assessment and will supervise the Organization's response while ensuring harmony with the AU's framework of action for post-conflict reconstruction and development and relevant decisions by the AU and its Peace and Security Council (PSC). To ensure consistency and complementarity in the action taken by the various partners in the field, the Department will also coordinate UNESCO's action with that of other United Nations system agencies. The PEER Programme will be provided with greater resources in order to improve its response to the continent's growing needs for emergency education, in close cooperation with the Regional Bureau for Education in Africa (BREDA).

In addition to its role as lead unit and coordinator of the Priority Africa intersectoral platform, the Department will ensure that Africa's priority is taken into account in the various intersectoral platforms.

Lastly, the Department will endeavour, in cooperation with the Secretariat as a whole, both at Headquarters and in the field, to make the Organization's action to benefit Africa more visible, including for the general public.

The intersectoral platform Priority Africa - Coordinating and monitoring the Plan of Action to benefit Africa

Priority Africa, the regionally oriented intersectoral platform, is designed to play a key part in driving forward support for the African subregional and regional integration process and for activities contributing to regional integration in the Organization's fields of competence. During the 2008-2009 biennium, the Platform's strategies, bodies, working methods, scope and activities were established and gradually adapted.

The Platform will enter its operational phase in 2010-2011 and will aim to: (i) provide, as a frame of reference for its action, the decisions and governance texts of the African Union (AU) and Regional Economic Communities (RECs) as regards the promotion of regional integration in UNESCO's various fields of competence, in particular the Plan of Action for the Second Decade of Education for Africa (2006-2015); Africa's Science and Technology Consolidated Plan of Action and the Plan of Action for Cultural Industries in Africa; and decisions on the links between education and culture, peace and security, and the environment; and (ii) create conditions for an optimal implementation of the commitments made by the Organization to African bodies with regard to each of the above-mentioned texts/decisions.

To this end it shall ensure, in terms of programme and budget, the mobilization of programme sectors and external partners and the involvement of the relevant African bodies for activities that are highly conducive to the design and sustainable construction of regional integration. The Priority Africa platform should thus play a role in supporting existing activities, in giving momentum to new activities and in identifying projects that might be launched by the programme sectors. The Executive Board itself, in 179 EX/Decision 16 (II and III), has accordingly assigned to the platform a role in the follow-up to decisions on the extension of the African continental shelf and on the Regional Post-Graduate Training School on Integrated Management of Tropical Forests and Lands (ERAIFT).

Accordingly, the platform shall:

- in the field of **education**, attach particular importance to the Second Decade of Education for Africa with the threefold aim of: (i) providing better training for more teachers; (ii) reducing the number of illiterates; and (iii) strengthening/establishing centres of excellence/UNESCO Chairs, particularly in areas that are of strategic importance for the development of Africa;
- in the field of **culture**, contribute to the second phase of the General History of Africa and to the achievement of new areas of emphasis in the Slave Route project through the production of school textbooks, educational materials, an atlas and maps illustrating Africa's contributions to the civilization of humanity, respectively; it shall likewise promote the potential of cultural and creative industries in terms of convergences and social and economic integration;
- in the field of the **sciences**, encourage to the mobilization and participation of African bodies and stakeholders, external partners and field offices in Africa in implementing the following three sustainable flagship projects: (i) capacity-building in science policy, so that the largest possible number of African States may have at their disposal a strategic framework for their scientific development and the local expertise required for its implementation; (ii) science and engineering education designed to ensure that a critical mass of scientists emerges in Africa, as required for its scientific "take-off"; and (iii) the virtual campus network established to offset the lack of science teachers by providing distance education through the networking of virtual centres on the continent;
- in regard to the **environment**, participate (i) in the institutional, educational and geographical strengthening of ERAIFT and (ii) in introducing and developing inter-university networks that provide education and services in coastal expertise and support requests for the extension of the African continental shelf;
- in regard to the consolidation of peace and preventive management, provide support, in particular, for the forum for a future of peace in the Horn of Africa through research activities and the introduction of mechanisms for preventive peace management.

The Programme and budget approved for 2010-2011

The General Conference

1. **Authorizes** the Director-General

(a) to implement the plan of action, ensuring the consistency and complementarity of efforts to benefit Africa through a coordinating and monitoring mechanism, in order to:

- (i) strengthen relations with African Member States, in particular through their Permanent Delegations and National Commissions, as well as through appropriate bodies of the African Union (AU), with a view to responding to their priority needs;
- (ii) support the development and monitor the implementation of strategies for strengthening cooperation with African Member States, aimed in particular at meeting the commitments of Education for All (EFA) and other regional commitments and achieving the United Nations Millennium Development Goals (MDGs) relating to the Organization's various fields of competence;
- (iii) ensure that the priorities identified by the African Union, in particular by its New Partnership for Africa's Development (NEPAD), which constitutes for the United Nations system as a whole a special framework for cooperation with the African Union, are taken into account in the Organization's planning and programming processes;
- (iv) contribute actively to the process of subregional and regional integration in UNESCO's fields of competence;
- (v) promote cooperation and partnership with African Member States and mobilize multilateral and bilateral development assistance mechanisms, as well as the private sector;
- (vi) lead and coordinate UNESCO's efforts in Africa to assist countries in post-crisis and postconflict or post-disaster reconstruction situations, in particular by strengthening the action of the Programme of Education for Emergencies and Reconstruction (PEER);

(vii) serve as focal point for all questions relating to Africa and ensure the visibility of UNESCO's action in Africa;

(b) to allocate for this purpose an amount of \$1,044,400 for activity costs and \$3,631,900 for staff costs;

2. **Requests** the Director-General to report periodically to the governing bodies, in statutory reports, on the achievement of the following expected results:

- development of relations with African Member States strengthened, in particular through their Permanent Delegations and National Commissions, groups of African Member States within UNESCO, the United Nations and the African Union, and joint commissions involving the Commission of the African Union, Regional Economic Communities (RECs) and regional integration organizations (RIOs);
- African Member States' development priorities relating to the Organization's various fields of competence, in particular AU/NEPAD sectoral plans of action, reflected in UNESCO's programming, as well as in joint programming of the United Nations system at the country level;
- new partnerships with multilateral and bilateral organizations, and with the private sector established and implemented;
- assistance provided for the conduct of joint activities with United Nations partners, notably With the Office of the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR) and African Regional organizations in all post-crisis African countries at their request, in particular through the Programme of Education for Emergencies and Reconstruction (PEER);
- action coordinated, interaction and communication improved between UNESCO Headquarters, field offices in Africa and the UNESCO National Commissions in Africa;
- visibility of the Organization's action to benefit Africa increased;

3. **Further requests** the Director-General to report periodically in the same statutory reports on measures taken to optimize the use of resources in the implementation of programme activities, including travel, contractual services and publications.

B. Africa in UNESCO programmes

The General Conference voted for Africa as a whole to remain a major priority during the 2010-2011 biennium for the Organization, which will address the needs of the continent in its five fields of competence. The following boxes show how this priority will be pursued by the programme sectors.

Education



Glenna Gordon@UNESCO

In 2010-2011, UNESCO will significantly step up its support to education in Africa. Approximately one third of the regular programme budget for activities³ will be decentralized to the region, clearly demonstrating its priority status. In order to give a strong boost to the achievement of the EFA goals and education-related MDGs in African countries most in need, UNESCO will concentrate its resources for the continent on 12 (out of a total of 20 globally) "target" countries. Taken together, these "target" countries will receive US \$3.6 million from the regular programme as well as an estimated US \$10 million from extrabudgetary sources. Measures will also be taken to strengthen staff capacity in offices in charge of delivering support to the 12 "target" countries.

In addition to this increased financial and human resources support, UNESCO's programmes in education for the biennium have been designed in such a way as to concentrate support around challenges faced by Africa. The work undertaken by the Organization's field offices in Africa, under the coordination of the Regional Bureau for Education in Africa (BREDA) in Dakar, will therefore be supplemented by the global activities, overall guidance and technical backstopping delivered by Headquarters as well as by significant contributions from the six education institutes and UNESCO Institute for Statistics in their respective areas of expertise. A strengthened IICBA under the programme coordination of BREDA will play a key role in implementing the

Teaching Training Initiative for sub-Saharan Africa (TTISSA). In addition, South-South cooperation will be a key modality for developing capacity and mobilizing resources.

At the same time, UNESCO will continue to accompany African Member States in implementing the Plan of Action (POA) for the Second Decade of Education for Africa (2006-2015). In this regard, the Organization will use its partnerships with the African Union Commission, Regional Economic Communities (RECs) and development partners to promote evidence-based policy dialogue and recommendations. Through its work with the Association for the Development of Education in Africa (ADEA), the African Development Bank, the World Bank and other development partner agencies including civil society organizations, UNESCO will further support and coordinate cooperation at the regional and subregional levels for the realization of country priorities and response to the global and regional development agendas.

As one of the main strategic entry points for addressing the region's education priorities and needs as articulated in the Plan of Action for the Second Decade, UNESCO will concentrate on sector analysis and planning, including the development of education management information systems (EMIS); the Basic Education in Africa Programme (BEAP); and teacher development policy through TTISSA. Other priorities for the region will include the Literacy Initiative for Empowerment (LIFE), technical and vocational education and training, HIV and AIDS education, and higher education.

Natural Sciences

MP II actions in Africa will have three strategic thrusts: creating an enabling environment to allow science and technology to flourish; building human resource capacity

in science, engineering and technology; and facilitating the application of scientific knowledge to address the problems of poverty and environmental degradation. To these ends, all actions in the region will include technical assistance for policy formulation or review, and human resource capacity-building. MP II actions will address, at a strategic level, both collective regional priorities as well as national challenges.

At the regional level, the identification of priorities has been guided by several documents, including the African Union (AU) Consolidated Plan of Action (CPA) for Science and Technology and the AU Environmental Action Plan. UNESCO's Plan of Action for assisting the AU with the implementation of the CPA will focus its actions in the selected flagship areas of science policy, science education and the further expansion of the African Virtual Campus (AVC). At the country level, UNESCO has identified national priorities from planning and policy documents such as the UNDAFs and the poverty reduction strategy papers.

In the field of STI policy, UNESCO will continue assisting African Member States to formulate or review evidence-based national STI policies that draw on indigenous and traditional knowledge, integrating them into national policies for sustainable development. This work began in 2008-2009 with support to nearly 20 African countries and will continue in 2010-2011 with the objective of providing STI policy advice to all countries in sub-Saharan Africa by the end of the Medium-Term Strategy period. In recognition of UNESCO's contribution over the past year to implement the CPA, UNESCO was nominated a member of the Steering Committee of the African Ministerial Council on Science and Technology (AMCOST), the body which defines the agenda for S&T of the AU within the framework of the CPA. UNESCO is also the convener of the United Nations S&T Cluster, an inter-agency group established in 2003 to coordinate the efforts of 13 United Nations agencies working in Africa. These strategic partnerships give UNESCO enhanced authority and leverage for providing STI policy advice.



An example of highlighting the value of indigenous knowledge as it relates to sustainable development, biodiversity conservation and disaster preparedness is the planned research and publication on women's ethno-botanical and traditional medicinal knowledge in the Mascarene Islands.

Through the International Basic Sciences Programme (IBSP) and in the framework of science education and of dissemination of scientific information, regional and national capacities for the scientific knowledge base in HIV and AIDS and related topics of priority to Africa will be strengthened. A major programme of support to development of the basic sciences and biotechnology in Africa is planned through development of regional networking and training focused on centres in Africa. One of the biggest obstacles to S&T education is the lack of qualified teachers. UNESCO's AVC aims to hurdle this obstacle and meet the needs of countries by providing necessary pedagogical training for science teachers through e-learning and up-to-date science education curriculum material, in cooperation with partners well-established in open and distance learning.

Enhancing national capacities and promoting best practices and policies for promoting large-scale use of sustainable and renewable energy in Africa will be emphasized. Priority will be given to capacity-building and development of cooperation through the African Chapter of the Global Renewable Energy Education and Training Programme. Support also will be given to the promotion of alternative and renewable energy policies, management and conservation to translate them into national development plans as well as to share best practices and experiences, and identify centres of excellence to serve as catalysts in the region.

Building scientific capacity in Africa is one of the highest priorities of the ICTP programmes and ongoing initiatives will include support to affiliated centres, research training programmes, and workshops, schools and conferences in physics and mathematics. ICTP has also initiated a series of workshops and schools in the areas of nanoscience and materials science with the aim of identifying or creating critical masses of scientists in these disciplines, across sub-Saharan Africa.

ICTP will continue admitting African students and researchers, including through the Diploma Programme in Basic Physics which is only open to students from sub-Saharan Africa. ICTP intends to conduct three specific projects linked to the Science and Technology CPA set out by the AU Commission and NEPAD: (i) to create a Pan-African network in climate modelling to identify African end-user groups and address their needs (e.g. agriculture, water resources, health), natural

disaster mitigation programmes in East Africa and air pollution monitoring systems in Ghana; (ii) develop an advanced wireless network in collaboration with local engineers and technologists, provide capabilities in climate impact modelling and physics applications, enhance exchange and coordination between students and young researchers within the African Laser, Atomic, Molecular and Optical Sciences Network (LAM), develop programmes based on the use of small ion accelerators; and (iii) enhance scientific capacity in areas critical to sustainable development by providing practical training and research in basic and applied sciences including education, renewable energy, environment monitoring and control, soil physics and medical physics.

With respect to freshwater, a range of initiatives will be pursued to help strengthen capacities for the management of transboundary water resources and those of African IHP National Committees and regional organizations. Specific programme priorities include the assessment of the state of groundwater resources in Africa. The use of scientific knowledge to assess the impacts of climate change in the region will also be supported by a number of projects, such as IHP GRAPHIC project, which will conduct an assessment of the impacts of climate change on groundwater resources in different climatic zones in Africa and develop methodologies for adaptation and mitigation measures. Database facilities will be built at the category 2 Regional Centre for Shared Aquifer Resources Management in Tripoli, Libya, on African shared aquifers, and in the framework of the International Shared Aquifer Resources management project the assessment of transboundary aquifers will be conducted in Western and Eastern Africa and in the SADC region. Activities to enhance water resources management will be developed, in particular in urban areas. Case studies will be compiled on groundwater and human security, enhancing the role of groundwater in strategies for flood and drought mitigation. Particular focus will be given to strengthening cooperation with the UNESCO Chairs on water resources in Africa. GWADI, the network on arid zones, will be further strengthened and extended.

UNESCO-IHE will contribute to addressing the water-related capacity-building needs of African countries, notably through postgraduate research by African students focusing on local problems. The strategy of the institute is to create and strengthen indigenous capacities in water education, training and research through partnerships with institutions from the African continent. In 2010-2011, UNESCO-IHE will provide support to two important knowledge networks in Africa: WaterNet, a network of over 30 universities and research centres in Southern Africa cooperating on the theme of Integrated Water Resources Management, and the Nile Basin

Capacity-Building Network for River Engineering, a network which enjoys active participation in research and training of institutions in all ten Nile riparian countries. Through bilateral partnerships, UNESCO-IHE will also develop and assist in the implementation of Masters programmes in Rwanda, Ethiopia, Ghana and Kenya. In the Lake Victoria region, UNESCO-IHE will implement a series of training in Utilities Management and Urban Catchment Management. In addition to these actions on the ground, in Delft an estimated 150 African water professionals will matriculate at the Masters and 10 at Ph.D. level. Capacity-building efforts for using biosphere reserves as learning sites for sustainable development in West Africa will be further enhanced, and the same will be done in the Congo Basin, while active links to ERAIFT as a Centre of Excellence will be pursued. South-South cooperation between ERAIFT and partners in the Amazon and Asian tropics will be promoted for knowledge sharing in minimizing biodiversity loss, mitigating and adapting to climate change and improving human well-being in the context of UN-wide initiatives such as UN-REDD and UNEP-UNESCO GRASP.

As a follow-up to the International Year of Planet Earth, UNESCO will contribute to the revitalization of Earth sciences education through the harmonization and improvement of geoscience curricula in African universities. Support will also be provided to regional networks as a strategy to end isolation of geoscientists and to strengthen indigenous capacity to improve geoscience research, monitoring of land use and changes, understanding of climate variability, geohazard prevention and mineral resource exploration. Furthermore the new initiative will, in cooperation with GEO-GEOSS and in particular the SEVIR-Africa project, improve Earth system science data collection and integration as a basis for improved development planning and adaptation to climate change. IOC will continue with the implementation of GOOS-Africa as a contribution to the CPA on Science and Technology, and the Plan of Action on Environment and Climate Change of the AU/NEPAD. The Ocean Data and Information Network for Africa (ODINAFRICA) will continue to promote the sustainable management of marine and coastal resources, as well as reducing the risks of ocean-related hazards, based on sound scientific knowledge. This will be achieved by strengthening the pan-African network of National Oceanographic Data Centres, and marine-related institutions, as a sustained mechanism for application of data, information and products in marine and coastal management in Africa. IOC will also continue to examine the shoreline changes due to climate change and the human dimension of those changes in West Africa.

Remongine@UNESCO



Human Sciences

Major Programme III will continue addressing global priority Africa through focused activities in each MLA. Within the MOST programme, emphasis will be put on the building of MOST National Committees and the involvement of UNESCO Chairs and national and regional research networks. Support will be provided to African Member States to review their national research systems in view of their contribution, also taking into account any implications resulting from the current crisis on poverty eradication and sustainable development.

Subregional forums of ministers of social development will be organized. A pilot application of the MOST online research tool for national use will be implemented in cooperation with the Human Sciences Research Council of South Africa. The Council will also be among UNESCO's strategic partners for the publishing of the International Social Science Journal. Research policy dialogues will be organized in the area of regional integration and social transformations using results of research supported by UNESCO in West Africa and East Africa. The main thrust of Major Programme III in the field of youth in Africa will be youth empowerment with three strategic objectives: youth participation in policy development, entrepreneurship and regional integration through support to the consolidation of youth networks. Support of women's study and documentation will focus on the Great Lakes Region. Within the Coalition of African Cities against Racism and Discrimination, special emphasis will be put on the fight against HIV/AIDS-related stigma and discrimination. In the area of ethics of science and technology, the priority is translated into three main capacity-building projects: the expansion of GEObs databases 2, 3 and 4 will focus on African countries; the mapping of ethics teaching in Africa will be completed, thus allowing enhanced networking of specialists in the continent; and particular emphasis on the establishment of new bioethics committees and on ensuring that coordination, empowerment and monitoring mechanisms for the committees will be established during the biennium.

Culture



With respect to global priority Africa, special assistance will be provided to the continent to enhance the implementation of the Conventions in the field of culture, notably the 1972, 2003 and 2005 Conventions. Emphasis will be placed on a selected number of subregional priority areas with a view to increasing impact and visibility. Particular attention will be paid to the promotion of languages and multilingualism. In the field of cultural and creative industries, policy advice and capacity-building will be strengthened to foster the emergence of local, viable markets and to enhance access to international networks, notably in the music, craft and textile industry sectors.

As regards intercultural dialogue and social cohesion, renewed efforts will be deployed to respond to the needs of the continent so as to keep alive its collective memory as regards the colonial past and the independence movement through the revitalization of the Slave Route project and the pursuit of the African Liberation Heritage programme. A specific strategy is also envisaged for African post-conflict countries, addressing, in

particular, the question of illicit trafficking and looting of cultural property, the rehabilitation of destroyed natural and cultural sites and dialogue for reconciliation and peace. Efforts will also be directed towards strengthening the sociocultural approach to HIV/AIDS prevention and care by the local communities, notably in the framework of United Nations joint programmes.

Renewed efforts towards regional integration will also be made to strengthen the cooperation and strategic partnerships between UNESCO and African regional and subregional organizations.

This focuses, in particular, on the African Union and its NEPAD through the newly established AU Sub-Cluster on Culture and Sports in the framework of the Regional Consultation Mechanism of United Nations system organizations. It also involves the annual technical cooperation planning meetings on culture with the Southern African Development Community (SADC).

Communication and Information

UNESCO's action in the area of communication and information in Africa is based on the outcomes of the World Summit on the Information Society, priorities of the African Union and NEPAD, including the African Regional Action Plan on the Knowledge Economy (ARAKPE) aimed at building a region fully benefiting from ICT services and applications by 2015, and the "Roadmap for Media Development in Africa", adopted in Burkina Faso in September 2008. In this context, action will seek to: (i) promote freedom of expression and information by supporting the establishment of media laws and regulatory frameworks; (ii) provide advice for the formulation of policies and strategies for fostering access to information as well as media and infostructures development; and (iii) strengthen capacity building, especially at the institutional level.

Concerning media development, the Programme will focus on three main challenges: expanding opportunities for free, independent and pluralistic media as a platform for democratic discourse; fostering citizens' participation in decision-making processes and development initiatives; and encouraging the adoption of ethical and professional standards in journalism while upgrading the capacities of training institutions to offer high quality media training and journalism education.

Addressing the first challenge requires the availability of media, which reflect people's concerns, and through which citizens can seek and share information in order to make informed decisions. To this end, support will be provided, particularly through the IPDC, to initiatives aimed at building a pluralist media landscape, including community media. Building on the results of the Community Multimedia Centres (CMC) programme in previous biennia in Africa, mainly in Mali, Mozambique and Senegal, the Organization will continue to foster community radio and CMC as catalysing tools for information and knowledge acquisition and sharing, learning, inclusive participation in development and self-expression. Efforts to improve the quality of journalism training will be based on the criteria for institutional excellence established in 2008 and UNESCO's model curricula on journalism education.

In the field of information, action will focus on fostering ICT applications for enhancing quality and impact of teaching and learning processes, including through the establishment of virtual universities, as well as on extending the use of ICTs to improve access to content, especially in local languages for



Serge Daniel@UNESCO

marginalized and disadvantaged communities and those with special needs.

Emphasis will be given to access to information in support of sustainable development and poverty eradication. The preservation and dissemination of African documentary heritage will constitute another priority area and will be fostered through awareness-raising campaigns within the framework of the Memory of the World Programme.

In conflict and post-conflict situations, support will be provided for the development of media and infostructures to restore and consolidate democracy, sustainable peace and stability. Special attention will be given in this context to the Great Lakes Region, where UNESCO, along with the African Union, will continue efforts to emphasize the importance of media for fostering peace, dialogue and mutual understanding. This will be in line with inter alia the "Dar-es-Salaam Declaration on Peace, Security, Democracy and Development in the Great Lakes Region" (2004), the "Protocol on Management of Information and Communication" (December 2006) and the "Pact on Security, Stability and Development of the Great Lakes Region" (2006).

C. Africa in the committees and organs elected by the General Conference at its 35th session

The General Conference is required, at each ordinary session, to elect Member States to be Members of the Executive Board or of the different committees, commissions and subsidiary organs, in accordance with their Rules of Procedure or respective statutes.

Following this General Conference, African representation within the Executive Board and subsidiary organs of the General Conference was as follows:

EXECUTIVE BOARD

African Countries elected during the **35th session** of the General Conference → *End of mandate 2013*

Burkina Faso
Djibouti
Kenya
Ghana
Democratic Republic of the Congo
Zimbabwe
Congo

African Countries elected during the **34th session** of the General Conference → *End of mandate 2011*

Côte d'Ivoire
Madagascar
Niger
Senegal
United Republic of Tanzania
Zambia

SUBSIDIARY ORGANS OF THE GENERAL CONFERENCE

Legal Committee

African Countries elected during the **35th session** of the General Conference → *End of mandate 2013*

Kenya
Nigeria

African Countries elected during the **34th session** of the General Conference → *End of mandate 2011*

Burkina Faso
Kenya
Sudan

Headquarters Committee

African Countries elected during the **35th session** of the General Conference → *End of mandate 2013*

South Africa
Nigeria
Zambia

African Countries elected during the **34th session** of the General Conference → *End of mandate 2011*

Congo
Côte d'Ivoire
Kenya

Conciliation and Good Offices Commission Responsible for Seeking the Settlement of any Disputes which May Arise between Countries Parties to the Convention against Discrimination in Education

-

Council of the UNESCO International Bureau of Education (IBE)

African Countries elected during the **35th session** of the General Conference → *End of mandate 2013*

Côte d'Ivoire
Uganda
United Republic of Tanzania

African Countries elected during the **34th session** of the General Conference → *End of mandate 2011*

Cameroon
Mali
Mozambique

Intergovernmental Council for the Information for All Programme (IFAP)

African Countries elected during the **35th session** of the General Conference → *End of mandate 2013*

Ethiopia
Madagascar
Mali

African Countries elected during the **34th session** of the General Conference → *End of mandate 2011*

Côte d'Ivoire
Kenya
Nigeria

International Coordinating Council of the Programme on Man and the Biosphere (MAB)

African Countries elected during the **35th session** of the General Conference → *End of mandate 2013*

Benin
Ethiopia
Nigeria

African Countries elected during the **34th session** of the General Conference → *End of mandate 2011*

Madagascar
Mali
Togo
Zimbabwe

Intergovernmental Council of the International Hydrological Programme (IHP)

African Countries elected during the **35th session** of the General Conference → *End of mandate 2013*

Nigeria
Uganda

African Countries elected during the **34th session** of the General Conference → *End of mandate 2011*

Ghana
Kenya
United Republic of Tanzania
Senegal
Sudan

Intergovernmental Committee for Promoting Return of Cultural Property to its Countries of Origin or its Restitution in Case of Illicit Appropriation (ICPRCP)

African Countries elected during the **35th session** of the General Conference → *End of mandate 2013*

Nigeria
Senegal

African Countries elected during the **34th session** of the General Conference → *End of mandate 2011*

Burkina Faso
Niger
Zimbabwe

Executive Committee for the International Campaign for the Establishment of the Nubia Museum in Aswan and the National Museum of Egyptian Civilization in Cairo

African Countries elected during the **35th session** of the General Conference → *End of mandate 2013*

Senegal
Sudan

African Countries elected during the **34th session** of the General Conference → *End of mandate 2011*

Congo
Djibouti
Sudan

Intergovernmental Council of the International Programme for the Development of Communication (IPDC)

African Countries elected during the **35th session** of the General Conference → *End of mandate 2013*

Uganda
United Republic of Tanzania

African Countries elected during the **34th session** of the General Conference → *End of mandate 2011*

Benin
Cameroon
Madagascar
Mali
Namibia
Senegal
Zambia

Intergovernmental Council of the Management of Social Transformations (MOST) Programme

African Countries elected during the **35th session** of the General Conference → *End of mandate 2013*

Cameroon
Ethiopia
Nigeria

African Countries elected during the **34th session** of the General Conference → *End of mandate 2011*

Angola
Benin
Côte d'Ivoire
Kenya
Mozambique

Intergovernmental Bioethics Committee (IGBC)

African Countries elected during the **35th session** of the General Conference → *End of mandate 2013*

Côte d'Ivoire
Ghana
Kenya
Nigeria
Zambia

African Countries elected during the **34th session** of the General Conference → *End of mandate 2011*

Madagascar
Mauritius
Togo

Intergovernmental Committee for Physical Education and Sport (CIGEPS)

African Countries elected during the **35th session** of the General Conference → *End of mandate 2013*

Mozambique
Nigeria

African Countries elected during the **34th session** of the General Conference → *End of mandate 2011*

Kenya

Governing Board of the UNESCO Institute of Statistics (UIS)

African Countries elected during the **35th session** of the General Conference → *End of mandate 2013*

Kenya

African Countries elected during the **34th session** of the General Conference → *End of mandate 2011*

Uganda

World heritage Committee (WHC)

African Countries elected during the **35th session** of the General Conference → *End of mandate 2013*

South Africa
Ethiopia

African Countries elected during the **34th session** of the General Conference → *End of mandate 2011*

Nigeria

Intergovernmental Committee for the Safeguarding of Intangible Cultural Heritage

African Countries elected during the **35th session** of the General Conference → *End of mandate 2012*

Kenya
Niger
Zimbabwe

African Countries elected during the **34th session** of the General Conference → *End of mandate 2010*

Central African Republic
Gabon
Mali

Intergovernmental oceanographic Commission (IOC)

Pays africains élus lors de la 25^e session de la COI Assemblée, juin 2009

Côte d'Ivoire
Ghana
Kenya
Madagascar
Mauritius
Senegal
South Africa

Pays africains actuellement membres de la Commission

Angola
Benin
Cameroon
Cap Vert
Comoros
Congo
Côte d'Ivoire
Djibouti
Eritrea
Ethiopia
Gabon
Gambia
Ghana
Guinea
Guinea Bissau
Kenya
Madagascar
Mauritius
Mozambique
Namibia
Nigeria
Senegal
Seychelles
Sierra Leone
Somalia
South Africa
Sudan
Togo
United Republic of Tanzania ■

D. Other resolutions of the 35th session of the General Conference

The 35th session of the General Conference was also marked by the adoption of important resolutions relating to Africa. For example, with regard to the celebration of anniversaries, the General Conference approved 63 anniversaries submitted by Member States. The following four anniversaries concern Africa:

- 50th anniversary of the start of the intellectual career of Professor Harris Memel-Foté (1930-2008) (Côte d'Ivoire);
- 50th anniversary of the University of Kisangani (Democratic Republic of the Congo);
- 50th anniversary of the death of Patrice Emery Lumumba, symbol of pan-Africanism (1925-1961) (Democratic Republic of the Congo);
- 100th anniversary of the birth of Alioune Diop, Senegalese intellectual (1910-1990) (Senegal);

The Africa Department takes the opportunity to encourage African Member States to submit at the next session, according to the criteria approved by the governing bodies, proposals to ensure an improved geographical distribution.

Furthermore, at its 35th session, the General Conference approved the establishment of three category 2 centres in Africa, under the auspices of UNESCO. These are:

- The African World Heritage Fund (AWHF), in South Africa
- The Regional Centre for the Living Arts in Africa (CREAF) in Bobo-Dioulasso, Burkina Faso
- The West Africa institute for international research on regional integration and social transformations, in Praia, Cape Verde,



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Département
Afrique

À l'écoute de l'Afrique

Bulletin semestriel
du Département Afrique

Huitième numéro : mai 2010



UNESCO: LA PASSATION DE TÉMOIN

Volume 2

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent, de la part de l'Organisation, aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Publié par l'Organisation des Nations Unies
pour l'éducation, la science et de la culture (UNESCO)
7, place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP, France

© UNESCO 2010
Tous droits réservés

Crédit photographique couverture : Bob Krasner©UNESCO
Création graphique et mise en page : UNESCO/CLD
Imprimé par UNESCO/CLD
Imprimé en France

AFR-2010/WS/1 – CLD 1384.10

Editorial

Au moment où les Etats membres de l'Organisation viennent de confier la direction de l'UNESCO à Madame Irina Bokova, je suis heureux de vous présenter le volume 2 du 8^e bulletin semestriel de la revue *À l'Écoute de l'Afrique*.

Le premier volume, préfacé par la Directrice générale, met en exergue les orientations générales de l'UNESCO en faveur de l'Afrique dans son nouveau mandat. Le second volume vise quant à lui à souligner les aspirations particulières portées par les Chefs de délégations africaines à la 35^e session de la conférence générale, en ce qui concerne les programmes et budget pour 2010-2011, les priorités globales de l'Organisation, les réformes mises en œuvre ainsi que les questions relatives aux secteurs de programme de l'UNESCO.

Au regard du contexte actuel, marqué par la crise économique et financière, les extraits des interventions de Chefs de délégations africaines à cette session reflètent les défis majeurs que l'Afrique doit aujourd'hui relever. A ce titre, les Chefs de délégations africaines ont particulièrement insisté sur la nécessité de préserver les investissements dans les secteurs sociaux, notamment dans le domaine de l'éducation.

Je puis vous assurer, que le message a été entendu par la Directrice générale de l'UNESCO. Lors de ses récentes interventions, Mme Irina Bokova s'est en effet montrée prête à soutenir les efforts nationaux, mais également sous-régionaux et régionaux, pour accompagner l'Afrique dans la gestion de ses défis et de ses mutations, en coopération avec les autres institutions et agences du système des Nations Unies.

Je ne doute pas que l'appel lancé par les Chefs de délégations africaines à l'UNESCO et à ses partenaires portera ses fruits.

Bonne lecture à toutes et à tous.

Nouréini TIDJANI-SERPOS
Sous-Directeur général
Département Afrique

Sommaire

Extraits des interventions des Chefs d'Etat d'Afrique et Chefs des Délégations africaines
à la 35^e session de la conférence générale

CHEFS D'ETAT DES PAYS AFRICAINS 5

- S. E. M. Ismaïl Omar Guelleh,
Président de la République de **DJIBOUTI** 6
- S. E. Maître Abdoulaye Wade,
Président de la République du **SÉNÉGAL** 7
- S. E. M. James Alix Michel,
Président de la République des **SEYCHELLES** 8
- S. E. Dr. Amani Abeid Karume,
Président de **ZANZIBAR** 9

CHEFS DES DÉLÉGATIONS AFRICAINES 11

Afrique du Sud 12	Maurice 24
Angola 12	Mozambique 25
Bénin 13	Namibie 25
Burkina Faso 13	Niger 26
Burundi 14	Nigéria 27
Cameroun 15	Ouganda 27
Comores 15	République Centrafricaine 28
Congo 15	République Démocratique du Congo 29
Côte d'Ivoire 16	République Unie de Tanzanie 30
Djibouti 17	Rwanda 30
Éthiopie 18	Sénégal 31
Gabon 18	Sierra Leone 31
Gambie 19	Somalie 32
Ghana 20	Soudan 32
Guinée 20	Swaziland 33
Kenya 21	Tchad 33
Lesotho 21	Togo 34
Malawi 22	Zambie 35
Madagascar 23	Zimbabwe 35
Mali 23	

CHEFS D'ÉTAT DES PAYS AFRICAINS

DJIBOUTI

S.E.M. Ismaïl Omar Guelleh
Président de la République

« ... Je suis très sensible au grand honneur qui m'est fait de m'adresser, pour la première fois, à votre éminente assemblée à l'occasion de cette 35^e Conférence générale de l'UNESCO (...).

... Permettez-moi, ici, de rendre un hommage particulièrement appuyé à M. Matsuura dont la mission à la tête de l'UNESCO vient de s'achever, pour son dévouement et pour le travail remarquable accompli tout au long de ses deux mandats.

... Je tiens également à profiter de cette occasion pour féliciter Mme Irina Bokova pour son élection à la tête de cette Noble Organisation (...).

... Si j'ai le bonheur d'être parmi vous aujourd'hui, c'est pour ajouter ma voix à celles des hommes et des femmes qui ont la conviction profonde que *« les guerres prennent naissance dans l'esprit des hommes, et c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix »*. Et *« qu'une paix fondée sur les seuls accords économiques et politiques des gouvernements ne saurait entraîner l'adhésion unanime, durable et sincère des peuples et que, par conséquent cette paix doit être établie sur les fondements de la solidarité morale et intellectuelle de l'humanité »*.

... L'UNESCO, grâce à la bonne conduite et à la détermination des dirigeants qui se sont succédés à sa tête et ce, malgré les difficultés qui ont jalonné son histoire, a toujours fait de son mieux pour s'acquitter, à la satisfaction générale, des missions qui lui ont été confiées.

... Elle reste le garant des principes et valeurs d'universalité, d'équité, de respect des droits humains, de solidarité et de tolérance qui constituent le meilleur cadre possible pour un dialogue entre les cultures et entre les civilisations (...).

... Avec ses moyens limités, l'œuvre accomplie par l'UNESCO est, toutefois, immense. Parmi ses grandes réussites, celle qui me tient particulièrement à cœur et qui demeure l'une des plus grandes entreprises intellectuelles de notre Organisation: « L'histoire générale de l'Afrique », une œuvre monumentale destinée à réhabiliter un passé travesti et méconnu.

... L'UNESCO, c'est également un réseau dense d'ententes et d'échanges intellectuels, d'expériences et de savoirs partagés à travers le monde, des nombreux programmes de coopération dans les différents domaines d'intervention de l'Organisation.

... Je me saisis de cette occasion pour dire combien mon pays est attaché à la coopération fructueuse qu'il a su nouer avec l'Organisation dans des domaines aussi fondamentaux que l'éducation, la culture et l'accès à l'information et au savoir, à travers la démocratisation des Nouvelles Technologies d'Information et de Communication (NTIC).

... Jamais, de l'Histoire du Monde autant de menaces n'ont pesé sur l'humanité : Famines, Maladies infectieuses qui déciment les forces vives de continents entiers, menaces d'une faillite du système économique, appauvrissement des ressources naturelles, résurgence de l'intolérance et de la violence, des régions livrées à l'anarchie, des mouvements migratoires non maîtrisés, des dérives extrémistes, terreau fertile au terrorisme, des menaces nucléaires...

... En ces temps troublés, la prépondérance de l'économie au détriment de l'humain a fini par démontrer ses limites; jamais dans l'histoire de l'humanité, des menaces aussi graves n'ont pesé sur nos ressources naturelles, coupant court aux illusions d'une planète généreuse et abondante; jamais, la résurgence de l'intolérance et de la violence n'ont pris des dimensions aussi inquiétantes. C'est pourquoi, le mandat constitutionnel de l'UNESCO reste plus que jamais pertinent; elle est appelée à jouer un rôle crucial et à participer davantage au débat sur la gouvernance globale car ses domaines de compétence sont au cœur de la mondialisation.

... Dans la perspective de la prochaine Conférence internationale sur le Changement climatique, en décembre 2009 à Copenhague, nous demandons à notre Organisation de se placer, comme toujours, à l'avant-garde, en vue de la réalisation d'une mondialisation désormais plus responsable. »

SENEGAL

**S. E. Maître Abdoulaye Wade
Président de la République**

**(Discours prononcé lors de la cérémonie
d'hommage à M. Koïchiro Matsuura)**

« ... C'est toujours avec une émotion toute particulière que je me rends à l'UNESCO, cette maison de la paix entre les peuples, ce symbole de notre aspiration commune à construire un monde de paix. L'UNESCO qui exprime notre

volonté partagée de relever, ensemble et solidairement, les défis présents et futurs.

... J'ai connu une émotion toute particulière. C'est que ma présence ici, au-delà des convenances diplomatiques, relève aussi d'un devoir de fidélité qui me lie à l'UNESCO.

... Fidélité, d'abord, à l'article 1er de l'acte constitutif de l'UNESCO qui dispose: « L'Organisation se propose de contribuer au maintien de la paix et de la sécurité en resserrant, par l'éducation, la science et la culture, la collaboration entre nations... ». Fidélité ensuite à une distinction dont je m'honore : le Prix Félix Houphouët Boigny pour la recherche de la Paix, qui m'a été décerné, ici même, il y a trois ans.

... Vous avez initié et conduit des réformes hardies et difficiles, mais fort avisées; des réformes pour une UNESCO rénovée, plus rationnelle dans ses choix administratifs et budgétaires, plus orientée vers les projets de pays et mieux adaptée aux réalités du 21^e siècle.

... Ces mesures courageuses ont eu comme effet positif le rétablissement de l'universalité de l'Organisation. Je me réjouis

des efforts déployés ces dernières années pour renforcer le mécanisme de sauvegarde du patrimoine culturel mondial avec l'adoption de trois instruments majeurs, notamment : la Déclaration universelle sur la diversité culturelle de 2001 ; la Convention sur la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel de 2003 ; et la Convention pour la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles de 2005.

... Je sais avec quel engagement, Monsieur le Directeur général, vous vous êtes investi pour le rapprochement des cultures et des civilisations par le dialogue, l'éducation et l'accès aux technologies de l'information et de la communication.

... En tant que dirigeant d'un pays qui consacre 40 % de son budget à l'éducation, je reste un partisan convaincu de l'investissement dans les ressources humaines et les technologies de l'information et de la communication.

... La solidarité intellectuelle et morale entre les peuples qu'invoque l'acte constitutif étant la raison d'être principale de l'UNESCO exige de chacun de nous, leader politique ou simple citoyen, une vigilance renouvelée. Une humanité paisible au 21^e siècle sera celle où tous les peuples et toutes les civilisations jouiront d'une égale dignité d'existence et d'expression.

... J'ai tenu à soutenir le projet de rénovation de l'enseignement de l'histoire dans les pays africains, projet que vous venez de lancer dans le prolongement de l'œuvre précieuse déjà réalisée de l'UNESCO et portant sur l'Histoire générale de l'Afrique. Et c'est justement pour contribuer au combat contre les préjugés et le négationnisme que le Sénégal, en accord avec tous les pays africains, abritera, du 1er au 15 décembre 2010, le troisième Festival mondial des arts nègres. Ce rendez-vous artistique et intellectuel sera l'occasion pour l'Afrique et sa diaspora de célébrer les valeurs de culture et de civilisation du monde noir et de mettre en lumière l'apport de l'Afrique aux progrès de l'Humanité. »

SEYCHELLES

S. E. M. James Alix Michel
Président de la République

« ... Le changement climatique est le défi de ce siècle, car si nous ne le relevons pas, beaucoup de nos îles disparaîtront. Nous sommes en première ligne, nous sommes les plus vulnérables, et nous serons les premiers et les plus durement frappés si nous, et avec nous l'ensemble des autres pays, ne nous attaquons pas sérieusement et de toute urgence à ce problème.

... J'engage instamment l'UNESCO à renforcer ses activités en faveur des petits États insulaires en développement (PEID), de façon que nous parvenions à nous adapter au changement climatique par de meilleurs efforts de recherche, et le renforcement des capacités et de notre résilience.

... Nous sommes reconnaissants à l'UNESCO d'avoir été un solide allié dans nos efforts pour faire reconnaître les spécificités des PEID. Nous comptons continuer de travailler avec la famille des Nations Unies à l'application effective de la Stratégie de Maurice pour le développement durable des petits États insulaires en développement. Nous encourageons aussi l'UNESCO à collaborer avec d'autres organisations internationales reconnaissant la nécessité d'apporter une attention particulière aux priorités de développement des PEID, pour une synergie accrue et de meilleurs résultats.

... J'appelle les pays riches et plus avancés à nous aider à assurer notre développement et notre avenir par des transferts de technologie, l'utilisation des sources d'énergie de substitution et le renforcement des capacités. L'UNESCO est bien placée pour être le fer de lance de ce mouvement.

... Nous soutenons vigoureusement tous les efforts visant à aider le peuple somalien à rétablir la sécurité, la stabilité et la paix dans leur pays, de telle sorte que le travail de développement et d'édification de la nation, trop longtemps interrompu, puisse se poursuivre dans cette partie de l'Afrique.

... Je félicite l'UNESCO de renouveler ses engagements à l'égard de l'Afrique et de continuer de les considérer comme une priorité. Je la prie instamment de réfléchir à la manière dont elle pourrait regrouper les ressources et les compétences dont elle dispose au Siège et dans ses divers bureaux sur le continent en vue de répondre aux besoins de celui-ci par un effort plus ciblé, fondé sur une meilleure synergie et plus efficace. »

« ... Le sujet « Culture et Développement », se révèle être d'une importance primordiale dans la conjoncture mondiale actuelle. Nous sommes convaincus que le développement ne peut être véritablement durable que s'il naît de l'identité culturelle et s'en nourrit.

... Nous saluons les mesures prises pour consolider les institutions et les industries culturelles dans les petits États insulaires en développement en vue de contribuer au développement national. Nous insistons sur le renforcement de ces mesures, afin de permettre à un plus grand nombre de petits États insulaires d'en bénéficier.

... Depuis son arrivée à la tête de l'UNESCO, M. Matsuura n'a épargné aucun effort pour assurer que l'UNESCO demeure la conscience vive de l'humanité. Je voudrais le remercier tout particulièrement pour la promptitude avec laquelle il a toujours répondu à l'appel des dirigeants africains, pour que l'Afrique demeure une priorité au sein des programmes de l'UNESCO.

... Notre rêve, notre vision, est celle d'une société globale qui travaille pour tout un chacun, qui attache de la valeur aux plus petits de ses membres et à la contribution qu'ils apportent ; une société globale créée non pas à l'image des puissants et matériellement riches, mais à l'image de toutes les composantes de l'humanité et de leurs richesses illimitées. »

ZANZIBAR

S. E. Dr. Amani Abeid Karume
Président de Zanzibar

« ... Permettez-moi de saisir cette occasion pour féliciter, au nom des Gouvernements de la République-Unie de Tanzanie et de Zanzibar et en mon nom propre, Mme Irina Bokova, la nouvelle Directrice générale élue de l'UNESCO. Mme Bokova entrera dans les livres d'histoire comme la première femme portée à la tête de cette Organisation il y a plus de 60 ans. Je ne doute pas, connaissant les résultats excellents qui jalonnent sa carrière, qu'elle sera une bonne Directrice générale, sous la houlette de laquelle l'Organisation relèvera les défis auxquels l'humanité est confrontée au XXI^e siècle, sans sacrifier la vision et la mission de l'UNESCO consacrées par son Acte constitutif.

... Qu'il me soit permis aussi de joindre ma voix à celle des orateurs qui m'ont précédé pour rendre hommage à M. Koïchiro Matsuura, le Directeur général sortant, qui a servi l'Organisation pendant dix bonnes années.

... Au fil des ans, la Tanzanie n'a cessé de bénéficier du soutien de l'UNESCO, dans les domaines de compétence de celle-ci, à travers des conseils sur la formulation de politiques en amont et le renforcement des capacités de ses institutions et de son peuple. Trois grandes universités de Tanzanie - l'Université de Dar es-Salaam, l'Université ouverte de Tanzanie et l'Université d'État de Zanzibar - entretiennent des relations de collaboration avec l'UNESCO.

... Nous nous félicitons de l'aide que l'UNESCO continue d'apporter à la Tanzanie sous diverses formes, dont l'assistance technique et le renforcement des capacités institutionnelles

aux fins de la planification de l'ensemble du secteur éducatif et de la mise en œuvre de ces plans dans les domaines de l'alphabétisation et de la formation des enseignants dans le cadre de l'Initiative pour la formation des enseignants en Afrique subsaharienne (TTISSA). Entre autres projets, je citerai aussi les systèmes d'information sur la gestion de l'éducation (EMIS), la Stratégie d'appui de l'UNESCO à l'éducation nationale (UNESS), les chaires UNESCO, l'examen des systèmes d'innovation scientifique et technologique, les bourses d'études et la formation, et la promotion des médias dans le cadre du Programme intergouvernemental pour le développement de la communication (PIDC). J'aimerais exprimer du fond du cœur ma gratitude au Directeur général pour son soutien au Bureau multipays de l'UNESCO de Dar es-Salaam, qui s'est montré très coopératif et nous a bien servi.

... La 35^e session de la Conférence générale de l'UNESCO se tient à un moment où le monde doit faire face à des crises majeures - crise du changement climatique, crise de l'énergie, crise alimentaire et, tout récemment, crise financière et économique.

... Le défi auquel nous sommes tous confrontés aujourd'hui consiste à trouver les moyens de sortir de ces crises dans un monde aussi interdépendant que le nôtre. Il me semble que, plus que jamais, l'UNESCO a un rôle décisif à jouer en sensibilisant les gouvernements et la communauté internationale pour les inciter à être attentifs au secteur social et à investir davantage dans l'éducation. Des efforts concertés sont donc nécessaires pour réaliser les objectifs de l'Éducation pour tous et les Objectifs du Millénaire pour le développement liés à l'éducation. C'est par l'éducation et la connaissance que la communauté mondiale pourra vaincre ce fléau qu'est l'ignorance, éliminer la pauvreté et suivre la voie du développement durable.

... La République-Unie de Tanzanie soutient le Plan d'action relatif à la Stratégie de l'UNESCO pour faire face au changement climatique, ainsi que la proposition du Directeur général de rechercher des méthodes novatrices pour résoudre ce problème, y compris en ce qui concerne l'opportunité d'un instrument normatif énonçant les principes éthiques en matière de changement climatique.

... L'Afrique est sans rivale pour ce qui est de la richesse de son patrimoine culturel et sa diversité. Elle est également riche dans le domaine de la création artistique, matérielle et immatérielle. Il est réconfortant de noter que l'UNESCO s'est dotée de nouveaux instruments normatifs internationaux dans le domaine de la culture, parmi lesquels la Convention de 2005

sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles et la Convention internationale de 2003 pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel. La République-Unie de Tanzanie s'apprête à ratifier ces conventions, une fois les procédures requises menées à leur terme.

... Le monde d'aujourd'hui m'apparaît dicté par un changement de paradigme. Les déséquilibres actuels entre nations et peuples du monde sur le plan du développement socioéconomique, l'analphabétisme, les disparités dans l'application des connaissances scientifiques et technologiques, et l'intolérance culturelle et religieuse sont autant de défis. L'ignorance et l'analphabétisme n'ont pas reculé dans nombre de régions du monde. Une majorité d'analphabètes vit dans les pays en développement, en particulier dans les moins avancés d'entre eux et en Afrique. La pauvreté demeure rampante.

... L'exclusion sociale et la marginalisation ne connaissent pas de frein. Les habitants de la plupart des régions du monde vivent dans l'insécurité, due aux risques créés par l'être humain, aux guerres et au VIH/SIDA. Les disparités entre les sexes et l'absence d'éducation de qualité sévissent partout, de même que les violations des droits de l'homme. L'UNESCO a un rôle essentiel à jouer en conjuguant paix et développement durable en vue de promouvoir le dialogue entre les civilisations, les cultures et les peuples de façon qu'ils se respectent les uns les autres et respectent la diversité culturelle. L'UNESCO est depuis toujours en quête d'approches et de stratégies inédites pour relever les défis planétaires. Nous devrions tous réfléchir au rôle nouveau que l'UNESCO pourrait jouer au XXI^e siècle face aux défis qui se dessinent, et lui apporter notre appui. »

AUTRES PERSONNALITES AFRICAINES

AFRIQUE DU SUD

M. Blade Nzimande
Ministre de la formation
professionnelle et de
l'enseignement supérieur

« ... Cette Conférence intervient en pleine crise économique et financière mondiale. Cette crise fait peser d'énormes contraintes sur tous les pays et sur le système des Nations Unies. Le Président de l'Afrique du Sud a déclaré récemment, lors de la séance d'ouverture de l'Assemblée générale de l'ONU à New York, que la crise financière ne devait pas servir d'excuse pour retarder les actions engagées en vue de réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement, mais nous inciter au contraire à redoubler d'efforts pour aller de l'avant.

... La volonté de l'UNESCO à impulser le mouvement mondial en faveur de l'éducation et à coordonner les efforts internationaux dans ce domaine revêt une importance cruciale. Il convient de renforcer la mobilisation politique et financière des partenaires de l'EPT, en s'appuyant également sur des structures comme le G-8. On estime à 8,3 milliards de dollars par an les sommes dont l'Afrique aurait besoin pour atteindre les Objectifs du Millénaire et ceux de l'EPT d'ici 2015, et le lourd déficit du Fonds catalytique de l'initiative Fast Track (EFA-FTI) est extrêmement préoccupant à cet égard.

... En tant que président sortant de la COMEDAF, mon pays veillera à ce que l'UNESCO continue à aider l'UA dans la mise en œuvre du Plan d'action pour la deuxième Décennie de l'éducation en Afrique.

... Comme l'a rappelé la Conférence mondiale sur l'éducation, l'enseignement supérieur est un bien collectif dont la responsabilité incombe à l'ensemble des partenaires concernés, y compris les pouvoirs publics, et c'est une responsabilité que mon gouvernement assume pleinement. Nous devons poursuivre nos efforts pour améliorer aussi bien les conditions d'accès que la qualité de l'enseignement supérieur, particulièrement en Afrique où les effectifs demeurent notoirement insuffisants. En effet, l'enseignement supérieur contribue au développement durable, à la paix et à l'exercice effectif des droits de l'homme, y compris l'égalité des genres.

... Nous nous félicitons de l'établissement en Afrique de deux nouveaux centres de catégorie 2, à savoir le Centre régional pour les arts vivants en Afrique de Bobo-Dioulasso (au Burkina Faso) et le Fonds africain du patrimoine mondial dans mon pays, l'Afrique du Sud.

... Nous nous réjouissons à l'avance d'accueillir nos invités du monde entier à l'occasion de cet événement historique que constitue la première Coupe du monde de football organisée sur le continent africain. C'est aussi pour nous l'occasion stratégique de mobiliser l'opinion mondiale en faveur des objectifs de l'EPT par le biais de la campagne 1 BUT, qui invite les pays donateurs à honorer leurs engagements en faveur de l'éducation dans le monde en développement. »

ANGOLA

M. Antonio Burity da Silva Neto
Ministre de l'éducation

« ... J'aimerais rendre un hommage à Monsieur le Directeur général de l'UNESCO sortant et féliciter Mme Irina Bokova pour son élection au poste de Directrice générale de l'UNESCO.

... Le Gouvernement de mon pays réalise actuellement de nombreuses réformes : i) réforme du système éducatif, de manière à l'adapter aux défis du moment : promotion d'un développement soutenu des ressources humaines à tous les niveaux d'enseignement, réhabilitation et construction de nouvelles institutions d'enseignement ; ii) réforme dans le domaine des sciences en vue du renforcement des capacités nationales en ressources humaines ; iii) en ce qui concerne la culture, mise en place d'une meilleure coordination entre les institutions œuvrant dans le domaine des industries culturelles et valorisation de la culture angolaise ; iv) dans le domaine de la communication, attention particulière accordée à l'actualisation de la législation.

... L'Angola appuie la proposition du Brésil en ce qui concerne l'utilisation du Portugais comme langue officielle à l'UNESCO. »

BENIN

M. Chabi Felicien Zacharie Ministre de l'enseignement maternel et primaire

« ... Le Bénin voudrait se féliciter de l'approbation par les Etats membres, du plafond budgétaire de 653 millions de Dollars US.

... Bien qu'ayant connu un accroissement de 3,5% par rapport au budget du biennium précédent et une amélioration du ratio entre les coûts de programmes et les coûts administratifs, cette enveloppe ne constitue pas à nos yeux un budget substantiel pour l'Organisation intellectuelle et de veille du système des Nations Unies dont les domaines de compétence sont multiples et toujours d'actualité.

... En ce qui concerne la priorité Afrique, il est important pour notre Organisation dans le cadre de sa politique de décentralisation, qu'elle renforce sa présence et ses actions dans nos pays à travers des programmes sur l'éducation reconnue comme la clé de la croissance et le pilier du développement socio-économique par excellence. Le Bénin souhaite que de nouvelles orientations soient données à la priorité Afrique.

... Le Bénin plaide en faveur d'une éducation de qualité au service du développement durable, grâce à des programmes d'études répondant aux exigences du marché mondial et de l'économie du savoir et d'une éducation qui s'intègre à l'apprentissage à tous les niveaux, qu'il soit formel ou informel.

... Une nécessaire articulation du secteur de l'éducation avec les autres secteurs de l'UNESCO tels que la culture, la communication et l'information, les sciences sociales et humaines devrait conduire l'UNESCO à aider les pays pauvres et les petits Etats insulaires en développement à briser le cercle vicieux de la pauvreté à travers l'exécution de programmes concrets sur le terrain.

... Le Bénin souhaiterait que l'UNESCO poursuive sa mission de protection du patrimoine mondial matériel et immatériel et naturel étant donné qu'elle en est la gardienne. Le changement climatique revêt une importance capitale pour les pays africains.

... Je saisis enfin cette occasion qui m'est offerte pour renouveler les remerciements du Gouvernement du Bénin ainsi que mes vœux de sincère gratitude à Monsieur Koïchiro Matsuura, Directeur général sortant, pour les réformes

menées avec beaucoup d'abnégation et de succès à la tête de l'Organisation pendant les dix dernières années.

... Je ne saurais terminer mon intervention sans adresser, au nom du Gouvernement du Bénin et de la délégation qui m'accompagne à cette 35e Conférence générale, mes sincères félicitations à Madame Irina Bokova, Directrice générale désignée par les Etats membres du Conseil exécutif.

... Permettez-moi également, au nom du gouvernement béninois d'adresser mes remerciements aux pays comme le Brésil, la Chine, la République de Corée et bien d'autres encore qui ont exprimé leurs engagements en faveur du renforcement du système éducatif en Afrique. »

BURKINA FASO

Professeur Joseph Paré Ministre des Enseignements secondaire, supérieur et de la Recherche scientifique

« ... Cette conférence générale se tient à un moment où notre monde globalisé est marqué par une crise sans précédent: économique, sociale, alimentaire, environnementale mais aussi morale et éthique qui menace la réalisation des programmes de notre Organisation et touche les pays les plus vulnérables, surtout ceux d'Afrique. Cette crise nous impose l'impératif de devoir d'agir ensemble. En effet, le vrai challenge est de transformer la crise en une opportunité de remise en cause afin de créer un véritable monde de paix plus humain et plus démocratique.

... Le mandat constitutionnel de l'UNESCO reste pertinent au XX^e siècle où l'édification des sociétés du savoir est un impératif; où la culture est un élément crucial pour tout débat sur le développement; où la science et l'innovation marquent la nouvelle ère de l'avenir de l'humanité dans tous les domaines sociaux et environnementaux comme l'eau et le changement climatique, où nous devons mieux comprendre les transformations profondes de nos sociétés et enfin où le dialogue, la tolérance, le respect de la diversité et de la liberté d'expression représentent des valeurs cardinales.

... L'éducation joue actuellement un rôle central dans le développement des Etats membres. C'est pour cela que nous devons aspirer à une éducation inclusive et de qualité au primaire, au secondaire et au supérieur. En effet, neuf ans après le Forum de Dakar, l'éducation pour tous (EPT), admirable initiative de la communauté internationale sous l'égide de l'UNESCO, garde toujours toute son importance et mérite d'être poursuivie.

... Le Gouvernement du Burkina Faso loue les efforts que déploie l'UNESCO pour accorder aux filles et aux femmes une éducation de qualité à travers le Centre international pour l'éducation des filles et des femmes en Afrique (CIEFFA), Centre de Catégorie II de l'UNESCO.

... Mon pays tient à développer davantage sa coopération avec l'UNESCO dans le domaine de la culture sur la protection du patrimoine matériel et immatériel et la promotion de la diversité culturelle qui sont des outils pour promouvoir la paix, la tolérance et la dignité de l'homme.

... Mon pays tient à saluer le travail de qualité fait par le Centre du Patrimoine Mondial et le Comité du Patrimoine mondial dans ses efforts de protection et de sauvegarde du patrimoine de l'humanité. Le Burkina Faso se félicite d'avoir bénéficié de l'expertise du centre du Patrimoine mondial qui a permis l'inscription de son premier site dénommé: «Ruines de Loropéni » sur la prestigieuse liste du Patrimoine mondial le 26 juin 2009.

... Le Burkina Faso remercie l'UNESCO pour l'honneur qui lui est fait en décernant en février 2007 la Médaille Frédéric Fellini au Festival panafricain du Cinéma et de la Télévision de Ouagadougou (FESPACO).

... Mon pays s'est également dévoué à la mise en œuvre d'une politique culturelle panafricaine marquée par la tenue du Salon international de l'Artisanat de Ouagadougou (SIAO), la Foire internationale du Livre d'Ouagadougou (FILO) etc. qui constituent aujourd'hui des tribunes mondiales de visibilité du capital et de la diversité culturels de l'humanité. Ces manifestations démontrent, si besoin en était encore, l'engagement du Burkina Faso aux côtés de l'UNESCO pour la valorisation du patrimoine mondial.

... Le Burkina Faso a soumis sa candidature à l'UNESCO pour abriter le futur Centre régional des arts Vivants en Afrique à Bobo-Dioulasso, Centre de Catégorie II de l'UNESCO dont le projet d'accord portant sur sa création a été examiné par les deux parties à Ouagadougou le 23 juin 2009. Mon pays espère obtenir la création de ce Centre.

... De nos jours, le changement climatique, l'accès insuffisant à l'eau, à l'énergie et les pandémies (VIH-SIDA) constituent les nouveaux défis de la science qui doivent être prioritaires dans les programmes de l'UNESCO.

... Les Technologies de l'information et de la communication (TIC) continuent de révolutionner notre monde. Dans ce domaine l'UNESCO est appelée à jouer un rôle de leader et de mobilisateur des gouvernements, des agences spécialisées et de la communauté scientifique en vue de réduire la fracture numérique entre le Nord et le Sud.

... Le Burkina Faso soutient l'UNESCO dans sa décision d'orienter prioritairement le Programme de participation et le Programme de bourses vers les pays en développement. Ces programmes qui contribuent énormément à sa visibilité sur le terrain méritent d'être renforcés.

... Mon pays soutient le projet de programme et de budget tel que révisé et présenté par le Directeur général et approuvé par le Conseil exécutif. »

BURUNDI

Dr. Saïdi Kibeya
Ministre de l'enseignement
supérieur et de la recherche
scientifique

« ... Le Gouvernement du Burundi voudrait aussi rendre hommage à Monsieur Koïchiro Matsuura, pour sa clairvoyante Direction de l'Organisation pendant les deux mandats écoulés, et transmet ses chaleureuses félicitations à Madame Irina Bokova, pour son élection en tant que Directrice générale de l'UNESCO.

... Le Burundi se réjouit de constater que, dans son ensemble, le projet de programme et du budget 2010-2011 rencontre ses attentes. Le Burundi soutient, en effet, les activités prévues dans le cadre du Grand Programme I sur l'Education, particulièrement les actions qui visent à assurer une éducation de base de qualité et pour tous, comme facteur propice à la promotion du développement et à l'édification d'une culture de paix.

... S'agissant des programmes sur les sciences exactes et naturelles, ainsi que les sciences humaines et sociales, les activités visant le renforcement des capacités nationales rejoignent les préoccupations du Burundi.

... En matière de Culture, de la Communication et de l'Information, le Burundi note avec un intérêt évident le fait que la protection de la diversité culturelle, la promotion du pluralisme et du dialogue entre les cultures aient été jugées comme thème prioritaire, et que l'Organisation prévoit au cours du prochain biennium, d'appuyer les Etats membres au renforcement des capacités dans le secteur de la Communication et l'Information.

... Nous sommes convaincus qu'avec les valeurs de solidarité et de partage que l'UNESCO a inscrites dans sa mission, des solutions seront chaque fois rapidement trouvées face aux défis qui se posent à l'humanité.

CAMEROUN

Mme Hadidja Alim Youssouf
Ministre de l'Education de Base
Présidente de la Commission
nationale pour l'UNESCO

« ... Le projet de programme et de budget soumis à l'approbation de la Conférence générale s'inscrit en droite ligne de l'appel à la solidarité et à l'entente. L'Afrique et l'égalité des genres y occupent le rang de première priorité. La décentralisation est appelée à se poursuivre. Le Cameroun est particulièrement sensible à la poursuite de cette politique.

... Le projet de programme et de budget 2010-2011 est l'aboutissement d'une consultation qui a associé tous les Etats membres. Le recentrage et l'allègement des programmes souhaités lors de la dernière session de la Conférence générale sont perceptibles. Le Cameroun y relève et soutient les deux priorités primordiales qu'il présente, à savoir l'Afrique et l'égalité des genres.

... Le souhait du Cameroun est qu'au cours du biennium 2010-2011, nonobstant la crise économique qui sévit, l'UNESCO continue les réformes engagées en vue de donner à cette Organisation plus de visibilité et de moyens pour satisfaire les attentes des Etats membres et de leurs peuples. »

COMORES (UNION DES)

Dr. Kamaliddine Afraitane
Ministre de l'éducation nationale,
de la recherche, de la culture et
des arts

« ... Je souhaite une bonne réussite à la nouvelle Directrice générale, Madame Irina Bokova qui place sa vision sur le concept d'un nouvel humanisme. L'on peut alors se hasarder d'entrevoir une volonté et une action encore plus grandes de notre organisation sur les valeurs universelles d'égalité, de partage, d'ouverture, de paix et d'innovation.

... Notre organisation devait mettre l'accent sur : le financement des Objectifs du Millénaire pour le Développement, les politiques en faveur des pauvres, les programmes en direction de la jeunesse, la promotion des valeurs universelles, l'édification des sociétés du savoir, les réponses aux changements climatiques et plus particulièrement aux tsunamis.

... Nous apprécions la plateforme multisectorielle mise en place en faveur des Petits Pays Insulaires en voie de Développement. Nous exhortons la nouvelle Directrice générale à donner de la primauté à la stratégie de Maurice pour le développement durable des petits Etats insulaires.

... Il serait très utile d'étudier, d'améliorer la cohérence et les synergies entre les différents acteurs de notre organisation : Commission nationale de l'UNESCO, les bureaux hors Siège, les Instituts spécialisés et les différents secteurs de programme. »

CONGO

M. Ange Antoine Abena
Ministre de l'Enseignement
supérieur

« ... Je m'associe pleinement à l'hommage -rendu, par le Conseil Exécutif lors de sa 182e session ainsi que par tous ceux qui m'ont précédé, à Monsieur Koïchiro Matsuura, Directeur Général, Ami de l'Afrique, dont le mandat est arrivé à terme. Il a su, par son action, mieux insérer l'UNESCO dans le système

des Nations Unies et rendre possible et concrète la priorité qu'accorde l'UNESCO à l'Afrique.

... La délégation du Congo se félicite du plaidoyer de l'UNESCO qui estime à juste titre que cette crise financière ne serve pas de prétexte pour réduire les efforts en faveur du développement de l'éducation et de la science.

... S'agissant du projet de programme et budget 2010-2011, le Congo note avec satisfaction, l'effort de décentralisation qui se poursuit et les deux priorités, l'Afrique et l'égalité entre les sexes qui se constatent aux niveaux des données budgétaires.

... A six années de l'échéance de 2015 plusieurs obstacles restent à surmonter : insuffisance des maîtres, avenir incertain pour de nombreux élèves qui ne disposent pas d'un enseignement de qualité, explosion des effectifs...

... Il faudra que l'UNESCO aide les Etats membres à élaborer des stratégies qui prépareront l'enseignement supérieur à relever les défis suivants :

- la massification de la demande ;
- l'explosion des dépenses ;
- la nécessaire diversification de l'offre et la concurrence régionale.

... L'Education Pour Tous (EPT) devra concerner tous les niveaux d'enseignement c'est-à-dire de la maternelle à l'enseignement supérieur. Limiter l'EPT à l'enseignement primaire et secondaire freinerait le développement du pays.

Le Congo se félicite d'avoir été l'un des premiers pays pilotes à bénéficier du concours de l'UNESCO et du gouvernement japonais, en vue de l'élaboration de la politique nationale en science, technologie et innovation.

... Le Congo souhaite bénéficier de l'appui de l'UNESCO dans les domaines suivants:

- l'inscription de ses sites dans la liste du patrimoine mondial;
- la collecte et inventaire du patrimoine culturel immatériel ;
- le financement pour la création et la réhabilitation des musées ;
- la sauvegarde des documents filmés audio et écrits;
- le financement des petites industries artisanales.

... Le Congo est attaché à la liberté d'expression et d'information. Aussi voudrions-nous appuyer de manière particulière les actions prévues par l'UNESCO visant à

l'assistance aux Etats membres pour le développement des médias libres, indépendants et pluralistes sur la base, des indicateurs de développement des médias du PIDC.

... Je voudrais redire la satisfaction du Gouvernement congolais, pour sa coopération avec l'UNESCO et souhaiter que celle-ci se dynamise davantage, notamment par le renforcement du bureau hors siège de Brazzaville. »

COTE D'IVOIRE

M. Gilbert Bleu-Laine Ministre de l'Education nationale

« ... Le contexte général reste marqué par les grands défis liés à la crise financière mondiale et à ses conséquences qui continuent d'affecter négativement les conditions de vie et d'existence des pays pauvres, notamment ceux d'Afrique. C'est le moment où la mission de l'UNESCO apparaît plus déterminante et plus vivante que jamais pour fédérer les intelligences et pour stimuler les générosités.

... Mon pays qui est en train de sortir résolument d'une grave crise sait mesurer désormais plus que quiconque, la valeur de la paix. En ce sens, ma délégation voudrait reconnaître et saluer la part prépondérante prise par la communauté internationale dans le retour à la normalité. Dans cet accompagnement, l'UNESCO a été au premier plan, à travers l'adoption et la mise en œuvre de la résolution 34C/60 et de la décision 180EX/43 relatives au programme global d'appui spécial post-conflit dans les domaines de compétence de l'UNESCO en faveur de la Côte d'Ivoire.

... Je voudrais marquer l'accord global de ma délégation avec les orientations contenues dans le Projet de Programme et de Budget 35C/5.

... Je me réjouis de ce que malgré la persistance de la crise financière mondiale, l'UNESCO maintient sa stratégie de sensibilisation des gouvernements à la poursuite de l'investissement dans l'éducation à laquelle restent liés tous les autres grands défis.

... L'alphabétisation occupe une place de choix et doit être développée davantage en faveur des personnes les plus vulnérables, que sont les jeunes et les femmes en proie à la violence et à l'exploitation de tous ordres. Il convient aussi de redynamiser le TTISSA.

... La réalisation d'une éducation de qualité tout au long de la vie passe aussi par le renforcement des capacités de l'enseignement technique et professionnel, et de l'enseignement supérieur.

... Il convient de saluer l'initiative de l'UNESCO relativement à l'élaboration d'une stratégie pour faire face au changement climatique. Ma délégation estime cependant que pour accompagner efficacement cette stratégie, des dispositions normatives émanant de la communauté internationale, de l'UNESCO notamment, doivent voir le jour.

... Je remercie l'UNESCO pour l'extension du projet ERAIFT à l'Afrique de l'Ouest, localisée à Abidjan dont les démarches sont en très bonnes voies, et pour le démarrage effectif du projet Campus virtuel pour lequel un effort de développement s'avère nécessaire.

... La Côte d'Ivoire accorde une importance particulière au programme MOST et remercie l'UNESCO pour la réponse favorable donnée à la requête formulée par le pays d'accueillir une chaire UNESCO de la Bioéthique à l'université de Bouaké.

... La Côte d'Ivoire soutient les initiatives de l'UNESCO portant sur le dialogue entre les cultures, la protection et la valorisation du patrimoine culturel de manière durable. Elle demande le démarrage effectif du projet « la Route de l'esclave ».

... L'importance des médias libres, objectifs et indépendants est beaucoup plus grande en situation de conflit ou de post conflit en vue de la consolidation de la cohésion sociale. »

DJIBOUTI

S. E. M. Rachad FARAH
Ambassadeur extraordinaire et
plénipotentiaire
Délégué permanent auprès de
l'UNESCO

« ... Je tiens particulièrement à saluer l'engagement indéfectible de S. E. M. Koïchiro Matsuura au service de notre organisation, et je le remercie de l'attention et le soutien dont il a su faire preuve en répondant efficacement à nos attentes.

... Je voudrais exprimer mes félicitations pour l'élection de Madame Irena BOKOVA en qualité de Directrice Générale de l'Unesco, lui souhaiter une pleine réussite et l'assurer de notre soutien.

... A l'heure où l'obscurantisme et l'ignorance ne cessent de gagner du terrain à l'échelle mondiale, et a fortiori dans la Corne de l'Afrique ; alors que les conflits armés et les conséquences de la crise économique et financière continuent à enrayer l'essor des Nations les plus défavorisées, la République de Djibouti se trouve confrontée à un défi majeur.

... La mission de l'UNESCO n'est jamais apparue aussi importante qu'aujourd'hui: défendre et garantir, par tous nos moyens, la Culture de la Paix. La contribution pour la Culture de Paix, la République Djibouti la cultive sans relâche, à travers toutes ses actions, ne négligeant aucune voie pour sa promotion. Dans cette dynamique, nous avons créé le Fest'Horn, Festival Régional des Musiques de la Corne de l'Afrique.

... Je voudrais réitérer ici l'engagement de la République de Djibouti aux valeurs et aux idéaux de l'UNESCO. Cet engagement auprès de notre organisation, S.E.M. Ismaïl Omar Guelleh, Président de la République de Djibouti, viendra le réitérer personnellement en participant à la 35e Conférence Générale de l'UNESCO dès le 19 octobre 2009. »

ÉTHIOPIE

Mme Mahlet Hailu Représentante de l'Éthiopie à la 35^e Conférence générale de l'UNESCO

« ... L'Éthiopie souscrit au plafond budgétaire de 653 millions de dollars proposé pour l'exercice biennal 2010-2011, même si celui-ci n'est en aucun cas suffisant pour financer les divers programmes que nous avons besoin de mettre en œuvre. Dans le même temps, nous aimerions souligner combien il importe de trouver de nouveaux moyens de collecter des fonds pour nos programmes auprès de partenaires potentiels, y compris dans le secteur privé. Nous souhaitons aussi voir l'Organisation et ses bureaux hors Siège appliquer une approche cohérente et clairement formulée en matière d'appel de fonds.

... Pour concevoir des stratégies plus efficaces en vue de la réalisation de l'Éducation pour tous, il convient aussi de tenir compte de l'utilisation des langues maternelles comme vecteur d'instruction pour les groupes marginalisés, tels que les handicapés et les enfants issus de foyers pauvres. À cet égard, tout en reconnaissant la valeur de la collaboration du Nord, la coopération Sud-Sud en matière d'éducation nous apparaît comme un important moyen de partager les données d'expérience utiles.

... Au-delà des efforts nationaux, l'Éthiopie organise, en collaboration avec l'Union africaine et l'UNESCO, la neuvième réunion du Groupe de haut niveau sur l'Éducation pour tous qui se tiendra en février 2010 à Addis-Abeba. À cet égard, nous aimerions appeler tous les partenaires concernés à se joindre à nos efforts pour assurer le succès de cette réunion. D'autre part, l'Éthiopie demeure résolue à renforcer les activités de l'Institut international de l'UNESCO pour le renforcement des capacités en Afrique (IIRCA).

... S'agissant de la science, notre principale préoccupation est la question du changement climatique et ses conséquences négatives pour l'ensemble de la planète, et pour les pays en développement en particulier. Nous saluons la décision prise par le Conseil exécutif à sa 182^e session de demander au Directeur général d'entreprendre les consultations nécessaires avec les parties concernées et de tenir compte des conclusions de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques qui se tiendra en décembre 2009 à Copenhague

lors de l'établissement du rapport qu'il doit lui soumettre à sa 185^e session.

... L'Éthiopie attache une grande importance à la célébration en 2011 de l'Année internationale de la chimie, pour laquelle l'UNESCO est l'organisation chef de file.

... En ce qui concerne la culture, notre préoccupation principale est la promotion de l'inscription de sites sur la Liste du patrimoine mondial et la conservation et la mise en valeur de ceux qui le sont déjà. Il convient de prêter une très grande attention à la promotion des industries culturelles afin d'assister les efforts de développement des États membres, en particulier les pays en développement.

... Il importe tout particulièrement de réduire la fracture numérique entre pays développés et pays en développement en facilitant la coopération entre États membres. Il faut aussi promouvoir l'utilisation des TIC en vue de promouvoir les activités de l'UNESCO, notamment dans la perspective de l'Éducation pour tous.

... Pour ce qui est de l'administration et de la gestion, le processus de décentralisation doit être suivi de près et être ajusté en fonction des résultats des efforts antérieurs et des contraintes en vue de parvenir à plus d'efficacité et à une meilleure coordination des activités. Ma délégation juge très important que les bureaux hors Siège de l'UNESCO disposent de compétences adéquates afin de pouvoir travailler en étroite liaison avec les services nationaux et resserrer considérablement leurs relations de travail avec les commissions nationales. »

GABON

M. Michel Menga M'Essone Ministre de l'Éducation nationale et de l'instruction civique

« ... Je voudrais exprimer la profonde gratitude du Gabon à Monsieur Koïchiro Matsuura pour son dynamisme dans la réalisation des programmes de l'UNESCO, en particulier les PRIORITES AFRIQUE, et ses combats pour la défense des Conventions sur la diversité culturelle, et celle sur le patrimoine culturel immatériel.

... Le Gabon adhère au projet de programme du biennium 2010-2011 et encourage l'UNESCO à mettre en œuvre la stratégie à moyen terme 2008-2013, notamment en ce qui concerne la priorité accordée à l'Afrique et la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement.

... L'éducation de qualité, l'égalité entre les sexes, la diversité culturelle, le dialogue entre peuples et religions, la mobilisation du savoir et des sciences en vue d'un développement durable, constituent autant d'urgences pour nos pays et notre continent.

... L'appui de l'UNESCO est vivement sollicité pour soutenir le Gabon dans le renforcement des capacités.

... Le Gabon soutient l'UNESCO dans la mise en œuvre d'une éducation au développement durable et sollicite son appui dans les actions d'information et de sensibilisation qui demeurent la meilleure arme pour favoriser le retour et l'harmonie du citoyen avec l'environnement.

... Le Gabon se félicite de l'accord signé récemment avec l'UNESCO dans le cadre de l'assistance et du renforcement aux comités de Bioéthique.

... Nous exhortons la Conférence générale à ajuster les ressources budgétaires aux défis que doivent relever le programme UNESCO MAB pour la biennale 2010-2011.

... Le Gabon apprécie hautement la signature d'un accord créant « le réseau de coopération Sud-Sud pour le développement durable dans les trois grandes régions tropicales humides » signé à Jeju le 28 mai 2009. De même nous exprimons notre gratitude pour l'attribution d'un prix MAB jeune scientifique à un de nos compatriotes.

... Le Gabon accorde une attention particulière à la valorisation et à la conservation du patrimoine à travers la promotion du site Lopé Okanda inscrit sur la liste du patrimoine de l'UNESCO et la construction d'un vaste complexe culturel qui regroupera une maison de la culture, un musée et une bibliothèque nationaux.

... Le Gabon soutient les efforts consentis par l'Organisation pour favoriser l'accès universel à l'information et au savoir.

... Le Gabon soutient le projet de programme et de budget plafonné à 653 millions de dollars et encourage l'UNESCO à renforcer son rôle de coordonnateur et à nouer de nouveaux partenariats pour le maintien de la stabilité et la paix en faveur des générations futures. »

GAMBIE

Mme Fatou Lamine Faye Ministre de l'éducation de base et de l'enseignement secondaire

« ... Qu'il me soit permis de saisir cette occasion pour transmettre les sincères excuses de S. E. Cheikh Professeur Alhaji Dr Yahya A. J. Jammeh, Président de la République de Gambie, qui a été dans l'impossibilité de s'adresser à la Conférence générale le 7 octobre comme prévu. Au nom de ma délégation, je voudrais toutefois remercier le Directeur général de son invitation.

... Je souhaiterais aussi par la même occasion féliciter S. E. l'Ambassadeur Irina Bokova qui a été désignée pour succéder à M. Matsuura au poste de Directeur général. En tant que femme, je suis fière de m'associer à sa prochaine nomination, et la Gambie se réjouit à la perspective de collaborer avec elle sur de nombreux fronts.

... Alors que 2015, échéance fixée pour la réalisation des objectifs de l'Éducation pour tous et des Objectifs du Millénaire pour le développement, le Ministère de l'éducation de base et de l'enseignement primaire de la Gambie demeure déterminé à renforcer la qualité du système de l'éducation et à élargir l'accès à l'éducation par des mesures d'inclusion sociale.

... Le développement d'une nation repose sur la force de ses ressources humaines. Conscient de cela, le Président Jammeh a pris personnellement en charge l'enseignement supérieur, la recherche, la science et la technologie.

... Les efforts de collaboration avec l'UNESCO en matière d'innovation scientifique et technique se poursuivent et nous entendons les redoubler pour renforcer encore ces liens.

... Le tourisme culturel est un élément important de notre politique du tourisme. Nous avons ainsi obtenu des fonds pour enrayer l'érosion et restaurer la structure de l'Île James, site du patrimoine mondial.

... La Gambie continue de faire de la formation des jeunes une priorité, pour leur faire acquérir les compétences qui leur seront nécessaires pour trouver leur place sur le marché du travail national, mais aussi pour les préparer à participer pleinement à la vie internationale.

... On ne saurait trop souligner la contribution des nouvelles TIC au développement de toute nation. »

GHANA

M. Alex Tetteh-Enyo **Ministre de l'éducation**

« ... La délégation du Ghana souhaite aussi féliciter le Directeur général sortant, M. Koïchiro Matsuura, pour ses dix années de bons et excellents services auprès de l'UNESCO, pendant lesquelles il a jeté des bases solides pour la réforme et du renouveau de l'Organisation.

... La délégation du Ghana souhaite féliciter chaleureusement, à cette conférence historique de l'UNESCO, la Directrice générale élue, Mme Irina Bokova, pour sa désignation à ce poste très envié à la tête de l'Organisation.

... Le Ghana se félicite du plafond budgétaire révisé de 653 millions de dollars, gage de stabilité et de prévisibilité pendant les années à venir, qui permettra de surcroît à la nouvelle Directrice générale de conduire l'Organisation en ces temps difficiles.

... Le Ghana salue les efforts de l'UNESCO pour renforcer son leadership et son rôle de coordination dans le monde et être ainsi à même d'avoir un impact sur la réalisation de l'Éducation pour tous et des Objectifs du Millénaire pour le développement. Le Ghana est reconnaissant à l'UNESCO de l'assistance qu'elle lui a apportée au fil des ans pour renforcer ses capacités dans ce domaine. À cet égard, il souscrit au grand programme I, l'accent étant mis sur les trois domaines d'action essentiels pour la réalisation de l'EPT.

... Nous savons gré à l'UNESCO de ses efforts pour soutenir l'Union africaine et le NEPAD en vue du renforcement du Plan d'action consolidé de l'Afrique dans le domaine de la science et de la technologie, en aidant en particulier ses États membres à examiner et développer leur politique de la science. Le Ghana a entrepris ce processus d'examen et compte donc sur l'appui de l'UNESCO.

... Le Ghana approuve les programmes relevant de la Commission océanographique intergouvernementale et se réjouit à la perspective de bénéficier des programmes d'aide à la formulation des politiques et de renforcement des capacités dans ce domaine. »

GUINÉE

Mme Kaba Rougui Barry **Ministre de l'Enseignement** **pré-universitaire, technique,** **professionnel et de l'éducation** **civique**

« ... La République de Guinée se félicite des heureuses initiatives prises par l'UNESCO en termes d'appui technique et d'accompagnement structurel et financier en faveur des pays les moins avancés.

... C'est le lieu de se féliciter de la tenue du 05 au 08 Juillet 2009 à Paris de la Conférence Mondiale sur l'Enseignement Supérieur dont les travaux ont su poser avec pertinence la problématique de la nécessaire redynamisation de l'Enseignement Supérieur en Afrique comme facteur d'un développement économique véritable.

... Il convient de mettre un accent tout particulier sur la nécessaire mobilisation des énergies et des ressources en faveur d'un engagement plus dynamique pour l'atteinte des objectifs de la seconde moitié de la décennie de l'Education pour le Développement Durable (DEDD 2005 – 2014).

... La Guinée salue la tenue à Abuja de l'atelier portant sur la redynamisation de l'Enseignement Technique et Professionnel dans la sous-région de la CEDEAO... ainsi que les performances remarquables obtenues par l'initiative TTISSA en Afrique en matière de renforcement des capacités et de qualification des enseignants. Il serait souhaitable de pérenniser ce programme et procéder à son extension vers la formation des enseignants des écoles techniques et professionnelles.

... Au regard de la gravité de la crise financière actuelle, il est impérieux de procéder à une judicieuse répartition des ressources disponibles et à recentrer les programmes de l'UNESCO autour des défis qui interpellent nos Etats en terme d'Education Pour Tous, de valorisation de ressources humaines, de protection de l'environnement.

... La République de Guinée approuve, dans son ensemble, le projet de programme et de budget pour le biennium 2010–2011 (35 C/5) qui aborde, de façon générale les préoccupations de nos Etats. »

KENYA

M. Samuel Poghiso Ministre de l'information et de la communication

« ... Je félicite M. Matsuura pour tout ce qu'il a accompli et lui souhaite plein succès dans ses activités futures. J'adresse aussi mes félicitations à la Directrice générale et mes vœux de succès pendant son mandat à son nouveau poste.

... Ma délégation appuie la proposition présentée par le Directeur général dans le Projet de programme et de budget pour 2010-2011. Nous comprenons les contraintes budgétaires auxquelles doit faire face l'Organisation, étant donné l'actuelle récession mondiale, qui a durement frappé les économies de la planète et, en particulier, celles des pays en développement et des pays les moins avancés. Nous espérons que des contributions extrabudgétaires viendront renforcer le financement des programmes.

... Cette Conférence a lieu à un moment où il est plus impératif que jamais d'investir dans l'éducation, les sciences, la culture et la communication afin de jeter des bases solides pour le redressement de l'économie. À cet égard, le Kenya soutient les priorités biennales qui sont proposées dans le Projet de programme et budget (35 C/5) pour l'éducation. Nous notons que l'Afrique, l'égalité des genres et l'éducation inclusive demeurent des priorités importantes pour l'UNESCO.

... Ma délégation approuve les priorités essentielles énoncées dans le Projet de programme et budget, au nombre desquelles figurent le renforcement du rôle de la science dans le développement durable, l'enseignement de la science et la formation des enseignants.

... Le Kenya soutient les programmes et activités axés sur la mise en place et le renforcement d'applications à petite échelle des technologies d'exploitation des énergies renouvelables, en particulier dans les zones rurales et reculées.

... Il nous faut mobiliser des ressources financières aux fins de l'établissement de centres d'excellence dans les universités africaines et les instituts de recherche. La collaboration entre les réseaux régionaux et internationaux existants doit être renforcée.

... Le Kenya approuve l'ensemble des domaines prioritaires de l'UNESCO pour l'exercice biennal 2010-2011, ainsi que la série

de conventions qui visent à promouvoir le patrimoine culturel et à favoriser une culture de paix propice au développement durable.

... Le Kenya espère maîtriser l'utilisation des TIC afin de réaliser son développement économique et social.

... Le Kenya se joint au reste de la communauté mondiale et à l'UNESCO pour, en particulier, promouvoir l'éducation, la science et la technologie, la culture, la communication et la paix en vue d'améliorer nos économies et de favoriser ainsi le développement social et humain.

... Le Kenya continuera de soutenir les efforts de l'UNESCO pour aider en priorité les groupes et régions les plus vulnérables et les moins développés dans nos États membres. »

LESOTHO

Mme Lebohang Ntsinyi Ministre du tourisme, de l'environnement et de la culture

« ... Le Lesotho a ratifié la Convention pour la promotion du patrimoine culturel immatériel, et s'est engagé presque aussitôt dans une formation sur l'établissement des propositions d'inscription de sites du patrimoine mondial, pour laquelle il a bénéficié de l'assistance de l'UNESCO. Les plans concernant l'inscription du premier site du pays sont en bonne voie.

... Des liens ont été établis dans le cadre de la coopération Nord-Sud entre la Commission nationale de notre pays et la Commission nationale allemande, ainsi qu'avec quatre autres pays d'Afrique. L'objectif principal est de faire en sorte que les commissions nationales déjà solidement établies renforcent les capacités de celles qui cherchent à se développer.

... Mon pays a eu l'honneur d'obtenir une aide financière pour huit des dix projets soumis par la Commission nationale au titre du Programme de participation. Il a pu ainsi mener à bien un certain nombre d'entre eux.

... L'UNESCO devrait continuer en dépit de la crise actuelle, d'allouer ses ressources à la réalisation des objectifs définies par

la stratégie à moyen terme, en faveur de l'Afrique et de l'égalité de genre. L'Afrique fait face à des problèmes urgents que seule l'éducation pourrait aider à surmonter.

... Le Royaume du Lesotho souhaite la bienvenue à Mme Irina Bokova, candidate idéale pour diriger l'UNESCO. Nous sommes convaincus que grâce à son expérience et avec l'appui des Etats membres, elle réussira son mandat à la tête de l'Organisation. »

MALAWI

M. George Chponda Ministre de l'éducation, de la science et de la technologie

« ... Le monde traverse la plus grave crise économique qu'il ait connue de mémoire d'homme. Il n'en sortira que si nous agissons sur de multiples fronts. Il ne suffira pas de réformer les systèmes financier et bancaire. Nous devons aussi investir dans les secteurs des services sociaux qui sont au cœur du développement.

... L'UNESCO est donc bien placée pour offrir à ses États membres les appuis intellectuels qui leur permettront de faire des choix avisés en matière d'investissement en vue de sortir de la crise, dans le cadre, notamment, des ses priorités transversales : l'Afrique et l'égalité entre les genres.

... Le Malawi se félicite de la Stratégie à moyen pour 2008-2013, qui guide le programme et budget biennal. Je note avec plaisir que « aider à la réalisation de l'Éducation pour tous dans les pays qui en ont besoin » est l'une des deux priorités essentielles du programme relatif à l'éducation, le Malawi comptant parmi les pays qui ont besoin d'une telle aide.

... Je me réjouis de l'Initiative pour la formation des enseignants en Afrique subsaharienne, avec le ferme espoir que le Malawi se verra donner les moyens de participer à ce programme et de partager les données d'expérience avec les pays qui en bénéficient déjà.

... Toutes les avancées que nous avons accomplies en matière d'accès à l'éducation seront réduites à néant si nous ne jugulons pas les effets dévastateurs de la pandémie du VIH et du SIDA. C'est pourquoi ma délégation soutient également la décision de faire du VIH/SIDA la troisième priorité des

programmes du Secteur de l'éducation. Je voudrais toutefois ajouter qu'il convient aussi d'accorder toute l'importance voulue aux programmes visant à autonomiser les jeunes ; aussi ma délégation souscrit-elle à la proposition du Directeur général de faire de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels l'un des trois volets essentiels de l'EPT, avec l'alphabetisation et la formation des enseignants.

... La richesse d'un pays se mesure au degré de développement de ses capacités scientifiques et technologiques. Pour faire face à la complexité croissante de la science et de la technologie, mon gouvernement s'efforce de jeter à bas les barrières traditionnelles en formulant de nouvelles orientations, en améliorant la pertinence de la recherche et en repensant les apports de la science et de la technologie.

... Nous souhaiterions coopérer très étroitement avec l'Institut UNESCO-IHE pour l'éducation relative à l'eau afin de renforcer nos capacités en matière de gestion de l'eau.

... Dans le domaine des sciences sociales et humaines, nous nous félicitons des priorités définies en ce qui concerne la gestion des transformations sociales.

... Le Malawi est pleinement conscient de l'importance de la culture et des programmes culturels pour le développement des États membres.

... L'Afrique a beaucoup à offrir pour contribuer au patrimoine de l'humanité, à la paix et au développement. Je voudrais donc encourager cette auguste assemblée à approuver les activités visant à promouvoir la diversité culturelle par la sauvegarde du patrimoine et le renforcement des expressions culturelles.

... Le Malawi comprend et apprécie l'importance des médias pour la consolidation de la démocratie, de la bonne gouvernance, des droits de l'homme et du développement, en particulier dans la situation qui est la nôtre, contraints que nous sommes de nous battre contre des taux d'analphabétisme très élevés. Dans de telles circonstances, la radio demeure le moyen le plus viable de diffuser l'information. Je suis heureux de constater que cela est dûment reconnu dans le Projet de programme et budget. »

MADAGASCAR

M. Julian Razafimanazato Ministre de l'Éducation

« ... Ma délégation remercie M. Matsuura pour l'importante contribution qu'il a apportée à la réforme de l'UNESCO et au service de l'Afrique en particulier. Madagascar se félicite des progrès réalisés et soutient les programmes qui portent sur la formation des enseignants, des gestionnaires et des planificateurs, la promotion de l'éducation pour tous, la revalorisation de la formation professionnelle, l'éducation tout au long de la vie, l'éducation inclusive. Par ailleurs, Madagascar continue d'exprimer son adhésion au programme de formation des enseignants en Afrique subsaharienne.

... Madagascar apporte son soutien aux programmes de sciences qui visent entre autres, l'amélioration de la qualité de la gestion de l'eau ... la protection de l'environnement et des écosystèmes.

... Nous espérons que les travaux de cette 35e Conférence générale contribueront favorablement à la conclusion d'un nouvel accord sur les changements climatiques au mois de décembre de cette année, à Copenhague.

... Mon pays félicite l'UNESCO pour les efforts louables qu'elle déploie pour l'instauration de l'enseignement de la philosophie et apprécie à sa juste valeur la tenue au Mali de la réunion régionale de haut niveau sur ces sujets en septembre dernier : l'éducation à la citoyenneté et au civisme, en vue de promouvoir la paix, la démocratie et la tolérance.

... Madagascar est favorable à la mise en place de comités nationaux du programme sur la gestion des transformations sociales, du programme hydrologique international, de comités sur l'éducation au développement durable. Mon pays appuie les initiatives de l'UNESCO visant le renforcement des capacités en matière de conservation et de gestion du patrimoine culturel, de conservation et de gestion du patrimoine documentaire et linguistique, et la revalorisation des valeurs traditionnelles.

... Madagascar remercie l'UNESCO pour sa contribution à la mise en place de centres multimédias communautaires pilotes et pour la formation des journalistes. »

MALI

S. E. M. Mohamed Salia Sokona Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République du Mali en France, Délégué permanent auprès de l'UNESCO

« ... Je voudrais féliciter M. Matsuura pour le travail remarquable qu'il a réalisé à la tête de l'organisation tout au long de ses deux mandats et pour les efforts méritoires qu'il a déployés dans la gestion de l'Organisation. Le Mali salue son intérêt pour l'Afrique.

... Je voudrais adresser mes très chaleureuses félicitations à la Directrice générale désignée. Nul ne doute qu'au cours de son mandat, et avec les qualités qu'on lui connaît déjà, elle saura mériter la confiance que les Etats ont placée en elle et diriger l'UNESCO sur la voie de la pleine atteinte de ses nobles idéaux.

... Le Mali apprécie le programme de l'UNESCO qui maintient la priorité à la réalisation de l'Éducation Pour Tous (EPT).

... Le Mali se félicite de l'appui que lui apportera l'Organisation à la suite de sa sélection au programme de formation des enseignants en Afrique Subsaharienne (TTISSA).

... L'alphabétisation qui occupe une place de choix dans le programme de l'éducation de l'UNESCO constitue aussi l'un des axes majeurs du Programme Décennal de Développement de l'Éducation (PRODEC) en cours dans mon pays.

... Le Mali a entamé une coopération dynamique avec l'UNESCO pour la formation des chercheurs et des professeurs de l'enseignement supérieur et pour la facilitation de l'accès des étudiants et des professeurs à une documentation de qualité. Il souhaite en conséquence la poursuite des différentes actions entamées à ce niveau et en particulier l'accélération du processus de réalisation d'une bibliothèque universitaire centrale.

... Le Mali approuve le contenu du Programme sur les sciences exactes et naturelles, qui est en harmonie avec la politique nationale en matière d'éducation en général, d'enseignement supérieur et de recherche scientifique en particulier.

... Il exprime le besoin d'appui à la politique de renforcement des capacités en matière de sciences, de technologie et d'innovation aux fins de développement durable et de l'élimination de la pauvreté.

... Le Mali adhère à l'axe majeur du programme lié à l'eau, qui vise à promouvoir la gestion durable et la préservation de l'eau douce, des ressources terrestres et de la biodiversité ainsi que la résilience face aux catastrophes.

... Le Mali se réjouit de l'augmentation du budget du programme des Sciences Sociales et Humaines. Nous accordons une grande attention aux transformations sociales et à la gestion pacifique des crises sociales.

... Concernant la jeunesse en Afrique, le Mali salue l'orientation principale du Programme axée sur l'autonomisation, à travers notamment l'association des jeunes à l'élaboration des politiques de formation, l'entrepreneuriat et l'intégration régionale par le biais de la consolidation des réseaux jeunes.

... Le Mali adhère au projet de programme et de budget proposé qui s'articule pour les deux prochaines années sur la promotion de la diversité culturelle, la protection et la sauvegarde du patrimoine culturel. Nous proposons également d'envisager dans le prochain projet de programme, l'inscription du développement des industries culturelles et créatives parmi les axes prioritaires.

... Enfin au niveau de la Priorité globale Afrique, mon pays suggère de mettre un accent particulier sur le renforcement des liens entre la diversité culturelle et la biodiversité à travers l'expérimentation d'un programme « Fleuves et Patrimoine ».

... Le Mali approuve le Grand Programme relatif à la communication et à l'information, qui œuvrera à édifier des sociétés du savoir inclusives grâce à l'information et à la communication et favorisera l'accès universel à l'information et au savoir, tout en visant à promouvoir des médias et des informations en structures pluralistes, libres et indépendants.

... En 2010, de nombreux pays africains dont le mien célébreront les cinquante ans d'indépendance. Cet événement revêt un cachet particulier dans la vie politique de ces pays. Aussi nous attendons de l'UNESCO une implication à la dimension de l'événement. »

MAURICE

M. Vasant K. Bunwaree
Ministre de l'éducation,
de la culture et des ressources
humaines

« ... J'adresse mes plus chaleureuses félicitations à la Directrice générale élue, S. E. Mme Irina Bokova.

... Je voudrais aussi exprimer ma profonde gratitude à M. Koïchiro Matsuura pour la manière remarquable dont il a exercé ses responsabilités et pour ses efforts inlassables en vue de réformer la conduite des affaires de l'UNESCO en instituant l'obligation redditionnelle et la gestion axée sur les résultats.

... L'UNESCO est la seule organisation du système des Nations Unies à qui incombe l'immense responsabilité de promouvoir la paix, le développement et le bien-être dans le monde par l'éducation, la science, la culture et l'information et la communication. L'approche holistique et l'esprit de mutuelle coopération et de dialogue dont l'UNESCO a fait preuve au fil des ans pour relever ce formidable défi renforcent sa prééminence et sa pertinence au sein de la communauté des nations.

... Le monde connaît des transformations rapides et des progrès considérables dans divers domaines de l'activité humaine. Dans le même temps, le déficit de développement dont souffrent les pays du monde en développement, en particulier en Afrique, fait de la pauvreté, de la faim et du déni des droits fondamentaux, qu'aggrave encore la récession économique mondiale, une cause incessante de grande détresse et de profonde souffrance.

... Le continent africain en général, et l'Afrique subsaharienne en particulier, sont parmi les plus durement touchés. Il est grand temps que l'UNESCO et la communauté internationale aillent de l'avant et proposent des mesures concrètes pour relever ces grands défis mondiaux. Maurice soutient toutes les initiatives de l'UNESCO dans ce sens.

... Je souhaite saluer les efforts du Secrétariat de l'UNESCO pour continuer de répondre aux deux priorités énoncées dans la Stratégie à moyen terme pour 2008-2013, à savoir l'Afrique et l'égalité entre les sexes. Nous sommes néanmoins convaincus que l'UNESCO peut faire davantage et venir en aide aux pays et aux peuples qui en ont le plus besoin - ceux qui doivent briser le cercle vicieux de la pauvreté, préparer à leurs enfants un avenir plus lumineux, et s'affranchir de ces fléaux que sont la guerre et

la maladie. C'est pourquoi Maurice croit que l'UNESCO devrait s'employer à assurer une allocation plus efficace des ressources comptées à ses objectifs prioritaires. »

MOZAMBIQUE

M. Ali Aires Ministre de l'éducation et de la culture

« ... Nous voudrions adresser un témoignage particulier de notre gratitude au Directeur général, M. Koïchiro Matsuura, pour la manière avisée dont il a conduit l'Organisation, la renforçant par des réformes internes, la mobilisation de synergies au service de l'accomplissement de sa mission, l'accent mis sur l'éducation, l'accès aux avancées de la science, et la promotion et le respect de la diversité culturelle.

... La présente Conférence se tient à un moment où le monde subit encore les effets de la crise financière et économique, qui frappent durement nos pays, en particulier leur secteur social. Je voudrais féliciter l'UNESCO pour la vision stratégique formulée dans le 35 C/5, qui non seulement présente des politiques et des programmes, mais encore met en évidence les défis et propose des solutions aux États membres, aux organisations internationales et aux autres acteurs.

... L'UNESCO a un rôle fondamental à jouer, principalement dans ses domaines de compétence - l'éducation, la science, la culture et l'information.

... Nous soutenons la proposition du Brésil tendant à faire du portugais une langue de travail de notre Organisation. Dans le cadre de la coopération entre le Mozambique et l'UNESCO, le Gouvernement continue de prêter une attention particulière à l'île de Mozambique, site du patrimoine mondial.

... Nous voudrions réaffirmer notre volonté de renforcer notre actuelle coopération avec l'UNESCO en vue d'améliorer la qualité des services publics dans le domaine de la communication de masse. »

NAMIBIE

M. Becky R. K. Ndoze-Ojo Vice-Ministre de l'éducation

« ... Le Projet de programme et budget pour le prochain exercice biennal montre clairement la volonté de l'UNESCO de mieux concentrer, cibler et gérer ses activités et ses ressources afin d'obtenir des résultats concrets avec un maximum d'impact pour les États membres.

... La Namibie constate avec satisfaction que l'Afrique et l'égalité des genres demeurent des priorités globales de l'Organisation. Il est toutefois essentiel de disposer d'indicateurs quantifiables et de bases de données pour nous permettre de contrôler et d'évaluer dans quelle mesure les différents secteurs du programme de l'UNESCO s'attaquent concrètement à ces priorités globales.

... La Namibie souligne l'importance des priorités du Secteur de l'éducation pour l'exercice biennal dans la perspective de l'EPT.

... Compte tenu de l'extrême importance des différentes conférences sur l'éducation, il est essentiel que l'UNESCO s'efforce de mettre en œuvre les recommandations des dites conférences au cours du prochain exercice biennal.

... En ce qui concerne les sciences naturelles, la Namibie approuve l'accent mis sur les politiques et le développement de capacités dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation dans la perspective du développement durable et de la réduction de la pauvreté. C'est pourquoi nous demandons une fois de plus le renforcement du Programme international relatif aux sciences fondamentales.

... Nous approuvons également l'inscription de la prévention des catastrophes naturelles et de la mitigation des risques au rang de priorités du biennium.

... La Namibie invite l'UNESCO à continuer de soutenir les États membres dans des domaines comme la formation et la gestion des ressources en eau, la promotion et l'utilisation des sources d'énergie renouvelables et la valorisation et l'utilisation des savoirs autochtones.

... En ce qui concerne les sciences sociales et humaines, la Namibie approuve l'accent mis sur leur contribution à la solution des grands problèmes sociaux et éthiques de la planète.

... Nous approuvons l'accent mis sur l'éradication de la pauvreté, la promotion de la paix et du dialogue entre les civilisations et les cultures, l'encouragement à la réflexion et aux débats philosophiques, la défense des droits de l'homme et la lutte contre la discrimination.

... Pour que ces idéaux deviennent une réalité, il faut que l'UNESCO s'efforce de toute urgence de renforcer les activités correspondantes au niveau des bureaux multipays.

... Cela passe par la gestion décentralisée de ressources financières et humaines appropriées.

... La Namibie invite l'UNESCO à s'efforcer d'impliquer davantage la jeunesse dans ses programmes et ses activités afin de lutter contre le chômage des jeunes et les autres problèmes qui les affectent.

... En ce qui concerne la culture, la Namibie approuve pleinement les deux priorités du biennium, à savoir la sauvegarde et la gestion du patrimoine physique et immatériel et la promotion de la diversité des expressions culturelles et du dialogue entre les cultures.

... La Namibie félicite l'UNESCO de son action en vue d'élaborer des instruments normatifs dans le domaine de la culture. Nous invitons l'Organisation à poursuivre avec les moyens financiers et techniques nécessaires son travail d'information, afin d'inciter davantage d'États membres à ratifier et mettre en œuvre les conventions relatives à la culture.

... En ce qui concerne la communication et l'information, nous approuvons la priorité accordée à la promotion de la liberté d'expression et à l'accès universel à l'information et au savoir. Nous nous réjouissons également de l'accent mis sur l'utilisation des médias et des technologies de l'information et de la communication au service de l'enseignement et de l'apprentissage.

... En ce qui concerne les instituts et les spécialistes de la formation aux médias, la Namibie souhaite qu'il soit fait davantage pour améliorer leurs capacités et compétences en vue de relever le niveau des prestations et l'éthique de la profession, pour que les professionnels des médias puissent contribuer davantage à la défense des droits de l'homme et à la bonne gouvernance.

... Pour ce qui est des réformes et de la décentralisation, la Namibie approuve les grandes orientations du système des Nations Unies et le calendrier des réformes de l'UNESCO.

... Mais pour que ce calendrier des réformes devienne réalité, il faut que l'UNESCO dote ses bureaux hors Siège de moyens appropriés, financièrement d'abord, mais surtout en termes d'expertise et de personnel hautement qualifié.

... La délégation namibienne tient à rendre hommage au Directeur général sortant, M. Matsuura, pour ses qualités de chef, pour son dévouement à l'UNESCO, et pour les réformes qu'il a engagées en vue de renforcer l'efficacité et l'impact de l'Organisation.

... Je félicite la nouvelle Directrice générale de l'UNESCO de son élection, et lui souhaite toute la réussite possible dans l'exercice de ses nouvelles responsabilités. »

NIGER

Mme Maïguizo Rakiatou Zada
Secrétaire générale
Ministère de l'éducation nationale

« ... Mes félicitations s'adressent à Monsieur Koïchiro Matsuura, Directeur général sortant, pour son engagement personnel dans le remarquable travail abattu depuis sa nomination à la tête de l'organisation.

... Je présente les chaleureuses félicitations de la République du Niger à Madame Irina Bokova pour sa brillante élection.

... Deux ans se sont écoulés déjà depuis la 34^{ème} session, et je me réjouis que le cahier de charges qu'elle nous a confié a été en grande partie respecté. Certes, il reste encore à faire, du fait des contingences qui échappent peut être à notre contrôle et qui entravent la conduite des programmes et projets à exécuter, mais les engagements auxquels les États membres ont souscrit nous commandent de conjuguer nos forces et nos intelligences pour réaliser les objectifs du millénaire pour le développement dont l'UNESCO est un des initiateurs.

... L'atteinte de ces nobles objectifs est possible et les pères fondateurs de l'UNESCO ne se trompaient pas en prédisant que par l'éducation, la science, la culture et la communication et

l'information, l'homme pourrait un jour transformer la terre en un monde juste et bon. »

NIGÉRIA

(République fédérale du)

Mme Aishatu Jibril Dukku
Ministre d'État à l'éducation

« ... Je tiens à féliciter le Directeur général d'avoir su mener à bien des réformes administratives et structurelles qui se sont traduites par des gains d'efficacité, de transparence, de contrôlabilité et de visibilité dans tous les secteurs d'activité de l'UNESCO au cours de la dernière décennie.

... Nous souhaitons la bienvenue à la nouvelle Directrice générale et l'invitons à persévérer dans la voie des réformes pour donner encore plus de relief à l'action de l'UNESCO.

... Compte tenu de la situation mondiale et des problèmes que posent l'analphabétisme, la faim, la maladie ou encore le non-respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, l'action de l'UNESCO est toujours aussi actuelle et n'a rien perdu de son importance stratégique.

... En ce qui concerne le Programme et budget pour 2010-2011 (35 C/5), le Nigéria approuve l'accent mis sur les deux grandes priorités que sont l'Afrique et l'égalité des genres ainsi que les orientations stratégiques des grands programmes de l'UNESCO.

... Nous approuvons le principe du Fonds de coopération Sud-Sud pour l'éducation en tant que mécanisme de coopération et d'échange des meilleures pratiques entre pays en développement. Ce Fonds devra bénéficier du ferme soutien des pays industrialisés comme des pays en développement, sous forme de contribution des fonds extrabudgétaires.

... L'UNESCO ne peut plus se contenter d'un budget à croissance nominale zéro pour s'acquitter de sa mission planétaire.

... Nous remercions l'UNESCO d'avoir participé à la mise en œuvre du Plan spécial de renforcement de la coopération Nigéria-UNESCO, formulé en 1999 dans la résolution 56 de la 30^e session de la Conférence générale de l'UNESCO

et d'avoir ainsi contribué à la réussite de certaines de nos entreprises, comme le « Plan national de soutien et de relance de l'enseignement technique et professionnel », qualifié de modèle dont pourraient s'inspirer les autres pays africains, ou la création d'un institut (catégorie 2) pour la culture africaine et la compréhension internationale, mais aussi d'un centre d'excellence et de deux centres de référence destinés à promouvoir au Nigéria le modèle UNESCO de programmes de formation des journalistes.

... Nous devons continuer résolument à développer des partenariats afin de promouvoir l'idéal de l'UNESCO : élever les défenses de la paix dans l'esprit des hommes. »

OUGANDA

Mme Geraldine Namirembe
Bitamazire
Ministre de l'éducation et des sports
Présidente de la Commission nationale pour l'UNESCO

« ... Aujourd'hui, le monde est confronté à la dure réalité économique, et celle-ci nécessite de nouvelles stratégies et de nouvelles approches pour une gestion efficace de notre Organisation. En examinant le projet de document 35 C/5, nous devons tenir compte de la crise économique mondiale et prendre des décisions propres à renforcer et consolider les acquis plutôt que de les remettre en question.

... L'Ouganda approuve la proposition du Directeur général de donner la priorité au Plan d'action global en vue de la réalisation des objectifs de l'EPT. Les initiatives de haut niveau que sont l'Initiative mondiale sur l'éducation et le SIDA (EDUSIDA), l'Initiative de l'UNESCO pour l'alphabétisation : savoir pour pouvoir (LIFE), ou encore l'Initiative pour la formation des enseignants en Afrique subsaharienne (TTISSA) ont un impact direct sur la réalisation des objectifs de l'EPT. L'Ouganda aimerait que le mouvement s'accélère et que toutes ces initiatives débouchent sur des actions concrètes.

... L'Ouganda apprécie l'action de l'UNESCO en faveur de la jeunesse par le biais de programmes comme les Jeunes professionnels, le Réseau des écoles associées à l'UNESCO

(réSEAU) ou le Forum des jeunes qui s'est tenu la semaine dernière. Nous prions instamment le Directeur général de mettre en œuvre la stratégie d'action de l'UNESCO avec et pour les jeunes.

... Les changements sociaux, l'exode des campagnes vers les villes et la mondialisation ont un impact négatif en termes de valeurs et de cohésion sociale, notamment auprès des jeunes, qui appelle une intervention urgente de notre part. L'activation du Programme pour la Gestion des transformations sociales (MOST) dans les États membres pourrait nous aider à mieux traiter ce type de problèmes.

... L'éducation physique et les sports font partie intégrante de l'éducation au plein sens du terme. Par ailleurs, l'UNESCO doit renforcer ses programmes concernant la philosophie et la bioéthique.

... L'Ouganda approuve l'idée que le Secteur de la culture doit veiller à la protection du patrimoine immatériel au même titre qu'à la promotion de la diversité culturelle et des expressions artistiques. L'Ouganda approuve la promotion de la liberté d'expression et de l'accès à l'information, notamment par le développement des capacités institutionnelles. Nous constatons avec plaisir que l'Université Makerere va être érigée en Centre d'excellence pour la formation aux médias.

... En résumé, l'Ouganda approuve la proposition du Directeur général de poursuivre le processus des réformes engagées. Ces réformes passent par le renforcement des commissions nationales afin qu'elles puissent s'acquitter de leur rôle d'alliés privilégiés de l'UNESCO au niveau des pays. Nous prions également le Directeur général de traduire dans les faits les deux grandes priorités que sont l'Afrique et l'égalité des genres. »

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

S. E. M. Jean Willibiro Sako
Ambassadeur extraordinaire et
plénipotentiaire de la RCA en
France, Délégué permanent auprès
de l'UNESCO

« ... Je voudrais remercier M. Koïchiro Matsuura pour l'action dynamique des réformes menées, qui ont contribué à consolider les fondements de l'Organisation et à lui permettre de s'acquitter au mieux de la mission qui a présidé à sa création.

... En dépit des efforts louables de l'Organisation, il reste beaucoup à faire dans les pays en développement. Mon pays reste convaincu que l'éducation est le meilleur instrument de valorisation et de promotion des ressources humaines.

... L'initiative de l'UNESCO pour la formation des enseignants en Afrique Sub-saharienne (TTISSA) dont mon pays est partie prenante est à saluer.

... Mon pays rend un vibrant hommage à l'Organisation et espère pendant le mandat de la nouvelle Directrice générale que nous félicitons déjà pour sa désignation, continuer à bénéficier de son précieux concours aux fins de son développement socio-économique.

... Nous exprimons la gratitude du Gouvernement à l'UNESCO qui a bien voulu mettre à la disposition de la RCA les moyens adéquats qui ont permis l'organisation d'un séminaire sous-régional à Bangui sur le programme « la Mémoire du Monde », lequel a mobilisé les Etats de l'Afrique centrale autour de cette initiative encore peu connue.

... La RCA se réjouit des innovations introduites dans la présentation et le contenu du Projet de programme 35C/5.

... La RCA approuve tous les grands axes du programme de l'exercice biennal 2010-2011. Elle salue l'accent qui est mis sur les deux grandes priorités de programme à savoir l'Afrique et l'égalité des genres.

... L'Organisation doit continuer à œuvrer pour un meilleur partage des connaissances des NTIC. »

RÉPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

M. Maker Mwangu Famba
Ministre de l'Enseignement
primaire, secondaire et
professionnel

« ... Nous avons examiné le projet du Programme et Budget pour l'exercice 2010-2011 et saluons la présence en son sein du programme relatif à l'Afrique et à l'égalité entre les sexes comme priorités biennales transversales.

... La RDC réitère sa disponibilité pour abriter à Kinshasa le siège du Centre régional de Recherche et de Documentation sur les Femmes et la Construction de la Paix dans la Région des Grands Lacs ; il deviendrait centre de Catégorie II sous les auspices de l'UNESCO si cette auguste assemblée adopte le projet de résolution y relatif soumis à son examen.

... Nous nous réjouissons de voir que le budget alloué à l'éducation a été accru. L'UNESCO devrait affirmer son leadership dans la mise en œuvre de l'EPT en réussissant le pari de la mobilisation des ressources financières requises en faveur des pays post-conflits dont la RDC.

... La RDC rappelle la recommandation de la 48ème Conférence internationale de l'éducation de Genève sur le respect des infrastructures scolaires en cas de conflit armés. L'école doit être sacrée et inviolable.

... La RDC est consciente du rôle incontournable que jouent les sciences et la technologie dans le développement durable. Nous souscrivons aux priorités biennales retenues dans ce secteur.

... Nous soutenons le projet GRAPHIC sur l'évaluation des ressources en eaux souterraines et sollicitons l'accompagnement de l'UNESCO pour l'évaluation des aquifères transnationaux dans la sous-région de la SADC.

... Un appui de l'UNESCO et celui d'autres partenaires dans le cadre de la prévention des catastrophes est vivement souhaité. Nous renouvelons également notre appel pour la poursuite des efforts concertés en vue de la sauvegarde de nos parcs naturels sur la liste du Patrimoine mondial.

... Le Gouvernement congolais, en accord avec les gouvernements de la Région, voudrait faire de l'Ecole régionale d'aménagement intégré des forêts et territoires tropicaux (ERAIFT) un établissement d'enseignement universitaire en tant que centre de catégorie II placé sous les auspices de l'UNESCO.

... Nous encourageons le renforcement du Programme MOST ainsi que le renforcement des capacités des centres de recherche en sciences sociales et humaines pour nous aider à relever les défis sociaux.

... Nous proposons d'impliquer des spécialistes en philosophie pour consolider la Culture de la paix et trouver des solutions durables aux crises à répétition dans la Sous-région des Grands Lacs.

... Nous sollicitons l'accompagnement de l'Organisation pour l'édition des livres dans les langues en péril.

... Nous considérons que la liberté d'expression et l'accès à l'information contribuent à la consolidation de la paix, de la démocratie et à la promotion de la bonne gouvernance.

... Nous encourageons le renforcement de la capacité opérationnelle du PIDC et du PIPT en vue de leur permettre de remplir correctement leurs missions respectives. »

RÉPUBLIQUE UNIE DE TANZANIE

M. Haroun Suleiman
Ministre de l'éducation et de
la formation professionnelle,
Zanzibar

« ... Au nom de mon gouvernement et en mon nom propre, j'exprime ma profonde gratitude à M. Matsuura pour son remarquable bilan et pour son soutien à notre pays dans tous les domaines relevant de la compétence de l'UNESCO.

... Après trois exercices biennaux consécutifs de budget à croissance nominale zéro, la Conférence générale est invitée à approuver une augmentation de 18 millions de dollars des États-Unis qui porterait l'enveloppe budgétaire de l'UNESCO à 653 millions de dollars des États-Unis, augmentation que mon gouvernement approuve, conformément aux recommandations du Conseil exécutif. Mon gouvernement approuve également les priorités exprimées par le Directeur général dans le document 35 C/5 : l'Afrique, l'égalité des genres, les PMA, la mort subite du nourrisson et l'aide aux plus démunis.

... L'UNESCO doit concentrer ses efforts sur les points suivants : réalisation des Objectifs de l'EPT et des Objectifs du Millénaire concernant l'éducation, éducation de qualité pour tous à tous les niveaux, formation d'enseignants hautement qualifiés, lutte contre l'illettrisme, promotion de l'acquisition des compétences, notamment dans le cadre de l'EFTP, enseignement secondaire et supérieur, éducation relative au VIH/SIDA, équité et insertion sociale, l'accent étant mis en particulier sur l'Afrique, avec la mise en œuvre du Plan d'action pour la deuxième Décennie de l'éducation en Afrique ... (2006-2015).

... Mon gouvernement souhaite que des mesures soient prises pour développer les capacités des pays dans les domaines suivants : exploitation plus efficace des ressources naturelles ; forage des nappes d'eau souterraine ; adaptation au changement climatique et atténuation de ses effets ; enseignement des sciences ; développement de l'ingénierie et des énergies renouvelables ; application du plan d'action consolidé de l'Union africaine pour la science et la technologie ; réflexion sur la bioéthique et l'éthique du savoir scientifique et technologique ; promotion de la paix et du dialogue entre les civilisations, les cultures et les peuples. L'UNESCO doit

également s'attacher à promouvoir activement le Programme « les Routes de l'indépendance : la mémoire de la libération en Afrique » et la culture de la maintenance au service du développement durable. Par ailleurs, mon gouvernement est très préoccupé par la fracture numérique et les écarts qui ne cessent de se creuser en matière d'accès à l'information. L'UNESCO doit être à la pointe du combat pour la liberté d'accès et le développement des bibliothèques numériques.

... Je tiens à remercier le Directeur général pour l'aide accordée à l'Université ouverte de Tanzanie, à l'Université d'État de Zanzibar, et à l'Université de Dodoma ainsi que de sa prompte intervention en vue de faciliter l'évaluation des systèmes nationaux d'innovation scientifique et technologique de Tanzanie. Nous apprécions également l'aide apportée à mon gouvernement par l'Institut international de planification de l'éducation dans le cadre du programme SACMEQ (Consortium d'Afrique australe et orientale pour le pilotage de la qualité de l'éducation).

... Mon Gouvernement approuve les orientations stratégiques de l'UNESCO dans ses domaines de compétence, car elles visent à assurer la mise en œuvre effective du programme avec le souci d'obtenir des résultats. »

RWANDA

S. E. M. Gérard Ntwari
Ambassadeur extraordinaire
et plénipotentiaire
Délégué permanent auprès
de l'UNESCO

« ... Je saisis cette occasion pour rendre hommage au Directeur général sortant, Monsieur Koïchiro Matsuura, pour la compétence, la clairvoyance, la détermination avec lesquelles il a dirigé l'UNESCO ces dix dernières années.

... Le Rwanda est totalement conscient que l'alphabétisation constitue l'une des clés d'accès à l'information, à la connaissance et à une plus grande communication.

... L'UNESCO a organisé à Kigali un séminaire de haut niveau sur l'éducation de base pour l'Afrique. La plupart des pays africains y ont participé et un document comprenant des engagements de chacun «The kigali Call for Action» en est sorti. Nous appelons l'UNESCO et les autres partenaires à concrétiser leurs engagements pris à Kigali tels qu'ils apparaissent dans le document susmentionné.

... Je voudrais exprimer la reconnaissance de mon pays à l'UNESCO, qui a contribué à nos réalisations par son appui continu au développement du Rwanda. Toutefois, nous lui rappelons notre projet de faire inscrire au patrimoine culturel certaines de nos réserves naturelles et le site de Mémorial du Génocide perpétré contre les Tutsi du Rwanda en 1994. »

SÉNÉGAL

M. Kalidou Diallo
Ministre de l'enseignement
préscolaire, de l'élémentaire,
du moyen secondaire et des
langues nationales

« ... Notre Organisation vit, avec la présente Conférence générale des moments intenses d'émotion. Nous faisons, en effet, nos adieux au Directeur général sortant M. Koïchiro Matsuura. L'histoire lui réservera la juste place qui lui revient dans les progrès accomplis par l'UNESCO.

... L'UNESCO a réalisé des avancées extrêmement significatives en matière d'Education, l'un des ses piliers fondamentaux. Rien que pour le présent exercice biennal, les bilans présentés et les perspectives ouvertes par:

- la 48^{ème} Conférence internationale de l'éducation intitulée « L'éducation pour l'inclusion, la voie de l'avenir », tenue en novembre 2008 à Genève (Suisse) ;
- la Conférence mondiale sur l'éducation pour le développement durable : « S'engager dans la seconde moitié de la Décennie, mars- avril 2009 », à Bonn (Allemagne) ;
- la Conférence mondiale sur : « La nouvelle dynamique de l'enseignement supérieur et de la recherche au service du progrès sociétal et du développement » en juillet 2009, à Paris (France) ;

sont significatifs à cet égard.

... J'y ajoute la priorité donnée à la formation des enseignants en Afrique subsaharienne» (TTISSA) et les programmes d'éducation et de protection de la petite enfance.

... La sixième Conférence internationale sur l'éducation des adultes – CONFINTEA VI, « Vivre et apprendre pour un futur viable : l'importance de l'éducation des adultes », qui aura lieu en décembre 2009 à Belém (Brésil) sera un moment de mutualisation des efforts, au niveau planétaire, pour parachever notre engagement en faveur de l'Education.

... Dans le domaine des sciences exactes et naturelles, les Etats-Parties ont pris conscience, grâce notamment à l'UNESCO, de l'ampleur du défi environnemental auquel notre planète est confrontée.

... Le secteur des sciences sociales et humaines s'est, quant à lui, distingué par l'impulsion donnée à la recherche concernant l'approche holistique des missions de l'UNESCO. Les instruments que constituent, à cet égard, la COMEST et le programme MOST ont permis l'élaboration de stratégies et d'initiatives pour une articulation efficiente entre la recherche et les politiques de développement et d'éthique.

... L'UNESCO a également su redonner à la culture sa place naturelle de moyen et finalité du développement.

... Les programmes en faveur de la liberté d'expression, de sauvegarde du patrimoine documentaire de l'humanité que porte le programme Mémoire du monde ont également été renforcés. »

SIERRA LEONE

M. Minkailu Bah
Ministre de l'éducation, de la
jeunesse et des sports

« ... Je tiens à dire combien nous apprécions la collaboration entre l'UNESCO et le Gouvernement et le peuple de Sierra Leone, surtout dans le contexte actuel de fin de conflit, avec ce que cela implique en termes de réhabilitation et de reconstruction.

... Ma délégation apprécie tout particulièrement le travail remarquable accompli par l'UNESCO en faveur de notre pays sous

la direction de M. Matsuura, auquel nous adressons nos vœux les plus sincères. Nous sommes persuadés que sous l'impulsion de la nouvelle Directrice générale, l'UNESCO restera le meilleur ami de la Sierra Leone.

... Des progrès significatifs ont été réalisés dans la poursuite des objectifs de l'Éducation pour tous (EPT), grâce notamment à l'importante contribution de l'UNESCO au développement des capacités de la Sierra Leone. Mon pays remercie également l'UNESCO de son aide dans le cadre de l'initiative TTISSA, ainsi que de son appui renouvelé à nos programmes d'EFTP.

... La Sierra Leone a absolument besoin de votre collaboration pour surmonter les handicaps en matière de ressources et de capacités qui font obstacle à son développement social, éducatif, culturel, scientifique et technologique et pour l'aider à sortir des profondeurs du classement des pays en fonction de l'indice du développement humain établi par les Nations Unies.

... C'est dès maintenant que nous avons besoin de votre aide ! »

SOMALIE

S. E. M. Mohamud Farah
Ambassadeur extraordinaire
et plénipotentiaire de Somalie
en France, Délégué permanent
auprès de l'UNESCO

« ... Je tiens également à féliciter moi aussi Mme Irina Bokova de son élection et me réjouis du discernement dont a fait preuve l'Organisation en désignant pour la première fois une femme à la tête de l'UNESCO. Je suis persuadé que la nouvelle Directrice générale saura poursuivre les réformes engagées et confirmer les bons résultats obtenus par son prédécesseur, M. Koïchiro Matsuura.

... Les défis auxquels nous sommes confrontés sont nombreux : éradiquer l'analphabétisme, lutter contre la faim, offrir à tous un enseignement de qualité, élargir l'accès du public à l'information pour instaurer une société de l'information, prendre pleinement en compte la dimension éthique de la science, de la technologie et de la recherche, affirmer l'importance de la diversité culturelle comme vecteur de la communication et de l'échange d'idées entre les peuples, préserver l'environnement et protéger le

patrimoine physique et immatériel. Relever ces défis, telle est la mission de l'UNESCO, et la Somalie est fière de s'y associer. »

SOUDAN

M. Hamid Mohammed Ibrahim
Ministre de l'éducation

« ... Je voudrais d'abord féliciter Mme Irina Bokova de son élection et je présente tous mes vœux de réussite à la nouvelle Directrice générale de l'UNESCO.

... Je tiens également à souligner le rôle déterminant joué à la tête de l'Organisation par le Directeur général sortant, M. Koïchiro Matsuura, dans une période de crise mondiale aux multiples aspects (changement climatique, crise de l'alimentation et de l'énergie et crise économique et financière pour finir).

... L'enseignement technique et professionnel reste un sujet de préoccupation majeur pour notre pays, qui s'est doté d'un Conseil national de l'enseignement technique ayant pour objectif d'accroître le nombre des institutions et des diplômés dans un domaine dont l'importance est déterminante pour le développement durable.

... La maîtrise des processus et le développement des capacités scientifiques et technologiques sont des conditions indispensables du développement durable et de la lutte contre la pauvreté.

... Je tiens à remercier sincèrement l'UNESCO d'avoir répondu rapidement aux demandes d'évaluation des politiques nationales des sciences et de la technologie. Nous espérons que l'Organisation continuera à promouvoir la coopération entre le Nord et le Sud en vue de réduire la fracture scientifique et technologique.

... Nous invitons l'UNESCO à aider et encourager les pays en développement à améliorer les programmes et la qualité de l'éducation dans les domaines de la science, de la technologie et de leurs applications pour relever les défis auxquels ces pays sont confrontés. À cet égard, nous approuvons le dessein de l'UNESCO de répondre aux besoins du continent africain dans les cinq domaines d'intérêt et d'attention qui ressortent des recommandations du Sommet d'Addis-Abeba sur la science et la technologie au service du développement.

... Nous demandons à la communauté internationale de nous aider à réparer nos dommages de guerre et à relever les défis liés aux transformations socioculturelles afin que nous puissions réaliser nos objectifs et consolider les bases d'une culture de paix et d'une démocratie viable.

... Le Soudan espère que l'UNESCO l'aidera à préserver son patrimoine culturel immatériel grâce à la numérisation des données et prie instamment l'Organisation de l'aider à réhabiliter ses sites archéologiques et à gérer la diversité culturelle du Soudan occidental (Grand Darfour).

... Nous invitons l'Organisation à contribuer à réduire la fracture numérique en favorisant la coopération dans le domaine de la recherche scientifique, l'échange d'expériences et la création de bibliothèques numériques, et à répondre aux besoins prioritaires des pays en développement en matière d'éducation. »

SWAZILAND

M. Wilson Ntshangase
Ministre de l'éducation et de la formation professionnelle

« ... Nous tenons à féliciter la nouvelle Directrice générale de l'UNESCO de sa nomination. Il est significatif que l'UNESCO, champion déclaré de l'égalité des genres, ait choisi de montrer l'exemple en désignant pour la première fois de son histoire une femme à la tête de l'Organisation. Je profite de cette opportunité pour exprimer la gratitude de mon pays pour le soutien que l'UNESCO continue à nous apporter.

... Nous remercions l'UNESCO de l'invitation adressée à sa Majesté la Reine mère du Royaume du Swaziland et de l'accueil chaleureux que lui a réservé l'Organisation ainsi qu'à sa délégation. Cette visite est significative car elle montre très clairement l'importance que l'UNESCO attache au rôle de la culture au service du développement.

... Nous soutenons sans réserve la vocation de l'UNESCO à protéger et mettre en valeur le patrimoine naturel et immatériel de nos pays, et notamment l'idée que la culture doit faire partie intégrante des politiques nationales de développement. Nous reconnaissons le rôle pionnier de l'UNESCO en matière d'éducation, particulièrement au niveau du recrutement et de la formation des enseignants. La délégation du Swaziland apprécie

également l'importance reconnue à l'éducation au service du développement durable dans les programmes de l'UNESCO.

... Nous saluons la volonté de l'UNESCO de développer les capacités des États membres par le biais de ses programmes de formation et d'enseignement technique et professionnel afin de doter les jeunes comme les adultes des compétences et aptitudes requises pour accéder au monde du travail. Nous reconnaissons et appuyons les efforts déployés par l'UNESCO dans le cadre des programmes concernant la communication et l'information.

TCHAD

M. Abderamane Koko
Ministre de l'Éducation nationale

« ... Permettez-moi de m'adresser à Monsieur le Directeur Général, qui va bientôt nous quitter, pour lui rendre un hommage mérité pour tous les changements qualitatifs apportés à notre Organisation.

... A la nouvelle Directrice générale Irina Bokova, je souhaite, au nom du Gouvernement du Tchad, la bienvenue au sein de notre grande famille.

... Le monde est aujourd'hui confronté à une situation préoccupante où le terrorisme ne semble pas avoir baissé les bras, où les récentes crises financières ont fragilisé toutes les économies du monde et plus durement encore celles des pays en voie de développement.

... Le Tchad, mon pays, est plus que jamais déterminé à soutenir dans la mesure de ses possibilités, notre Organisation afin qu'elle continue à assumer avec l'efficacité qui lui est reconnue, ses responsabilités au sein du Système des Nations Unies.

... Tout en réitérant, au nom du Gouvernement, nos remerciements à tous les partenaires du Tchad pour leur appui technique et financier dans l'élaboration et la mise en œuvre de ses programmes de développement, je voudrais profiter du haut de cette tribune pour lancer un nouvel appel à nos partenaires pour qu'ils continuent à accompagner le Tchad dans la mise en œuvre de ses différents programmes de développement, en particulier dans la formation des milliers d'enseignants dont le Tchad a besoin pour l'atteinte des objectifs de l'EPT et des OMD.

... Permettez-moi d'associer ma voix à celle de mes collègues pour dire combien le Tchad apprécie et soutient la Stratégie à moyen terme pour 2008-2013 et le Programme et Budget 2010-2011 qui continuent à accorder une place de choix à l'Afrique et à la femme. »

TOGO

M. Messanvi Gbeassor **Ministre de l'Enseignement** **supérieur et de la Recherche**

Président de la Commission nationale togolaise pour l'UNESCO

« ... Tous les hommages du gouvernement togolais vont sans nul doute au Directeur général sortant de l'UNESCO, Monsieur Koïchiro Matsuura, pour les nombreuses initiatives qu'il a prises durant ses deux mandats en vue de renforcer la crédibilité et l'efficacité de notre organisation. L'histoire retiendra, nous en sommes persuadés, les innovations qu'il a su impulser à notre institution avec courage et clairvoyance en vue d'une gestion plus rigoureuse de ses ressources, tout en sauvegardant la noble mission que s'est assigné l'UNESCO dès sa création : maintenir la Paix dans l'esprit des hommes à travers l'éducation, la science, la culture et la communication.

... Dans un monde où les connaissances s'accroissent de façon exponentielle et conditionnent aussi bien notre quotidien que notre devenir, le gouvernement togolais fait de la formation des hommes une de ses principales priorités dans le respect de l'équité et la recherche constante de la qualité et de la pertinence.

... C'est ce qui explique, malgré les ressources limitées disponibles, sa décision de rendre l'enseignement primaire obligatoire et gratuit pour tous.

... Nous félicitons le directeur général de la réussite de la conférence mondiale sur l'enseignement supérieur organisée à Paris en juillet dernier et souhaitons de tout cœur que tout soit mis en œuvre pour traduire ses principales recommandations en actions concrètes sur le terrain.

... L'initiative pour l'alphabétisation : Savoir pour pouvoir (LIFE), la politique de perfectionnement des enseignants en Afrique subsaharienne par le biais de l'initiative TTISSA ainsi que la réforme des systèmes d'enseignement et de formation

technique et professionnelle en vue d'un monde de travail, qui constituent les fondements de l'EPT, doivent être poursuivies et consolidées durant ce biennium.

... Mon pays encourage le Directeur général à maintenir l'appui de l'Organisation pour la poursuite des études approfondies du plateau continental des Etats africains, dans le cadre de la convention des Nations Unies sur le Droit de la mer.

... La nécessité de promouvoir la participation accrue des femmes à la Science et la recherche doit être maintenue dans nos priorités. C'est l'occasion de remercier le Directeur général de l'appui que l'organisation apporte aux Etats membres dans le domaine des politiques scientifiques.

... La Priorité sectorielle biennale dans le domaine de la Culture, notamment celle relative à la protection, à la sauvegarde et à la gestion du patrimoine matériel et immatériel ont retenu notre attention. Le gouvernement togolais compte sur le soutien de l'UNESCO pour l'accompagner dans la réalisation d'un inventaire général de son patrimoine culturel immatériel et matériel.

... Promouvoir la liberté d'expression et d'information et renforcer les capacités des médias libres, indépendants et pluralistes et la communication au service du développement durable est l'une de nos priorités.

... L'Afrique et l'égalité entre les sexes, prises en compte au niveau de tous les champs majeurs de ce programme, restent deux priorités primordiales, et mon pays ne peut qu'apporter son soutien au projet de programme et budget 2010-2011 de l'UNESCO. »

ZAMBIA

Mme Dora Siliya Ministre de l'éducation

« ... La Zambie tient à rendre hommage au travail accompli par M. Matsuura, et en particulier à sa volonté de décentralisation des activités de l'UNESCO par le biais des bureaux régionaux multipays.

... Nous pensons que cette initiative va aider de nombreux États membres à coopérer encore plus étroitement avec l'UNESCO. La priorité accordée à l'Afrique a été interprétée par nous comme un geste bienvenu de bonne volonté de la part du Directeur général de l'UNESCO.

... La Zambie est bien consciente du lien qui existe entre l'éducation des citoyens et le développement économique. C'est pourquoi notre Président, S. E. R. B. Banda, aime à répéter que « l'éducation est le meilleur passeport pour sortir de la pauvreté ». Tout le problème, pour nous comme pour bien d'autres États membres, est de savoir comment poursuivre nos efforts en faveur de l'éducation sur fond de crise financière.

... Investir dans l'éducation, c'est investir dans l'économie. Renoncer à investir dans l'éducation serait un choix tellement lourd de conséquences que mon Gouvernement n'envisage même pas cette possibilité.

... Nous réaffirmons notre adhésion à l'objectif de scolarisation primaire universelle d'ici 2015. »

ZIMBABWE

M. Stan Issac Mudenge Ministre de l'enseignement universitaire et supérieur

« ... Je tiens à féliciter et à remercier M. Matsuura de son action positive à la tête de l'UNESCO au cours des dix dernières années.

... Nous traversons une crise économique et financière sans précédent dont la responsabilité incombe aux pays développés. Son impact est global, mais elle frappe surtout les plus pauvres et les plus démunis d'entre nous.

... À l'heure où les gouvernements nationaux sont invités à investir en priorité dans l'éducation, qui constituerait la meilleure solution pour sortir de la crise, on a l'impression que certains pays membres cherchent à pousser l'UNESCO dans la direction opposée.

... Le Zimbabwe approuve le Projet de programme et de budget 35 C/5 pour 2010-2011. Ma délégation invite instamment l'UNESCO à mobiliser davantage de ressources extrabudgétaires pour étoffer son budget limité et permettre à l'Organisation de s'attaquer de front aux problèmes de développement socioéconomique auxquels sont confrontés de nombreux pays.

... Le rapport d'évaluation du processus de décentralisation nous informe que « le réseau de terrain souffre d'un manque d'effectifs et que les bureaux multipays ne disposent pas tous du personnel dont ils auraient besoin ». Effectivement, notre Bureau multipays d'Harare ne dispose d'aucun poste pour les sciences sociales et humaines alors que ce secteur est amené à traiter des questions d'une importance cruciale pour la région. Ce document nous apprend également que l'UNESCO n'a bénéficié d'aucune ressource supplémentaire pour financer le processus de décentralisation.

... Pour que le système décentralisé soit efficace et performant, il est indispensable que la liaison entre les bureaux de terrain et le Siège soit assurée par des instruments de gestion adéquats et que ces bureaux soient dotés à tous les niveaux de personnel ayant les compétences et le pouvoir de décision nécessaires.

... Nous exprimons notre appréciation et notre gratitude à l'Organisation, notamment pour sa contribution au développement des capacités.

... L'aide de l'UNESCO s'est avérée particulièrement précieuse dans la lutte contre le VIH/SIDA. L'UNESCO a également contribué au développement des capacités dans les domaines de la formation des maîtres, de la culture et du tourisme.

... Nous déplorons l'absence apparente de nouvelles initiatives et d'une volonté de mobiliser des ressources financières et humaines supplémentaires en faveur de la Priorité Afrique. Nous

déplorons également que les divers secteurs du Secrétariat ne partagent pas la même vision de Priorité Afrique.

Nous voulons croire qu'au cours du prochain exercice biennal, la nouvelle Directrice générale de l'UNESCO saura organiser son équipe et déployer les ressources financières disponibles de façon à tenir dûment compte de la priorité que l'UNESCO assigne et attache à cette question. Nous souhaitons également que les informations sur la réalisation de cet objectif prioritaire soient plus accessibles et qu'elles soient régulièrement communiquées sous une forme moins rébarbative.

... Nous nous réjouissons de l'augmentation globale des montants affectés au Programme de participation pour le prochain exercice biennal par rapport à l'exercice en cours.

... Il est essentiel de maintenir et renforcer ce programme, car aucun ne contribue davantage à assurer la visibilité de l'UNESCO au niveau des pays.

... Nous approuvons les propositions d'établissement d'un Centre régional pour les arts vivants en Afrique au Burkina Faso et d'un autre centre de catégorie 2, le Fonds africain du patrimoine mondial, en Afrique du Sud.

... Ma délégation applaudit à la suggestion de l'UNESCO d'impliquer davantage le Secteur des sciences dans la promotion des sources d'énergie alternative et renouvelable et en particulier de l'énergie solaire.

... Le Zimbabwe se félicite de la décision prise le 4 octobre 2009 par la septième Assemblée des Ministres du Consortium d'Afrique australe et orientale pour le pilotage de la qualité de l'éducation (SACMEQ) de relocaliser à Harare le Centre de coordination du SACMEQ, qui avait été transféré à Paris. »



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization

Africa
Department

Listening to Africa

Six-monthly Bulletin
of Africa Department
Eighth Issue: May 2010



UNESCO: PASSING THE BATON

Volume 2

The designations employed and the presentation of material throughout this publication do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of UNESCO concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries.

Published by the United Nations Educational,
Scientific and Cultural Organization (UNESCO)
7, place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP, France

© UNESCO 2010
All rights reserved

Photo credit cover: Bob Krasner©UNESCO
Cover and page layout: UNESCO/CLD
Printed by UNESCO/CLD
Printed in France

AFR-2010/WS/1 – CLD 1384.10

Editorial

Following the recent appointment of Ms Irina Bokova as Director-General of UNESCO, I am pleased to introduce the second volume of the eighth biannual bulletin of *Listening to Africa*.

The first volume, prefaced by the Director-General, places emphasis on UNESCO's overall activities for the benefit of Africa during her new term of office. This second volume highlights the specific aspirations expressed by the heads of African delegations to the 35th session of the General Conference with regard to the Programme and Budget for 2010-2011, the Organization's overarching priorities, the reforms under way and issues related to UNESCO's programme sectors.

In the current context, marked by the economic and financial crisis, the excerpts of statements made by the heads of African delegations at that session reflect the major challenges facing Africa today. In this regard, the Heads of African delegations particularly stressed the need to maintain investment in the social sector, especially in the field of education.

You may rest assured that that message has been heard by the Director-General of UNESCO. In her recent statements, Ms Irina Bokova has demonstrated her willingness to support national, subregional and regional efforts in order to assist Africa in managing its challenges and transformations, in cooperation with the other United Nations institutions and agencies.

I have no doubt that the appeal made by the heads of African delegations to UNESCO and its partners will meet with success.

I hope you enjoy reading this volume of the bulletin.

Nouréini TIDJANI-SERPOS
Assistant Director-General
Africa Department

Contents

EXCERPTS OF THE STATEMENTS BY HEADS OF AFRICAN DELEGATIONS
AT THE 35TH SESSION OF THE GENERAL CONFERENCE

AFRICAN HEADS OF STATE	5
■ His Excellency Mr Ismaïl Omar Guelleh, President of the Republic of Djibouti	6
■ His Excellency Mr Abdoulaye Wade, President of the Republic of Senegal	7
■ His Excellency Mr James Alix Michel, President of the Republic of Seychelles	8
■ His Excellency Dr. Amani Abeid Karume, President of Zanzibar	9
OTHER AFRICAN DIGNITARIES	11
Angola	12
Benin	12
Burkina Faso	13
Burundi	14
Cameroon	14
Central African Republic	14
Chad	15
Comoros	15
Congo	16
Côte d'Ivoire	16
Democratic Republic of the Congo	17
Djibouti	18
Ethiopia	19
Gabon	19
Gambia	20
Ghana	20
Guinea	21
Kenya	21
Lesotho	22
Malawi	23
Madagascar	23
Mali	24
Mauritius	25
Mozambique	25
Namibia	26
Niger	27
Nigeria (Federal Republic of)	27
Rwanda	28
Senegal	28
Sierra Leone	29
Somalia	29
South Africa	29
Sudan	30
Swaziland	31
Togo	31
Uganda	32
United Republic of Tanzania	32
Zambia	33
Zimbabwe	33

HEADS OF STATE

**REPUBLIC OF
DJIBOUTI**
His Excellency
Mr Ismaïl Omar Guelleh
President of the Republic

"It is a great honour to be permitted to address this distinguished assembly on the occasion of the thirty-fifth session of the General Conference of UNESCO (...).

I should first like to pay a special tribute to Mr Matsuura, whose term as Director-General of UNESCO has just come to an end, for the devotion he has shown to his work and for his remarkable achievements during his two terms of office.

I should also like to take the opportunity to congratulate Ms Irina Bokova on her election as Director-General of this noble Organization (...).

I am also glad to be here with you, today, as it allows me to add my voice to those of all the men and women who hold the firm conviction that "since wars begin in the minds of men, it is in the minds of men that the defences of peace must be constructed," and that "a peace based exclusively upon the political and economic arrangements of governments would not be a peace which could secure the unanimous, lasting and sincere support of the peoples of the world, and that the peace must therefore be founded, if it is not to fail, upon the intellectual and moral solidarity of mankind."

Thanks to the skilful leadership and determination of successive Directors-General, UNESCO has always surmounted the difficulties that have punctuated its history and discharged the duties entrusted to it with vigour and to general applause.

It remains the champion of the principles and values of universality, equity, respect for human rights, solidarity and

tolerance, which are the best possible framework for a dialogue among cultures and civilizations (...).

In spite of its limited financial resources, UNESCO has accomplished great things. Among its chief successes, one that is particularly dear to my heart is the *General History of Africa*. This monumental work, designed to rehabilitate a distorted and neglected past, is one of the greatest intellectual undertakings ever attempted by our Organization.

UNESCO also provides a dense network for intellectual understanding and exchange, for the sharing of experience and knowledge around the world as well as numerous cooperation programmes in the various fields in which the Organization is active.

May I also take this opportunity to say how strongly my country is attached to the fruitful cooperation that it has established with UNESCO in the fundamental areas of education, culture and access to information and knowledge, through the popularization of new information and communication technologies (NICT).

Never, in the history of the world, has humanity faced so many threats: famine, infectious diseases that are sapping the energies of entire continents, the possible failure of the global economic system, the depletion of natural resources, an upsurge of intolerance and violence, the descent of whole regions into anarchy, uncontrolled migration, extremism (a breeding ground for terrorism), nuclear threats, the list is endless.

In these troubled times, the shortcomings of the emphasis on economics at the expense of humanity have finally been revealed: never, in the history of humanity, have there been such serious threats to our natural resources. The illusion that we are living on a planet with bountiful and inexhaustible resources has been shattered. Never before have we seen an upsurge of intolerance and violence on such a worrying scale. UNESCO's constitutional mandate is thus more relevant than ever: the Organization has a vital role to play and must be more actively involved in the debate on global governance, for the areas in which it is active are central to globalization.

In view of the forthcoming United Nations Climate Change Conference, at Copenhagen in December 2009, we call on UNESCO to take a leading role, as always, with a view to achieving a more responsible globalization."

REPUBLIC OF SENEGAL

His Excellency Mr Abdoulaye Wade President of the Republic

(Speech at the Ceremony of Tribute to
Mr Koïchiro Matsuura)

"Whenever I visit UNESCO, I am overcome by a very special emotion. This house of peace among nations is a symbol of our aspiration to build a world of peace. UNESCO is an expression of our determination to face present and future challenges, together and in solidarity.

I feel a very special emotion today: I am here not only because of diplomatic conventions, but also out of a sense of a duty of fidelity that binds me to UNESCO.

Fidelity, first of all to Article 1 of the Constitution of UNESCO, which states that 'the purpose of the Organization is to contribute to peace and security by promoting collaboration among the nations through education, science and culture.' Fidelity, also, to the ideal represented by the Félix Houphouët Boigny Peace Prize, a distinction awarded to me three years ago, in this very place, and of which I am very proud.

Your Excellency, you have instigated and pursued bold and difficult, yet wise reforms; reforms designed to create a rejuvenated UNESCO, more rational in its administrative and budgetary decisions, better attuned to the projects of individual Member States and better adapted to the realities of the twenty-first century.

These bold measures have succeeded in re-establishing the universality of our Organization. I am delighted at the efforts made in recent years to strengthen the mechanisms for the

protection of the world's cultural heritage, through the adoption of three major instruments: the Universal Declaration on Cultural Diversity of 2001, the Convention for the Safeguarding of the Intangible Cultural Heritage of 2003 and the Convention on the Protection and Promotion of the Diversity of Cultural Expressions of 2005.

Mr Director-General, I am also conscious of your commitment to bringing cultures and civilizations together through dialogue, education and the popularization of information and communication technologies.

As leader of a country that spends 40% of its budget on education, I firmly believe in the importance of investing in human resources and in information and communication technologies.

The intellectual and moral solidarity of mankind invoked in our Constitution is the principal reason for UNESCO's existence. It demands renewed vigilance on the part of political leaders and ordinary citizens alike. In the twenty-first century, a world of peace will be one in which all peoples and civilizations enjoy equal dignity and equal freedom of expression.

I am keen to support the project for the renovation of history teaching in African countries, which you have just launched as an extension of the valuable work already achieved by UNESCO in compiling the *General History of Africa*. It is with the object of contributing to the fight against prejudice and negationism that Senegal, with the support of all countries in Africa, will be hosting the third World Festival of Black Arts from 1 to 15 December 2010. This artistic and intellectual gathering will be an opportunity for Africa and its diaspora to celebrate the values of black culture and civilization and to turn the spotlight on Africa's contribution to human progress."

SEYCHELLES

His Excellency

Mr James Alix Michel

President of the Republic

“ ... Climate change is the challenge of the century, for if we fail to address it, many of our islands will disappear. We are in the front line, we are the most vulnerable and we will be the ones to suffer first and most significantly if we, if all countries, do not address the problem meaningfully and urgently.

... I urge UNESCO to strengthen its work related to SIDS so that we can address climate change adaptation through better research, capacity and resilience building.

... We are thankful to UNESCO for having been a strong ally in our efforts to recognise the specificities of SIDS. We look forward to continue working with the United Nations family in ensuring the effective implementation of the Mauritius Strategy for the Sustainable Development of SIDS. We also encourage UNESCO to collaborate with other international organisations that recognise the need for specific attention to the development priorities of SIDS, for increased synergy and improved results.

... I appeal to richer and more advanced countries to support us in sustaining our development and our future through the transfer of technology, alternative energies and capacity building. UNESCO is well placed to spearhead this drive.

... We strongly support all efforts to assist the Somali people to bring about security, stability and peace to their country so that the task of development and nation-building in that part of Africa, for too long interrupted, can be pursued.

... I commend UNESCO for renewing its commitment to Africa and retaining it as a priority. I urge UNESCO to consider how the resources and expertise available at Headquarters and the various offices on the continent could be brought together in a way that would provide greater focus, synergy and effectiveness in addressing the needs of the continent.”

“The subject of ‘Culture and Development’ is of primordial importance in the context of the present global situation. We are convinced that development can be genuinely sustainable only if it stems from and is nourished by cultural identity.

We welcome the measures taken to consolidate cultural institutions and industries in the Small Island Developing States with a view to contributing to their national development. We urge that these measures be extended to allow a greater number of Small Island States to benefit from them.

Since his election as Director-General of UNESCO, Mr Matsuura has spared no effort to ensure that UNESCO continues to be humanity's ever-watchful conscience. I should like to thank him, in particular, for the promptness with which he has always responded to calls from African leaders for Africa to remain a priority in UNESCO's programmes.

Our dream, our vision, is one of a world society that meets the needs of all, that values even its smallest members and their contribution; a world society created not in the image of the rich and powerful, but of all human beings and their boundless wealth.”

ZANZIBAR

His Excellency

Dr Amani Abeid Karume

President of Zanzibarr

“ ... Let me take this opportunity on behalf of the Governments of the United Republic of Tanzania and Zanzibar and on my own behalf to congratulate Mrs. Irina Bokova, the newly elected Director General of UNESCO. Mrs. Bokova will go into history books as the first woman Director General to Head this Organisation since its inception more than 60 years ago. I have no doubt in my mind, given her excellent track record of achievements, she will make a good Director General who will lead this Organisation to rise to the challenges facing humanity in the 21st century without compromising the vision and mission of UNESCO as enshrined in its constitution.

... Let me also seize the opportunity to join other speakers before me to pay tribute to Mr. Koïchiro Matsuura, the outgoing Director General who has served this Organisation for 10 good years.

... Over the years Tanzania has enjoyed the support of UNESCO in its fields of competence, through up-stream policy advice and capacity building of its institutions and people. Three prominent Universities in Tanzania, namely the University of Dar es Salaam, the Open University of Tanzania and the State University of Zanzibar have collaborative relationship with UNESCO.

... We appreciate that UNESCO continues to assist Tanzania through various ways, including technical assistance and institutional capacity-building in sector-wide educational planning, capacity-building for implementation of national education plans in the area of literacy and capacity-building

for implementation of national education plans in teacher training in the context of Teacher Training Initiative for Sub-Saharan Africa (TTISSA). Other projects include Education Sector Management Information System (ESMIS), UNESCO's National Education Support Strategies (UNESS), UNESCO chairs, Science Technology innovation system review, fellowships and training, and media development within the framework of the Intergovernmental Programme for the Development of Communication (IPDC). I would like to express my heartfelt appreciation to the Director General for his assistance and to the Dar es Salaam UNESCO cluster offices which has been very co-operative and serving us well.

... The 35th Session of the General Conference of UNESCO is taking place at a time when the world is facing major crises. They include the crisis of global climate change, energy crisis, food crisis, and most recently, the financial and economic crisis.

... The challenge facing us all now is how to get out of these crises in a world that is so interdependent. It seems to me, more than ever before UNESCO has a critical role to play in sensitizing governments and the international community to look towards the social sector and invest more in education. Therefore concerted efforts must be made in the attainment of the EFA Goals and education related MDGs. It is through education and knowledge the global community can overcome scourges of ignorance, eradicate poverty and pursue a path of sustainable development.

... The United Republic of Tanzania supports the UNESCO strategy for action on climate change and the Director General's proposal to look for innovative methods of addressing this problem including the desirability of a standard setting instrument for the ethical principles on climate change.

... Africa is unchallenged for its rich cultural heritage and its diversity. Africa is also rich in the creative work of art, both tangible and intangible. It is heartening to note that UNESCO has new international standard setting instruments in the field of culture, which include the 2005 Convention on the Protection and Promotion of the Diversity of Cultural Expressions and the 2003 International Convention for the Safeguarding of the Intangible Cultural Heritage. The United Republic of Tanzania is on the way to ratify these conventions once the necessary procedures have been completed.

... I look at today's world as being dictated by a paradigm shift. There are challenges to the prevailing imbalance in socio-economic development among nations and people of the

world, illiteracy, and disparity in the application of scientific and technological knowledge, cultural and religious intolerances. Ignorance and illiteracy have not decreased in many parts of the world. Majority of illiterate people live in developing countries, particularly in least developed countries and Africa. Poverty is still rampant.

... Social exclusion and marginalization pass unchecked. In most parts of the world, life is unsafe due to man induced hazards, wars and HIV/AIDS. Gender disparity and inadequate provision of education of good quality are prevalent, so are violations of human rights. UNESCO has a crucial role to link peace and sustainable development to promote dialogue among civilizations, cultures and peoples to respect one another and respect cultural diversity. UNESCO has always been looking for new approaches and strategies in response to global challenges. We should all think of new role that UNESCO could play in the 21st century to raise to emerging challenges and support it. "

OTHER AFRICAN DIGNITARIES

ANGOLA

Dr António Burity da Silva Neto Minister of Education

“May I take this opportunity to pay tribute to Mr Koichiro Matsuura, the outgoing Director-General of UNESCO, and congratulate Ms Irina Bokova on her election as the new Director-General.

My country's Government is currently implementing a great number of reforms, including (i) the reform of the education system to meet the current challenges of promoting the sustained development of human resources at every level of the teaching profession, renovating existing educational institutions and constructing new institutions; (ii) reforms in the field of science with a view to strengthening national capacities in terms of human resources; (iii) with regard to culture, the promotion of Angola's culture and the improvement of coordination between institutions operating in the field of cultural industries; and (iv) in the field of communication, (v) particular emphasis on bringing legislation up to date.

Angola seconds Brazil's proposal regarding the use of Portuguese as an official language at UNESCO.”

BENIN

Mr Chabi Félicien Zacharie Minister of Pre-School and Primary Education

“Benin is delighted that the Member States have approved the budgetary ceiling of US \$653 million.

Although it amounts to a 3.5% increase in the budget for the previous biennium and although the ratio of programme costs to administrative costs is improved, this amount does not constitute, in our eyes, a substantial budget for an Organization that is responsible for intellectual watch functions within the United Nations system and whose fields of activity are both numerous and highly relevant.

As regards the priority given to Africa, it is important that, under its decentralization policy, UNESCO should strengthen its presence and expand its activities in African countries with programmes focusing on education, which is recognized as the essential key to growth and the pillar of socio-economic development par excellence. Benin would like to see new directions within the Priority Africa programme.

Benin calls for quality education that will support sustainable development through curricula that meet the demands of the global market and the knowledge economy and for education that includes vocational training at every level, whether formal or non-formal.

UNESCO should ensure that Education and other sectors, such as the Culture, Communication and Information and Social and Human Sciences, work together to assist poor countries and Small Island Developing States in breaking the vicious circle of poverty by implementing concrete programmes on the ground.

Benin would like to see UNESCO pursue its mission to protect tangible, intangible and natural world heritage, of which it is the guardian. Climate change is becoming an issue of capital importance to African countries.

May I take this opportunity to express, once more, the thanks of the Government of Benin and my own sincere gratitude to Mr Koichiro Matsuura, the outgoing Director-General, for the reforms that he has pursued with such selflessness and success as Director-General of our Organization for the last 10 years.

I cannot conclude my address without congratulating Ms Irina Bokova, on behalf of the Government of Benin and the delegation that has accompanied me at this thirty-fifth session of the General Conference, on her nomination as Director-General by the Members of the Executive Board.

On behalf of the Government of Benin, may I also thank Brazil, China, the Republic of Korea and the many other countries that have expressed their support for the strengthening of education systems in Africa.”

BURKINA FASO

Professor Joseph Paré
Minister of Secondary and Higher
Education and Scientific Research

“This session of the General Conference is taking place at a time when our globalized world faces an unprecedented crisis – an economic, social, food and environmental crisis, as well as a moral and ethical crisis – that threatens the feasibility of UNESCO’s programmes and severely affects the most vulnerable countries, especially those of Africa. It is imperative that we work together to resolve this crisis. The real challenge is to turn the crisis into an opportunity to question the status quo and build a true world of peace for a world that is more humane and more democratic.

UNESCO’s constitutional mandate is still relevant in the twenty-first century, when building knowledge-based societies is an imperative, when culture is crucial to any meaningful debate on development, when science and innovation mark a new era in humanity’s future in all social and environmental fields such as climate change and water, when the deep-seated changes at work in our societies are better understood and when dialogue, tolerance and respect for diversity and freedom of expression are cardinal values that must be cherished.

Education plays a central role in the development of UNESCO’s Member States. We must, therefore, aim to provide inclusive and good-quality education at primary, secondary and higher levels. Nine years on from the Dakar Forum, the goal of ‘Education for All’, an admirable initiative on the part of the international community, launched under the leadership of UNESCO, is as important as ever and should be pursued.

The Government of Burkina Faso applauds UNESCO’s efforts to promote quality education for girls and women through the International Centre for Girls’ and Women’s Education in Africa (CIEFFA), a category 2 UNESCO centre.

My country is keen to develop its cooperation with UNESCO still further in the field of culture – in the protection of tangible and intangible heritage and the promotion of cultural diversity, which are tools for the promotion of peace, tolerance and human dignity.

My country welcomes the outstanding work of the World Heritage Centre and the World Heritage Committee in protecting and safeguarding the world’s heritage. Burkina Faso has benefited greatly from the expertise of the World Heritage Centre, which helped it to secure the inscription of its first site on the prestigious World Heritage List, the ‘Ruins of Loropéni’, on 26 June 2009.

Burkina Faso thanks UNESCO for the honour of granting it the Federico Fellini Medal at the Pan-African Film and Television Festival of Ouagadougou (FESPACO) in February 2007.

Burkina Faso is also committed to the implementation of a pan-African cultural policy. This commitment is illustrated by its hosting of the International Arts and Crafts Fair in Ouagadougou (SIAO), the Ouagadougou International Book Fair (FILO) and other events that, today, are global showcases for humanity’s cultural capital and its diversity. They prove, if any further proof were needed, Burkina Faso’s commitment to working with UNESCO to promote the world’s heritage.

Burkina Faso has submitted to UNESCO its proposal to host the future Regional Centre for Living Arts in Africa, which would be established at Bobo-Dioulasso. The proposed establishment of this category 2 UNESCO centre was examined by both parties, at Ouagadougou, on 23 June 2009 and Burkina Faso is keen to have the Centre established.

Today, climate change, water, energy shortages and pandemics such as HIV/AIDS, raise new scientific challenges that UNESCO’s programmes should address as priorities.

Information and communication technologies continue to revolutionize the world in which we live. In this field, UNESCO must play a leading role, mobilizing governments, specialized agencies and the scientific community with a view to reducing the digital divide between the Northern and Southern Hemispheres.

Burkina Faso supports UNESCO’s decision to prioritize developing countries under the Participation Programme and Fellowships Programme. These programmes make a huge contribution to UNESCO’s visibility in the field and should be expanded.

Burkina Faso supports the Draft Programme and Budget as revised and submitted by the Director-General and approved by the Executive Board.”

BURUNDI

Dr Saïdi Kibeya
Minister of Higher Education and
Scientific Research

“The Government of Burundi would also like to pay tribute to Mr Koïchiro Matsuura, for his far-sighted leadership during his two terms of office, and expresses its warmest congratulations to Ms Irina Bokova on her election as the new Director-General of UNESCO.

Burundi is delighted to note that, overall, the Draft Programme and Budget for 2010-2011 meets its expectations. Burundi supports the activities proposed under Major Programme I on Education, especially the activities aimed at ensuring a quality basic education for all, as helping to promote development and build a culture of peace.

As to UNESCO’s natural sciences and social and human sciences programmes, the activities aimed at building national capacities coincide with Burundi’s own concerns.

As to Culture and Communication and Information, Burundi is pleased to note that the protection of cultural diversity and the promotion of pluralism and of dialogue among cultures are considered priority themes and that UNESCO plans, during the next biennium, to support the Member States in building capacities in the Communication and Information Sector.

We are certain that, owing to the values of solidarity and sharing that are enshrined in its mission, UNESCO will quickly find solutions to every challenge that faces humanity.”

CAMEROON

Ms Hadidja Alim Youssouf
Minister of Basic Education
President of the National
Commission for UNESCO

“The draft programme and budget submitted to the General Conference for approval is wholly consistent with the call for solidarity and understanding. It gives first priority to Africa and to gender equality. It calls for continued decentralization. Cameroon is particularly keen to see this policy continued.

The Draft Programme and Budget for 2010-2011 is the result of the consultation of all Member States. It shows clear evidence of the re-centring and streamlining of programmes for which the Member States expressed a desire at the last session of the General Conference. Cameroon notes and supports the two fundamental priorities identified therein, namely, Africa and gender equality.

Cameroon hopes that, during the 2010-2011 biennium, in spite of the present economic crisis, UNESCO will continue the reforms that it has initiated, so that it may achieve the visibility and the resources that it requires in order to meet the expectations of the Member States and their citizens.”

CENTRAL AFRICAN REPUBLIC

His Excellency
Mr Jean Willibiro Sako
Ambassador Extraordinary and
Plenipotentiary of the Central
African Republic to France
Permanent Delegate to UNESCO

“I should like to thank Mr Koïchiro Matsuura for the major impact of the reforms he has overseen, for they have helped to strengthen the Organization’s foundations and allowed it

to fulfil to the highest degree the mission for which it was established.

In spite of the Organization's laudable efforts, much still remains to be done in the developing countries. My country is still convinced that education provides the best means of enhancing and promoting human resources.

UNESCO's Teacher Training Initiative for Sub-Saharan Africa (TTISSA), in which my own country is directly involved, is to be commended.

My country wishes to pay a warm tribute to the Organization and expresses the hope that during the term of office of the new Director-General, whom we congratulate on her appointment, it will continue to receive UNESCO's much valued contribution to its socio-economic development goals.

We should like to express our government's gratitude to UNESCO for making sufficient resources available to the Central African Republic to enable it to hold a subregional training course in Bangui under the Memory of the World programme: as a result, the Central African States now support actively a venture that is still little known.

The Central African Republic welcomes the innovations to the presentation and content of the Draft Programme and Budget, document 35C/5.

The Central African Republic approves all of the major themes of the programme for the 2010-2011 biennium. It applauds the emphasis laid on the programme's two key priorities, namely Africa and gender equality.

The Organization must continue to strive to improve the sharing of knowledge of new information communication technology."

CHAD

Mr Abderamane Koko
Minister of Education

"May I address my opening remarks to the Director-General, who will soon be leaving us, to pay him a well-deserved tribute for all of the improvements he has made to our Organization.

On behalf of the Government of Chad, I should like to welcome the new Director-General, Ms Irina Bokova, most warmly to our great family.

Today, the world faces a worrying situation, in which terrorism shows no signs of abating and in which the recent financial crises have severely weakened the world's economies, with those of the developing countries being hit the hardest.

My own country, Chad, is more determined than ever to support our Organization to the best of its ability, so that the latter can discharge its responsibilities within the United Nations system with the effectiveness for which it is known.

In addition to expressing once more, on behalf of the Government, our gratitude to all of Chad's partners for their technical and financial support in the formulation and implementation of development programmes, I should like to make a fresh appeal from this rostrum to our partners to continue to assist Chad in implementing its various development programmes, especially in training the thousands of teachers that Chad requires in order to achieve the education for all (EFA) and Millennium Development Goals.

Allow me to add my voice to those of my colleagues to express the extent of Chad's appreciation of and support for the Medium-Term Strategy for 2008-2013 and the Draft Programme and Budget for 2010-2011, which continue to give a pride of place to Africa and to women."

COMOROS (UNION OF THE)

Dr. Kamaliddine Afraitane
Minister of National Education,
Research, Arts and Culture

"I wish every success to our new Director-General Ms Irina Bokova, whose vision for UNESCO is based on a new humanism. Under this vision, we can hope to see even greater determination and action on the part of UNESCO in promoting the universal values of equality, sharing, openness, peace and innovation.

Our Organization should focus on financing the Millennium Development Goals, policies aimed at helping the poor, programmes targeting young people, the promotion of universal

values, the building of knowledge societies and responses to climate change and especially to tsunamis.

We welcome the multi-sector platform established to support Small Island Developing States and we urge the new Director-General to give top priority to the Mauritius Strategy for the sustainable development of the Small Island States.

It would be very useful to study and to improve coordination and synergies among our Organization's various players, namely the National Commissions, the field offices, the specialized institutes and the various programme sectors."

CONGO

Mr Ange Antoine Abena Minister of Higher Education

"I wish to join fully in the tribute paid by the Executive Board, at its hundred and eighty-second session, and by all those who have spoken before me, to Director-General Koïchiro Matsuura, the Friend of Africa, whose term of office has now ended. His efforts have consolidated UNESCO's position in the United Nations system and have made the priority that UNESCO has accorded to Africa possible and concrete.

The delegation of the Republic of the Congo endorses UNESCO's fully justified plea that the present financial crisis should not be a pretext for cutting back on efforts to promote the development of education and science.

With regard to the Draft Programme and Budget for 2010-2011, Congo notes with satisfaction the continued drive for decentralization and the two priorities – Africa and gender equality – that are evident from the budget figures.

With six years to go before 2015, a number of obstacles must yet be overcome, including the shortage of teachers, the uncertain future facing many students who do not have access to quality education and the huge growth in pupil numbers.

UNESCO must assist Member States in developing strategies for preparing higher education to face the following challenges:

- mass demand;
- rapidly rising costs;

- the need to diversify courses;
- and interregional competition.

Education for all must involve all levels of education, from pre-school to higher education. Limiting education for all to primary and secondary education would slow national development.

The Republic of the Congo is delighted to have been one of the pilot countries chosen for the implementation of the collaboration scheme, between UNESCO and the Japanese Government, on the development of national policies on science, technology and innovation.

The Republic of the Congo hopes to receive UNESCO's support in order to

- secure the inscription of its heritage sites on the World Heritage List;
- collect and inventory Intangible Cultural Heritage;
- finance the establishment and renovation of museums;
- safeguard audio, film and written documents; and
- finance small-scale craft industries.

The Republic of the Congo ascribes great importance to freedom of expression and access to information. We should therefore like to support, in particular, UNESCO's plans to assist Member States in developing free, independent and pluralistic media on the basis of the IPDC's media development indicators.

May I take this opportunity to express once again, the satisfaction of the Congolese Government regarding its cooperative relations with UNESCO and its hope that such relations will grow and develop, particularly through an expansion of the field office in Brazzaville."

COTE D'IVOIRE

Mr Gilbert Bleu-Lainé Minister of National Education

"The situation today is characterized by the major challenges created by the global financial crisis and its consequences, which continue to have a negative impact on living conditions in poor countries, especially those of Africa. Against this backdrop, UNESCO's mission seems more decisive and relevant than ever as a means of bringing people together and stimulating generosity.

My country is emerging resolutely from a severe crisis and knows the value of peace better than most, and for that reason, the Côte d'Ivoire delegation acknowledges and welcomes the important role played by the international community in restoring the country to normality. UNESCO has taken a leading role in providing such assistance, through the adoption and implementation of resolution 34C/Resolution 60 and 180 EX/ Decision 43 relating to the special post-conflict overall support programme in UNESCO's fields of competence for Côte d'Ivoire.

I should like to express the Côte d'Ivoire delegation's general endorsement of the main lines of emphasis contained in the Draft Programme and Budget document 35 C/5.

I rejoice in the fact that, in spite of the persistence of the global financial crisis, UNESCO is maintaining its strategy of making governments aware of the need to continue to invest in education, which remains the key to resolving all the other great challenges that we face.

Literacy is one of the most important issues and must be pursued further, with emphasis on the most vulnerable, namely young people and women facing violence and exploitation of all kinds. The Teacher Training Initiative for Sub-Saharan Africa (TTISSA) should also be re-energized.

To achieve quality education throughout life, capacities in technical and vocational education and higher education, too, must be built.

UNESCO's initiative in developing a strategy for addressing climate change should also be commended. The Côte d'Ivoire delegation feels, however, that if this strategy is to be pursued effectively, the international community, UNESCO in particular, must formulate standards.

I thank UNESCO for the West Africa extension of the Regional Post-Graduate Training School on Integrated Management of Tropical Forests and Lands (ERAIFT) project, based in Abidjan and making good progress, and for launching the virtual campus project. Its development will, however, require a supplementary effort.

Cote d'Ivoire ascribes particular importance to the Management of Social Transformations (MOST) Programme and thanks UNESCO for responding favourably to its request to host a UNESCO Chair in Bioethics at the University of Bouaké.

Cote d'Ivoire supports UNESCO's initiatives on dialogue among cultures and the sustainable protection and promotion of

cultural heritage, and requests UNESCO to take steps to ensure that the Slave Route Project becomes genuinely operational.

In conflict or post-conflict situations, free, objective and independent media are of even greater importance for the consolidation of social cohesion."

DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO

**Mr Maker Mwangu Famba
Minister for Primary, Secondary
and Professional Education**

"We have studied the Draft Programme and Budget for the 2010-2011 biennium and welcome the inclusion of the programme relating to Africa and to gender equality as biennial cross-sectoral priorities.

The Democratic Republic of the Congo would like to reiterate its offer to host the Regional Centre for Research and Documentation on Women and the Construction of Peace in the Great Lakes region in Kinshasa; it would become a category 2 centre under the auspices of UNESCO, if this august assembly adopts the draft resolution on the subject submitted for examination.

We are delighted that the budget allocated to education has been increased. UNESCO should take the lead in implementing the education for all programme, by proving itself equal to the challenge of organizing the level of funding required for the post-conflict countries, including the Democratic Republic of the Congo.

The Democratic Republic of the Congo reminds states of the recommendation adopted at the 48th International Conference on Education held in Geneva on respect for school infrastructure in the event of armed conflict. Schools must be sacred and inviolable.

The Democratic Republic of the Congo is aware of the crucial role played by science and technology in sustainable development. We support the biennial priorities set in this sector.

We support the GRAPHIC project on the assessment of groundwater resources and urge UNESCO to support us in evaluating transnational aquifers in the subregion of the South African Development Community (SADC).

We earnestly request the support of UNESCO and of other partners in the context of disaster prevention. We also renew our call for continued and concerted action to safeguard our natural parks through their inclusion in the World Heritage List.

The Congolese Government, in agreement with other governments in the region, would like to make the Regional Post-Graduate Training School on Integrated Management of Tropical Forests (ERAIFT) a teaching university with the status of a category 2 centre under the auspices of UNESCO.

We encourage the strengthening of the Management of Social Transformations Programme (MOST) and capacity-building in the research centres specializing in the human and social sciences in order to help us meet the social challenges that we face.

We intend to enlist the services of philosophy experts to strengthen the culture of peace and to find lasting solutions to the repeated crises in the Great Lakes sub-region.

We urge the Organization to join us in publishing books in endangered languages.

We consider that freedom of expression and access to information contribute to the consolidation of peace and democracy and promote good governance.

We support an increase in the operational capacity of the International Programme for the Development of Communication (IPDC) and the Information for All Programme (IFAP), with a view to enabling them to properly accomplish their respective missions in an appropriate manner.

DJIBOUTI

His Excellency Mr Rachad Farah Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to France and Permanent Delegate to UNESCO

"I wish in particular to commend the unswerving commitment displayed by His Excellency Mr Koïchiro Matsuura in serving our Organization and to thank him for the attention and support that he has given to the Republic of Djibouti in meeting our expectations in such an effective manner.

I should like to congratulate Ms Irina Bokova on her election as Director-General of UNESCO, and wish her every success in her undertakings and assure her of our support.

At a time when obscurantism and ignorance are constantly gaining ground around the world, especially in the Horn of Africa, and when armed conflicts and the consequences of the economic and financial crisis continue to hinder the development of the poorest nations, the Republic of Djibouti faces a major challenge.

UNESCO's mission, namely, to use every means at our disposal to defend and guarantee the culture of peace, has never appeared more important. The Republic of Djibouti seeks to contribute to the culture of peace at all times and through all its acts and leaves no opportunity to promote it unexplored. It is in this spirit that we have introduced Fest'Horn, the International Horn of Africa Festival.

May I take this opportunity to restate the Republic of Djibouti's commitment to the values and ideals of UNESCO. His Excellency Mr Ismail Omar Guelleh, President of the Republic of Djibouti, will reiterate this commitment in person at the thirty-fifth session of the General Conference of UNESCO, which will begin on 19 October 2009."

ETHIOPIA

Mrs Mahlet Hailu Representative of Ethiopia at the 35th General Conference of UNESCO

“ ... Ethiopia endorses the US 653 million budget ceiling for the 2010-2011 biennium although it is by no means sufficient to reasonably address the various programmes that we need to carry out. At the same time we would like to stress the importance of finding new ways of raising fund for our programmes from potential partners including the private sector. We also want to see a coherent and well-formulated approach by the Organization and its field offices in fund raising.

... The use of various mother tongues as media of instruction and the relative size of marginalized populations, such as persons with disabilities and children coming from poor homes should also be considered in devising more effective strategies for achieving EFA. In this regard, we consider the South-South Cooperation in Education to be an important means of sharing useful experiences, but we also recognize the significance of collaboration by the North.

... Beyond national efforts, Ethiopia in collaboration with the African Union and UNESCO is organizing the Ninth High-Level Group Meeting on EFA in February 2010 in Addis Ababa. In this regard, we would like to call on all relevant partners to join our efforts for the success of the meeting. Furthermore, Ethiopia remains committed to enhancing the activities of IICBA.

... Pertaining to science, our main concern is the issue of climate change and its negative impact world-wide and on developing countries in particular. We welcome the decision of the 182nd Session of the Executive Board, which called upon the Director-General to make the necessary consultations with the concerned and also to consider the conclusions of the UN Conference on Climate Change in December 2009 in Copenhagen in preparing a report to the 185th session of the Board.

... Ethiopia gives high importance to the 2011 International Year of Chemistry for which UNESCO is the lead Agency.

... Concerning culture, our major concern is the advancement of the inscription of world heritage sites as well as the conservation and promotion of the existing ones. The promotion of cultural industries should be given major attention to help advance

the development efforts of member states, particularly the developing countries.

... It is particularly important to narrow down the digital divide between the developed and developing countries by facilitating cooperation between member states. The use of ICT in for promoting UNESCO's activities particularly in relation to EFA should also be advanced.

... Regarding administration and management, the decentralization process needs close monitoring and adjustment depending on outcomes of previous efforts and constraints with a view to achieve greater efficiency and better coordination of activities. My delegation puts emphasis on the availability of adequate expertise in UNESCO's field offices to work closely with national offices, a much closer working relations of field offices with national commissions.”

GABON

Mr Michel Menga M'Essone Minister of National Education and Citizenship Education

“May I take this opportunity to express the profound gratitude of Gabon to Mr Koïchiro Matsuura for the energy he has devoted to the implementation of UNESCO's programmes, especially Priority Africa, and his efforts to defend the conventions on cultural diversity and intangible cultural heritage.

Gabon supports the Draft Programme for the 2010-2011 biennium and urges UNESCO to pursue its implementation of the Medium-Term Strategy for 2008-2013, particularly with regard to the priority given to Africa and to achieving the Millennium Development Goals.

Quality education, gender equality, cultural diversity, dialogue among peoples and religions and the mobilization of knowledge and science with a view to achieving sustainable development are all priorities for our country and our continent.

Gabon pleads strongly for UNESCO's assistance in building its national capacities.

Gabon supports UNESCO in its implementation of Education for Sustainable Development and requests UNESCO's assistance in the conduct of information and awareness campaigns as the best means of encouraging a return to harmony between humanity and the natural environment.

Gabon is delighted at the agreement, recently signed with UNESCO and designed to support and strengthen national bioethics committees.

We urge the General Conference to adjust budget resources to reflect the challenges facing UNESCO's Man and the Biosphere (MAB) Programme for the 2010-2011 biennium.

Gabon welcomes the agreement on the establishment of a Network of South-South Cooperation for Sustainable Development in the three main humid tropical regions of the world, signed in Jeju on 28 May 2009. We should also like to express our gratitude for the granting of a MAB Young Scientists Award to a Gabonese national.

Gabon is devoting particular attention to the promotion and conservation of heritage, as evidenced by the inscription of the Lopé-Okanda site on UNESCO's World Heritage List and the construction of a huge complex that will house a national culture centre, museum and library.

Gabon supports UNESCO's efforts to promote universal access to information and knowledge.

Gabon supports the Draft Programme and Budget and its budgetary ceiling of US \$653 million and urges UNESCO to strengthen its coordinating role and form new partnerships to maintain stability and peace for future generations."

GAMBIA

Mrs Fatou Lamine Faye
Minister of basic and secondary
Education

" ... May I use this opportunity to extend sincere apologies on behalf of His Excellency Sheikh Professor Alhaji Dr Yahya A. J. J. Jammeh, President of the Republic of The Gambia, for not being able to address the General Conference on the 7th October as planned due to unavoidable circumstances. However, on

behalf of my delegation, I wish to thank the Director General for extending the invitation.

... May I also use this opportunity to congratulate, H. E. Ambassador Irina Bokova for her nomination to take over from Mr. Matsuura as Director General. As a woman I am proud to associate myself with her subsequent appointment and The Gambia looks forward to collaborating with her in many fronts.

... As 2015, the date set for the achievement of the Education for All and Millennium Development Goals approaches, the Ministry of Basic and Secondary Education in The Gambia continues to be committed to strengthening QUALITY in the EDUCATION system and expanding access through social inclusion.

... The development of a nation rests on the strength of its human resource base. Taking this into consideration, President Jammeh has brought higher education, research, science and technology under his purview.

... Collaborative efforts with UNESCO in the area of Science Technology and Innovation (STI) are ongoing and we will continue to redouble our efforts to strengthen this linkage.

... Cultural tourism is an important component of our tourism package. Hence funding was obtained to stem erosion and restore the structure at James Island which is a World Heritage Site.

... The Gambia continues to prioritise youth development that will not only make them acquire the right skills to participate meaningfully in the Gambian labour market, but will also prepare them to fully take part in international events.

... The contribution of new ICTs to the development of any nation cannot be over-emphasized."

GHANA

Mr Alex Tetteh-Enyo
Minister for Education

" ... The Ghana Delegation further wishes to congratulate the out-going Director-General Mr. Koïchiro Matsuura on his ten years of excellent stewardship to UNESCO, during which he laid a strong foundation for organizational reform and renewal.

... The Ghana Delegation, at this history making conference of UNESCO, wishes to warmly congratulate the female Director-General elect, Ms. Irina Bokova, on her nomination for the much sought-after position of Director-General of our Organization.

... Ghana welcomes the revised budget ceiling of \$653 million which will not only ensure stability and predictability for the coming years, but also enable the new Director-General to lead the Organization in these difficult times.

... Ghana commends UNESCO's efforts to strengthen its global leadership and coordinating role to enable it make an impact on the Education for All and the Millennium Development Goals. Ghana recognizes with gratitude the assistance given by UNESCO over the years towards capacity building in this area. In that regard, Ghana endorses Major Programme I with emphasis on the three fundamental areas of achieving EFA.

... We commend UNESCO's efforts towards supporting AU/NEPAD to enhance the Science and Technology Consolidated Plan of Action (CPA), particularly in assisting Member States to review and develop science policies. Ghana has begun the process of review and therefore looks forward to UNESCO for support.

... Ghana endorses the programmes outlined under the Intergovernmental Oceanographic Commission and looks forward to benefiting from policy and capacity building programmes in this area."

GUINEA

Ms Kaba Rougui Barry
Minister of Pre-University,
Technical, Vocational and
Citizenship Education

"The Republic of Guinea welcomes the initiatives taken by UNESCO to provide technical support and structural and financial guidance to the least-developed countries.

This seems the appropriate moment to express our warm approval of the proceedings of the World Conference on Higher Education, held in Paris, on 5 to 8 July 2009, which has thrown light on the

issues relating to the revitalization of higher education in Africa that is required for true economic development.

We wish to stress, in particular, the need to harness energies and resources for a more dynamic commitment to achieving the objectives set for the second half of the Decade of Education for Sustainable Development (2005-2014).

Guinea commends UNESCO's decision to hold the workshop on the revitalization of technical and vocational education in the ECOWAS subregion at Abuja ... and the remarkable results achieved by the TTISSA initiative in Africa in terms of capacity-building and the qualification of teachers. It would be desirable to make this programme permanent and extend it to the training of teachers for technical and vocational schools.

In view of the severity of the present financial crisis, it is imperative that we allocate available resources in a judicious manner and refocus UNESCO's programmes on the challenges facing Member States in such areas as education for all, human resources development and environmental protection.

The Republic of Guinea approves, overall, the Draft Programme and Budget for the 2010-2011 biennium (35C/5), which addresses, generally, the concerns of the Member States."

KENYA

Mr Samuel Poghiso
Minister of Information and
Communication

"... I congratulate Mr Matsuura on his achievements and wish him well in all his future endeavours. I also congratulate the incoming Director General and wish her well during her tenure in her new office.

... My delegation supports the proposal in the Draft Programme and Budget for the year 2010 – 2011 as presented by the Director General. We appreciate the constraints in the budgetary situation of this organization, given the current global economic recession that has adversely affected global economies and, in particular, those of developing and least developed states. We hope that more programme support will be provided through extra budgetary means.

... This Conference comes at a time when investing in education, the sciences, culture and communication is more crucial than ever before in order to lay a firm foundation for economic recovery. It is in this regard that Kenya supports the proposed biennial priorities as articulated in the draft 35C/5 Programme and Budget for Education. We note that Africa, gender equality and inclusive education continue to be significant priorities for UNESCO.

... My delegation supports the key priorities articulated in the Draft Programme and Budget which among others include: strengthening the role of science in sustainable development; science education and teacher training.

... Kenya supports programmes and activities geared towards the establishment and strengthening of small scale applications of renewable energy technologies particularly in the rural and remote areas.

... We need to mobilize financial resources towards the establishment of centres of excellence in the African Universities and research centres. Collaboration between existing regional and international networks needs to be strengthened.

... Kenya welcomes all UNESCO's priority areas including the 2010-2011 biennium; and related conventions for the promotion of cultural heritage to foster a culture of peace for sustainable development.

... Kenya hopes to harness the use of ICTs to realize social and economic development.

... Kenya joins the rest of the world community and UNESCO, in particular, in the promotion of education, science and technology, culture, communication and peace with a view to improving our economies, and thus social and human development.

... Kenya will continue to support UNESCO's emphasis on prioritizing assistance to the most vulnerable and least developed groups/regions in our member states."

LESOTHO

Mrs Lebohang Ntsinyi **Minister of Tourism, Environment** **and Culture**

"(...) In the past biennium, the Kingdom of Lesotho ratified the Convention for safeguarding all the intangible cultural heritage which was almost immediately followed with training of officials from several African countries on how to prepare for the listing of a heritage site. Plans are underway to have the country's first heritage site listed in the World Heritage List.

"(...) The North-South cooperation has seen a link established between the National Commission of the Kingdom of Lesotho and the National Commission of Germany as well as four other national commissions in Africa. The main objective of the link is for the well-established National Commissions to assist in building capacity for those national commissions that are still lagging behind.

"(...) It has been the country's honour to have been assisted with the eight (8) out of ten (10) Participation Programme Projects the National Commission had submitted. The eight (8) Participation Programme Projects, have allowed the country to carry out a number of projects.

"(...) Despite the economic meltdown, UNESCO should continue allocate its resources to its Medium-Term Strategy Goals, being Africa and Gender Quality Equality. Africa faces insurmountable poverty and problems and only education can contribute in solving those problems.

"(...) the Kingdom of Lesotho welcomes the Director-General-designate Madame Irina Bokova as the ideal candidate to lead the Organization. We believe that given her experience and with assistance of the Member States, she will be able to carry out her mandate with distinction and bring the Organization to an even higher level.

MALAWI

Dr. George Chabonda Minister of Education, Science and Technology

“ ... The world faces the worst economic crisis in living memory. Getting out of the crisis needs a multifaceted approach. Reforming the financial and banking systems alone will not be enough. We will also have to invest in the social services sectors which are the core of development.

... UNESCO is therefore well-positioned to offer intellectual inputs to enable member states make informed investment choices to move out of the crisis though, among others, its cross-cutting priorities: Africa and Gender Equity.

... Malawi appreciates the draft Medium-Term Strategy for 2008 – 2013, which is guiding the biennial programme and budget. I am pleased to note that “supporting the achievement of Education for All in countries in need” is one of the two key priorities in the Education programme because Malawi is one such country in need.

... I welcome the programme on the Teacher Training Initiative for Sub-Saharan Africa. I do hope that Malawi will be afforded the opportunity to participate and share experiences with others who are already in the programme.

... All that we have achieved in increasing access to education will come to nothing if we do not address the devastating consequences of the HIV and AIDS pandemic. This is why my delegation also supports the third priority of HIV/AIDS on programmes in the Education Sector. I would, however, add that due emphasis should also be placed programmes that empower the youth and therefore my delegation endorses the Director General’s proposal to make technical vocational education and training one of the three building blocks for EFA alongside literacy and teachers.

... The wealth of a country is measured by the levels of science and technology the country has. To cope with the increasing complexity of science and technology, my Government is making efforts to break down the traditional barriers through new policy direction, relevant research and rethinking the delivery of science and technology.

... We would hope to work very closely with the UNESCO Institute for Water Education to build our capacity for water management.

... We welcome the priorities set in the social and human sciences in managing social transformation.

... Malawi fully recognizes the importance of culture and cultural programmes in the development of member states.

... Africa has a lot to offer towards human heritage, peace and development. I would, therefore, encourage this august session to endorse activities aimed at promoting cultural diversity through safeguarding of heritage and enhancement of cultural expression.

... Malawi appreciates and values the importance of media in the strengthening of democracy, good governance, human rights and development, especially in our conditions where we are still battling with high levels of illiteracy in our population. Under the circumstances, the radio still remains the most viable tool for dissemination of information. I am delighted that this fact is fully acknowledged in the Draft Programme and Budget.”

MADAGASCAR

Mr Julian Razafimanazato Minister of Education

“The delegation of Madagascar thanks Mr Matsuura both for the important role that he has played in reforming UNESCO and, in particular, for his services to Africa. Madagascar welcomes the progress that has been achieved and supports the programmes relating to the training of teachers, administrators and planners, the promotion of education for all, lifelong education, inclusive education and the restoration of prestige to vocational training. Madagascar wishes also to express its continued support for the Teacher Training Initiative for Sub-Saharan Africa.

Madagascar supports UNESCO’s science programmes, which aim, among other things, to improve the quality of water management and the protection of the environment and ecosystems.

We hope that the proceedings of the thirty-fifth session of the General Conference will play a positive role in the conclusion of a new agreement on climate change in December this year, in Copenhagen.

Madagascar congratulates UNESCO on its commendable efforts to establish the teaching of philosophy and recognizes the full value of the regional high-level meeting in Mali, in September, on the subjects of education in citizenship and civics, with a view to promoting peace, democracy and tolerance.

Madagascar is in favour of the establishment of national committees for the Management of Social Transformations Programme, the International Hydrological Programme and Education for Sustainable Development. Madagascar supports UNESCO's capacity-building initiatives relating to conservation and management of cultural heritage, the conservation and management of documentary and linguistic heritage and the restoration of traditional values.

Madagascar thanks UNESCO for its role in establishing pilot community multimedia centres and training journalists."

MALI

**His Excellency
Mr Mohamed Salia Sokona
Ambassador Extraordinary and
Plenipotentiary of the Republic
of Mali to France, Permanent
Delegate to UNESCO**

"I should like to congratulate Mr Matsuura on having achieved so much during his two terms as the Organization's Director-General and on the admirable dedication with which he has directed the Organization's activities. Mali warmly commends the interest that he has shown in Africa.

I would also like to extend my warmest congratulations to the Director-General-Elect. We have every confidence that she will, during her term of office, draw on the qualities that are already familiar to us, merit the trust that the Member States have placed in her and lead UNESCO further along the road towards full realization of its ideals.

Mali expresses its appreciation of the UNESCO programme, which continues to give a high priority to achieving the objectives of Education for All (EFA).

Mali is delighted to have the support that will be provided by the Organization following its selection for the Teacher Training Initiative for Sub-Saharan Africa (TTISSA).

Literacy, which has pride of place in UNESCO's education programme, also constitutes one of the main themes of the Ten-Year National Education Development Programme (PRODEC) currently under way in my country.

Mali has embarked on a productive joint venture with UNESCO to train teachers and researchers in higher education and to improve access to quality documentation for both students and their teachers. Mali is therefore anxious to ensure that the various initiatives undertaken at this level will continue, and that, in particular, work on a central university library will proceed as quickly as possible.

Mali approves the content of the Natural Sciences programme, which is consistent with both its own national education policy in general and with its policy on higher education and scientific research in particular.

My country would like to voice its need of support for its science, technology and innovation capacity-building policy in our bid to achieve sustainable development and eradicate poverty.

Mali endorses the main thrust of the water programme, designed to promote sustainable management and conserve fresh water, land resources, biodiversity and the capacity for recovery in the wake of disasters.

Mali welcomes the increase in the budget for the Human and Social Sciences programme. We pay very close attention to social change and the peaceful resolution of social crises.

With respect to young people in Africa, Mali welcomes the programme's emphasis on their empowerment, in particular by involving them in the formulation of training policies, entrepreneurship and regional integration by strengthening young people's networks.

Mali endorses the draft programme and budget which has been proposed and which, for the next two years, focuses on the promotion of cultural diversity and the protection and safeguarding of the cultural heritage. We should also

like to propose that consideration be given in the next draft programme to inclusion of the development of cultural and creative industries as a priority area.

Finally, at the level of the global Priority Africa, my country would like to suggest that special emphasis be placed on strengthening the links between cultural diversity and biodiversity by testing a 'Rivers and Heritage' programme.

Mali subscribes to the major programme on communication and information, which will strive to build knowledge societies that will be inclusive because of such communication and information; it will also foster universal access to information and knowledge, while at the same time seeking to promote media and information structured along pluralist, free and independent lines.

In 2010, many African countries, my own among them, will be celebrating fifty years of independence. This event has a special significance in the political life of these countries. We hope, therefore, that UNESCO's involvement be commensurate with the importance of the occasion."

MAURITIUS

Mr Vasant K. Bunwaree
Minister of Education, Culture and
Human Resources

" ... My warmest congratulations go to the Director-General elect, Her Excellency Mrs Irina Bokova.

... I would also wish to express my deepest appreciation to Mr. Koïchiro Matsuura for his outstanding leadership, and for his relentless efforts to bring reforms in the management of the affairs of UNESCO through the notions of accountability and results-based management.

... UNESCO is the only organ of the UN System upon which is entrusted the immense responsibility to promote world peace, development and well-being through the promotion of Education, Science Culture and Information and Communication. The holistic approach, the spirit of mutual cooperation and dialogue that has accompanied the Organisation over the years in accomplishing this formidable

challenge adds to its pre-eminence and growing relevance to the family of nations.

... The world is undergoing rapid transformations and experiencing great progress in diverse fields of human activities. Meanwhile, the development deficit confronting the countries in the developing world, especially in Africa, makes of poverty, hunger and the denial of basic needs, further compounded by the global economic recession, a long enduring cause of great distress and suffering.

...The African Continent in general and sub-Saharan Africa in particular are among those that are most hardly hit. It is high time now for UNESCO and the international community to move forward and propose concrete measures to address this global agenda. Mauritius supports UNESCO in all such initiatives.

... I wish to commend UNESCO Secretariat's efforts to pursue the two priorities enunciated in the Medium-Term Strategy for 2008-2013; namely Africa and Gender Equality. We do however believe that UNESCO can do more and reach out to those countries and peoples that are the most in need of help, those that need to break the vicious cycle of poverty, those that need to see a brighter future for their children, free from scourges of war and disease. That is why Mauritius believes that UNESCO should insist on more efficient allocation of scarce resources to its priority objectives."

MOZAMBIQUE

Mr Ali Aires
Minister of Education and Culture

" ... We would like to convey a special word of appreciation to the Director-General, Koïchiro Matsuura, for his wise leadership of the Organization which has led to its strengthening through internal reforms, through the mobilization of synergies for the accomplishment of UNESCO's mission, the focus on education, access to advances in science, promotion and respect of cultural diversity.

... This Conference is taking place at a point in time when the world is still suffering the impacts of the financial and economic crisis, the consequences of which is hitting hard our countries, particularly in the social sector. I would like to commend

UNESCO for its strategic vision outlined in 35 C/5 which not only presents policy and programme, but also raises challenges and puts forward solutions to Member States, international organizations and other players.

... UNESCO has a fundamental role to play, mainly in the fields of its competence, education, science, culture and information.

... We support Brazil's proposal for introducing Portuguese as a working language in our Organization. Within the framework of Mozambique-UNESCO cooperation, the Island of Mozambique World Heritage site continues to deserve particular attention from the government

... We would like to reiterate our willingness to strengthen current cooperation with UNESCO with a view to improving the quality of the services rendered to the public in the mass communication framework."

NAMIBIA

Dr. Becky R. K. Ndjoze-Ojo
Deputy Minister of Education

" ... The Draft Programme and Budget for the next biennium demonstrates clear efforts by UNESCO to move towards greater concentration, focus and prioritization of its activities and resources to achieve tangible results and greater impact in Member States.

... Namibia is pleased to note that Africa and Gender Equality are maintained as global priorities. It is extremely important to develop quantifiable indicators and baseline data. This will enable us to allow us to monitor and evaluate the extent to which UNESCO Programme Sectors have addressed the global priorities in concrete terms.

... Namibia stresses the importance of the education biennial sectoral priorities to achieve EFA.

... The world Conferences in Education are extremely important. UNESCO therefore, needs to pay particular attention to the implementation of the recommendations of these conferences during the coming biennium.

... With regards to Natural Sciences, Namibia welcomes the focus on policies and capacity - building in Science, Technology and Innovation for sustainable development and poverty eradication. Hence, our request, once again for the strengthening of the Basic Science Programme.

... We further appreciate the focus on disaster preparedness and mitigation as biennial priorities.

... Namibia urges UNESCO to continue supporting Member States in the areas of training and management of water resources, the promotion and use of renewable energy resources and the promotion of the value and use of indigenous knowledge systems.

... Concerning the Social and Human Sciences, Namibia supports the emphasis on their contribution to critical global social and ethical issues.

... We welcome the focus on poverty eradication, fostering peace and dialogue among civilizations and cultures, promoting philosophical reflections and debates, promoting human rights and the fight against discrimination.

... For these ideals to become a reality, however, UNESCO needs to pay urgent attention to the strengthening of related activities in the Cluster Offices.

... This should include the decentralization of adequate financial and human resources.

... Namibia wishes to encourage UNESCO to do more to involve the youth in its programmes and activities in order to address youth unemployment and other issues affecting them.

... On Culture, Namibia fully supports the two biennial priorities namely, the safeguarding and managing of the tangible and intangible heritage, and the promotion of the diversity of cultural expressions, and the dialogue of cultures.

... Namibia commends UNESCO for its role of standard setting instruments in the field of Culture. We urge UNESCO to continue providing both financial and technical assistance for advocacy, in order for Member States to ratify and subsequently implement the Conventions.

... With regards to Communication and Information, we applaud the priority that is given to the promotion of freedom of expression, and to the universal access to information and knowledge. We are further delighted by the emphasis placed on the use of media and information and communication technologies to enhance teaching and learning.

... On media training institutions and professionals, Namibia wishes to see more efforts in the enhancement of their capacities and competencies in order to ensure the promotion of professional standards and ethics, and the subsequent contribution of media professionals to human rights and good governance.

... On Reform and Decentralization, Namibia supports the intentions of the broader United Nations System reform and agendas of UNESCO.

... However, the reform agenda can only become a reality once UNESCO has provided the Field Offices with adequate funding and, most importantly, the expertise and staff at the appropriate seniority level.

... The Namibian delegation would like to pay tribute to the outgoing Director - General, Mr. Matsuura, for his leadership, commitment to UNESCO, and for the reforms that he has introduced to enhance the efficiency and effectiveness of the Organization.

... I congratulate the Director - General elect, and wish her well and success in her new responsibilities.”

NIGER

**Mrs Maïguizo Rakiatou Zada
Secretary-General, Ministry of
Education**

“I extend my congratulations to Mr Koïchiro Matsuura, the outgoing Director-General, on the role that he has played personally in the remarkable achievements accomplished since his appointment as head of the Organization.

I also warmly congratulate Ms Irina Bokova on behalf of the Republic of Niger on her brilliant electoral success.

Two years have now passed since the 34th session and I am delighted that the tasks that were entrusted have, for the most part, been accomplished. Admittedly, there is still work to be done, on account of circumstances that may well be beyond our control and are an obstacle to the execution of the programmes and projects in question. However, owing to the commitments made by the Member States, we must combine our strength and

our intelligence in order to achieve the Millennium Development Goals, set in part on UNESCO's initiative.

These worthy goals can be achieved and UNESCO's founding fathers have rightly predicted that education, science, culture and communication and information would one day enable humanity to transform our planet into a world that is good and just.”

NIGERIA (FEDERAL REPUBLIC OF)

**Mrs. Aishatu Jibril Dukku
Minister of State for Education**

“ ... I wish to commend the Director-General for the success achieved in his administrative and structural reforms which have translated into greater efficiency, transparency, accountability and visibility in all areas of operation of UNESCO in the past decade.

... We congratulate the incoming Director-General and invite her to continue with the reforms to take UNESCO to even greater heights.

... Given the present state of the world situation of illiteracy, hunger, disease, and lack of respect for human rights and fundamental freedoms, the work of UNESCO remains relevant and of such strategic importance today.

... As regards the Programme and Budget for 2010-2011 (35 C/5), Nigeria supports the emphasis placed on the overarching priorities, Africa and Gender Equality as well as the various strategic-programme priorities in all the major programmes.

... We support the South-South Fund for Education as a mechanism of cooperation, and exchange of best practices among the developing countries. The Fund should be strongly supported, by both developing and industrialized countries, through contribution of extra-budgetary funds.

... UNESCO needs more than zero nominal growth budget to execute its global mandate.

... Allow me to appreciate UNESCO's assistance for the implementation of the Nigeria-UNESCO Special Plan of Cooperation, enunciated by Resolution 56 of the 30th Session

of the General Conference of UNESCO in 1999 and thereby contributed to our success stories among which are; the “Support for Revitalizing Technical and Vocational Education in Nigeria”, which has been described as a model which other African countries could adopt; the establishment of the Category 2 Institute of African Culture and International Understanding, as well as the establishment of a Centre of Excellence and two Centres of Reference for the promotion of UNESCO model curricula on journalism education in Nigeria.

... We must be resolved to continue to foster partnerships and uphold the ideals of UNESCO of building peace in the minds of men.”

RWANDA

**His Excellency Mr Gérard Ntwari
Ambassador Extraordinary
and Plenipotentiary Permanent
Delegate of Rwanda to UNESCO**

“I should like to take this opportunity to pay tribute to the outgoing Director-General, Mr Koïchiro Matsuura, for the skill, clear-sightedness and determination with which he has carried out his duties in the last ten years.

Rwanda does indeed know that literacy is one of the keys to accessing information, knowledge and greater communication.

UNESCO has held in Kigali a high-level training course on basic education for Africa. Most African countries took part and the outcome document entitled “The Kigali Call for Action” contains each country’s commitments. We call on UNESCO and all other partners to give concrete expression to the commitments that they made at Kigali, as contained in the outcome document.

I should like to express my country’s gratitude to UNESCO, which, through its constant support for Rwanda’s development, has helped us to achieve our goals. We would, however, like to remind UNESCO of our ambition to have included in the World Heritage List some of our natural reserves and the Kigali Genocide Memorial Centre that commemorates Rwanda’s Tutsi killed in 1994.”

SENEGAL

**Mr Kalidou Diallo
Minister for Pre-School,
Elementary and Secondary School
Education and National Languages**

“The present General Conference is a deeply emotional occasion for our Organization, in that we are bidding farewell to the outgoing Director-General, Mr Koïchiro Matsuura. In recording the progress achieved by UNESCO, history will duly reserve for him the place that is rightfully his.

UNESCO has made immense strides forward in education, one of the cornerstones of its activities. An appraisal of the current biennium alone highlights the significance in that regard of the assessments conducted and of prospects thus opened up by:

- the forty-eighth session of the International Conference on Education entitled ‘Inclusive Education. The Way Forward’, held in Geneva (Switzerland) in November 2008;
- the World Conference on Educating for Sustainable Development: ‘Making Commitments in the Second Half of the Decade’, Bonn (Germany) in March-April, 2009;
- the World Conference on ‘The New Dynamic in Higher Education and Research in the Service of Social Progress and Development’, Paris (France) in July 2009.

I would add to this list the priority given to the training of teachers in sub-Saharan Africa and the programmes on early childhood education and protection.

The Sixth International Conference on Adult Education – CONFINTEA VI, ‘Living and Learning for a Viable Future: The Power of Adult Learning’, to be held in December 2009 in Belém (Brazil), will be an opportunity to pool efforts, at a global level, as the high point of our commitment to education.

In the area of the Natural Sciences, the Partner-States have, thanks to UNESCO in particular, become more aware of the scale of the environmental challenge facing our planet.

The Human and Social Sciences sector has, for its part, made an impact by giving impetus to research on the holistic approach to UNESCO’s missions. In this respect, COMEST and the MOST Programme have been instrumental in the development of strategies and initiatives that have led to successful linkages between research and policies on development and ethics.

UNESCO has also been successful in restoring to culture its natural role as both a means of and an end to development.

Programmes promoting freedom of expression and the safeguarding of humanity's documentary heritage, supported by the *Memory of the World* programme, have also been strengthened."

SIERRA LEONE

Dr. Minkailu Bah
Minister of Education, Youth and Sports

" ... I wish to express our sincere appreciation of the collaboration between UNESCO and the Government and people of Sierra Leone especially during our current period of post conflict rehabilitation and reconstruction.

... My delegation is extremely appreciative of the remarkable impact UNESCO made in our country under Mr. Matsuura's leadership and we wish him well. We are very hopeful that the in-coming Director-General, will continue to maintain UNESCO as the best friend of Sierra Leone.

... Significant progress has been made towards achieving the Education For All (EFA) goals, and thanks to UNESCO's strong support through the Capacity-building programs for Sierra Leone. Sierra Leone also thanks UNESCO for its support through the TTISSA program. UNESCO has again provided some support towards TVET.

... Sierra Leone needs strong collaboration in order to get out of the capacity and resource constraints impeding its social, educational, cultural, scientific and technological development and to move Sierra Leone upwards from the bottom position in the United Nations Human Development Index.

... We need your support, and the time is now! "

SOMALIA

H. E. Mr S. H. Mohamud Farah
Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of Somalia to France
Permanent Delegate to UNESCO

" ... I should also like to congratulate Mme Irina Bokova on her election as Director-General of UNESCO and to welcome the enlightened initiative of electing, for the first time, a woman as Director-General of UNESCO. I am absolutely confident that Mme Bokova will fully continue the reforms and victories of her predecessor, Mr Koïchiro Matsuura.

... The challenges we face are: to eradicate illiteracy, fight against hunger, provide quality education for all, ensure public access to information, develop information societies and appreciate ethical considerations in the fields of science, technology and research, affirm the importance of cultural diversity, which is seen as enriching communication and the exchange of ideas between peoples, conserve the environment and protect the material and non-material heritage. This is what we in Somalia believe in and this is the mission of UNESCO, in which we take pride."

SOUTH AFRICA

Dr. Blade Nzimande
Minister of Higher Education and Training

" ... This Conference takes place in the midst of a global financial and economic crisis. This places enormous strains on all countries and the United Nations system. The President of South Africa stated at the opening of the United Nations General Assembly recently in New York that the financial crisis should not be an excuse to delay further action on the delivery of the Millennium Development Goals. Rather, it should urge us to double our efforts to achieve greater progress.

... UNESCO's commitment to lead the global education agenda and coordinate international efforts in education is crucial. The mobilization of political and financial commitments through engagement with EFA partners as well as structures such as the G8 must be strengthened. The estimated \$8.3 billion required annually by Africa to achieve the MDG and EFA goals by 2015, and the heavy shortfall faced by the Catalytic Fund of the EFA Fast Track Initiative (EFA-FTI), places Africa at serious risk.

... As outgoing chair of COMEDAF, we must ensure that UNESCO continues to support the AU in implementing the Second Decade's Plan of Action.

... As emphasized at the World Conference on Higher Education, Higher Education is a public good and it is the responsibility of all stakeholders, especially governments. We must continue to work towards increasing both access and quality of higher education, particular in Africa where enrolments remain extremely low. Higher Education contributes to sustainable development, peace, and the realization of human rights including gender equity.

... We look forward to the establishment of two Category 2 centres in Africa, the one, a Regional Centre for the Living Arts in Africa at Bobo-Dioulasso, Burkina Faso and the African World Heritage Fund in my country, South Africa.

... We look forward to extending our hospitality as we witness history in the making when the African continent hosts its first soccer World Cup. We have been afforded a strategic opportunity to focus global attention on the need to mobilize support for the EFA imperatives through the 1 GOAL campaign that urges donor countries to honour the commitments made towards education in the developing world."

SUDAN

Mr Hamid Mohammed Ibrahim Minister of Education

" ... I take the opportunity to congratulate H.E. Ms. Irina Bokova on her election as Director General of UNESCO, and we wish her every success.

... Allow me, to highly appreciate the great role played by H. E. M. Koichiro Matsuura the outgoing Director General in the conduct of the organization's work in light of the crises experienced by the whole world from climate change, food crisis, energy crisis, ending with financial and economic crisis.

... Technical and Vocational education remains of great interest to Sudan which has established the National Council for Technical Education and technical support to increase the number of institutions and scholars in this area because of its importance in sustainable development.

... Policy development and capacity-building in science and technology is one of the cornerstones for achieving sustainable development and poverty eradication.

... I take this opportunity to extend my sincere thanks to UNESCO for the quick response given to review national policies in science and technology. We hope that the organization continues its efforts to promote cooperation between the North and the South to overcome the scientific and technical gap.

... We call on UNESCO to increase its support to developing countries and encourage them to develop curriculum and improve the quality of education in the fields of science and technology and the use of science to address the challenges faced by these countries. In this regard, we commend UNESCO's quest to meet the needs of the African continent in the five areas of interest and attention given by the findings and recommendations of the Addis Ababa summit on science and technology for development.

... We seek the international community to support us in the reconstruction of war damage and to address the challenges posed by socio-cultural transformations until we reach the desired goals of our efforts to deepen the foundations of a culture of peace and sustainable democracy.

... Sudan hopes for the support of UNESCO in the preservation of intangible cultural heritage through digital documentation and urges the organization for the rehabilitation of archaeological sites and contribute to the management of cultural diversity in western Sudan (grand Darfur).

... We call on the organization to work on bridging the digital divide by promoting cooperation in scientific research and exchange of experiences and the establishment of digital libraries, and meet the needs of developing countries in the educational priorities."

SWAZILAND

Mr Wilson Ntshangase Minister of Education and Training

“ ... We wish to congratulate the incoming Director-General for her nomination. It is significant that UNESCO supports gender equality, an organization which seems to be leading by example by having nominated the first lady general director in the history of the Organization. As a country, we wish to take this opportunity to express our gratitude for the support that we continue to receive from the Organization.

... We thank UNESCO for the invitation extended to Her Majesty the Queen Mother of the Kingdom of Swaziland within the Organization and for the warm reception extended to the Queen Mother and her delegation. It was indeed a significant visit, as it clearly demonstrated UNESCO's commitment recognition for the role of culture in development.

... We applaud and support UNESCO's role in enhancing and protecting the natural and tangible heritage of our countries. We especially support the notion of culture being mainstreamed in national development policies. We acknowledge UNESCO leadership in education, particularly in teacher training and teacher policies. Swaziland delegation also wishes to recognize the importance given to education for sustainable development in UNESCO programmes.

... We applaud UNESCO's vision of realizing the imperative for developing the capacity in Member States through its technical and vocational education and training to equip youth and adults alike with competence and skills for the world of work. We recognize and support UNESCO's efforts in the communication and information programmes.

TOGO

Mr Messanvi Gbeassor Minister of Higher Education and Research Chair of the Togolese National Commission to UNESCO

“The Togolese government wholeheartedly pays tribute to the outgoing Director-General, Mr Koïchiro Matsuura, for the many initiatives that he has undertaken during his two terms of office in order to strengthen our Organization's credibility and effectiveness. We are convinced that history will remember the innovations that he successfully promoted in the Organization with both courage and clear-sightedness, in order to rationalize the management of its resources without compromising the noble mission that it has sought to accomplish since its inception, namely the construction of peace in the minds of men through education, science, culture and communication.

In a world in which knowledge increases exponentially and determines both our daily lives and our future, the Togolese Government has made the education of its citizens one of its main priorities, marked by fairness and a constant quest for quality and relevance.

It has therefore decided, despite its limited resources, to make primary education free and compulsory for all.

We congratulate the Director-General on the success of the World Conference on Higher Education held in Paris last July and sincerely hope that everything possible will be done to translate its main recommendations into specific activities on the ground.

The 'Learning Empowers' (LIFE) literacy initiative, the training scheme for teachers in sub-Saharan Africa under the TTISSA project and the reform of the education system and of the technical and professional education system, with the world of work in mind, together form the basis of the EFA programme. These projects must be continued and consolidated during this biennium.

My country urges the Director-General to maintain the Organization's support for the pursuit of in-depth studies of the continental shelf of the African States, under the United Nations Convention on the Law of the Sea.

The need to promote the greater participation by women in science and research must continue to be one of our priorities. This is an appropriate moment to thank the Director-General for the support that the Organization has given to Member States in the area of scientific policies.

The biennial sectoral priority given in the area of culture, in particular to the protection, safeguarding and management of the tangible and intangible heritage, has drawn our attention. The Togolese Government is relying on UNESCO's support for the establishment of a general inventory of its tangible and intangible cultural heritage.

One of our priorities is to promote freedom of expression and of information and to build up capacity for free, independent and pluralist media and communication in furtherance of sustainable development.

Africa and gender equality, mainstreamed into all of the other major themes of this programme, remain two of the highest priorities, and my country unhesitatingly supports UNESCO's Draft Programme and Budget for 2010-2011.

UGANDA

**Hon. Geraldine Namirembe
Bitamazire
Minister of Education and Sports
Chairperson of the Uganda
National Commission for UNESCO**

" ... Today, the world faces harsh economic realities that call for new approaches and strategies in the effective management of our Organization. As we discuss the draft 35C document, we should take into account the world economic crisis and make decisions that will consolidate rather than undermine our past gains.

... Uganda supports the proposals of the Director General to prioritise the EFA Global Action Plan. The core initiatives, HIV/AIDS intervention in the education sector (EDUCAIDS), the Literacy Initiative for Empowerment (LIFE), as well as the Teacher Training Initiative for Sub-Saharan Africa (TTISSA) have a direct bearing on the attainment of the EFA goals. Uganda would like to see accelerated and concrete actions on all these initiatives.

... Uganda appreciates UNESCO's actions for the youth through various programmes like the Young Professionals, the Associated Schools (ASPnet) and the Youth Forum held last week. We urge the Director General to implement the Youth Strategy.

... The negative impact of social change, rural to urban migration and globalisation on the values and the social fabric of society, particularly the youth needs our urgent action. The activation of the Management of Social Transformation Programme (MOST) in Member States could help us redress these and other societal issues.

... Physical education and sports play a major role in holistic education. UNESCO should consolidate its programmes in philosophy and bio-ethics.

... Uganda supports the emphasis in the culture sector on the protection of intangible heritage as well as promotion of cultural diversity and artistic expressions.

Uganda supports the promotion of freedom of expression and access to information particularly through institutional capacity building. We are happy to note that Makerere University is to be developed as a centre of excellence in media training.

... Therefore, Uganda supports the Director General's proposal to continue the on-going reform process. The reforms should include strengthening the National Commissions to enable them play their unique role as allies of UNESCO at country level. We also urge the Director General to make the priorities of Africa and gender a reality."

UNITED REPUBLIC OF TANZANIA

**Hon. Haroun Suleiman
Minister of Education and
Vocational Training, Zanzibar**

" ... On behalf of my Government and on my own behalf I would like to express my profound gratitude to Mr Matsuura for his remarkable service and for the support given to my country to rise to the challenges within the fields of competence of UNESCO.

... Following three consecutive biennia of a zero nominal growth budget this General Conference is called upon to consider approving an increment of US\$18m giving a UNESCO budget a new ceiling of US\$653m, which my Government approves along with the recommendations of the Executive Board. My Government supports the emphasis put by the Director General in document 35 C/5 in favour of priority Africa, Gender Equality, LDCs, SIDS and the most vulnerable segments of society.

... UNESCO should direct its actions in the attainment of EFA Goals and education related MDGs, quality education for all at all levels, teacher education of high quality, eradication of illiteracy, promotion of TVET an skills building, secondary and higher education, HIV/AIDS education, equity and inclusiveness with a particular focus on Africa including the implementation of the Plan of Action for the 2nd Decade of Education for Africa (2006-2015).

... My Government would like to see measures addressing capacity building for effective exploitation of natural resources; extraction of ground water; the mitigation and adaptation to climate change; promoting science education; engineering and renewable energy; responding to the Africa's Consolidated Plan of Action for Science and Technology; bioethics and the ethics of scientific knowledge and technology; promoting peace and dialogue among civilizations, culture and people. UNESCO should also play an active role in the promotion of "African Roads to Independence: African Liberation Heritage Programme" and culture of maintenance for sustainable development. My Government is deeply concerned by the digital divide and the ever widening information gap. UNESCO should be at the forefront in the promotion of open source access and digital libraries.

... I would like to thank the Director General for the assistance extended to the Open University of Tanzania, the State University of Zanzibar, and the University of Dodoma and for his prompt action in support of Tanzania's national Science Technology Innovation system review. We also appreciate the support given to my Government by the International Institute for Educational Planning through Southern and Eastern Africa Consortium for Monitoring Educational Quality (SACMEQ) programme.

... My Government supports the various UNESCO strategies within its fields of competence, which ensure effective programme implementation taking into account a results based approach."

ZAMBIA

Mrs Dora Siliya Minister of Education

" ... Zambia wishes to recognize the work done by Mr Matsuura. We particularly congratulate him for his efforts in decentralizing UNESCO through regional cluster offices.

... We believe this initiative will assist many member states to work with UNESCO even more closely. The priority Africa policy was also a welcome gesture of goodwill by the Director-General of UNESCO.

... Zambia realizes the direct link between educated citizens and economic expansion. This is why our President, His Excellency R. B. Banda often reiterates that 'education is the surest passport out of poverty'. The question is how do we, like many other member states, continue to support education against the backdrop of the financial crisis.

... Investment in education is an economic investment. To choose not to invest in education is a matter too difficult for my Government to even contemplate.

... We re-affirm our commitment to the Universal Primary Education by 2015."

ZIMBABWE

Dr. Stan Issac Mudenge Minister of Higher Education and Tertiary Education

" ... I wish to acknowledge and thank Mr. Matsuura for his service to UNESCO over the past ten years.

... We are living amidst an unprecedented financial and economic crisis whose provenance is traceable to the developed countries. Its impact is global and most deleterious on the most impoverished and weakest among us.

... At a time when national governments are being enjoined to protect education budgets as a way of investing out of the crisis, some among us are propelling UNESCO in the opposite direction.

... Zimbabwe supports the Draft Programme in 35C/5 for 2010 – 2011. My delegation urges UNESCO to source more resources from Extra-budgetary funding to strengthen the limited budget of UNESCO so as to confront head on the challenges of socio-economic development faced by many nations.

... The review of the decentralization process informs us that the “field network is suffering from limited human resources and not all cluster offices have a full complement of professional staff”. Our own Harare Cluster Office has no Post for the Social and Human Sciences Sector and yet the issues that need to be addressed by this sector are of critical concern to the region. The review also informs us that UNESCO did not benefit from any additional financial resources in support of the decentralization process.

... An effective and efficient decentralized system must be one that also ensures that the field offices are linked to the headquarters in terms of the available management tools and that the field offices are properly staffed at all levels with sufficient decision making powers.

... We wish to express our appreciation and gratitude to the organization particularly in the domain of capacity building.

... UNESCO's assistance has been especially useful in the fight against HIV and AIDS. UNESCO has further involved itself in the field of capacity building in teacher education, culture and tourism.

... We are disappointed that there is little to no evidence of new initiatives or mobilization of additional financial or human resources in support of Priority Africa. We are equally disappointed that the various sectors in the Secretariat do not share a uniform understanding of Priority Africa.

... It is our expectation that, in the next biennium, the new Director-General will so organize her team and deploy financial resources in a manner that truly reflects the priority that UNESCO ascribes and attaches to this matter. It is our further expectation that information on the implementation of this priority will be more easily accessible and regularly availed in formats that are more digestible.

... We welcome the overall increase in the amounts allocated to the Participation Programme in the next biennium relative to the current biennium.

... The contribution of this programme to the visibility of UNESCO at the country level is without comparison. Its continuation and strengthening is therefore capital.

... We support the proposals to establish an African World Heritage Fund Category 2 centre in South Africa and a regional centre for the living arts in Africa in Burkina Faso.

... My delegation applauds UNESCO proposals under the Sciences Sector to be more engaged in the promotion of the use of alternative and renewable sources of energy especially solar energy.

... Zimbabwe welcomes the decision by the Seventh Southern and Eastern Africa Consortium for Monitoring Education Quality (SACMEQ) Assembly of Ministers on 4 October 2009 to relocate SACMEQ Coordinating Centre from Paris back to its home in Harare.”